

CHAPITRE 6. — *Modifications dans le Code des droits de succession*

Art. 31. A l'article 156 du Code des droits de successions, modifié par les lois des 14 août 1947, 22 décembre 1989 et 2 mai 2002 et par l'arrêté royal du 13 juillet 2001, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, le montant "125 EUR" est remplacé par le montant "500 euros";

2° à l'alinéa 3, le mot "EUR" est remplacé par le mot "euros".

Donné à Bruxelles, le 25 décembre 2017.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
J. VAN OVERTVELDT

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
K. GEENS

—
Note

(1) Chambre des représentants (www.lachambre.be)

Documents : K54-2792

HOOFDSTUK 6. — *Wijzigingen van het Wetboek der successierechten*

Art. 31. In artikel 156 van het Wetboek der successierechten, gewijzigd bij de wetten van 14 augustus 1947, 22 december 1989 en 2 mei 2002 en bij het koninklijk besluit van 13 juli 2001, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid wordt het bedrag "125 EUR" vervangen door het bedrag "500 euro";

2° in het derde lid wordt het woord "EUR" vervangen door het woord "euro".

Gegeven te Brussel, 25 december 2017.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,
J. VAN OVERTVELDT

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
K. GEENS

—
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers (www.dekamer.be)

Stukken : K54-2792

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C - 2017/14414]

25 DECEMBRE 2017. — Loi portant réforme de l'impôt des sociétés (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

TITRE 1^{er}. — Disposition générale

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

TITRE 2. — Réforme de l'impôt des sociétés

CHAPITRE 1^{er}. — *Modifications du Code des impôts sur les revenus 1992*

Art. 2. Le présent chapitre a notamment pour objet de transposer partiellement la directive (UE) 2016/1164 du Conseil du 12 juillet 2016 établissant des règles pour lutter contre les pratiques d'évasion fiscale qui ont une incidence directe sur le fonctionnement du marché intérieur et de transposer la directive (UE) 2017/952 du Conseil du 29 mai 2017 modifiant la directive (UE) 2016/1164 en ce qui concerne les dispositifs hybrides faisant intervenir des pays tiers.

Art. 3. L'article 2, § 1^{er}, du Code des impôts sur les revenus 1992, remplacé par la loi du 10 août 2001 et modifié par les lois des 17 mai 2004, 15 décembre 2004, 27 décembre 2006, 11 décembre 2008, 30 juillet 2013, 21 décembre 2013, 8 mai 2014, 12 mai 2014, 10 août 2015, 18 décembre 2015, 26 décembre 2015, 3 août 2016 et du 21 juillet 2017, est complété par un 16°, un 17° et un 18°, rédigés comme suit :

"16° Dispositif hybride

Par dispositif hybride, on entend un dispositif donnant lieu à des dépenses déductibles dans le chef d'une société résidente, ou d'un établissement belge, et d'une entreprise étrangère, ou d'une implantation de celle-ci, ou dans le chef d'un seul de ces intervenants mais sans que, dans ce cas, à ces dépenses correspondent des revenus figurant parmi les revenus imposables du bénéficiaire.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

[C - 2017/14414]

25 DECEMBER 2017. — Wet tot hervorming van de vennootschapsbelasting (1)

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL 1. — Algemene bepaling

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de grondwet.

TITEL 2. — Hervorming van de vennootschapsbelasting

HOOFDSTUK 1. — *Wijzigingen van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992*

Art. 2. Dit hoofdstuk heeft inzonderheid de gedeeltelijke omzetting tot doel van richtlijn (EU) 2016/1164 van de Raad van 12 juli 2016 tot vaststelling van regels ter bestrijding van belastingontwijkingspraktijken welke rechtstreeks van invloed zijn op de werking van de interne markt en de omzetting van richtlijn (EU) 2017/952 van de Raad van 29 mei 2017 tot wijziging van Richtlijn (EU) 2016/1164 wat betreft hybridemismatches met derde landen.

Art. 3. Artikel 2, § 1, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, vervangen bij wet van 10 augustus 2001 en gewijzigd bij de wetten van 17 mei 2004, 15 december 2004, 27 december 2006, 11 december 2008, 30 juli 2013, 21 december 2013, 8 mei 2014, 12 mei 2014, 10 augustus 2015, 18 december 2015, 26 december 2015, 3 augustus 2016 en 21 juli 2017, wordt aangevuld met de bepalingen onder 16°, 17° en 18°, luidende :

"16° Hybridemismatch

Onder hybridemismatch wordt verstaan een regeling die leidt tot aftrekbare kosten in hoofde van een binnenlandse vennootschap of een Belgische inrichting en van een buitenlandse onderneming of een vestiging daarvan, of in hoofde van een van deze actoren, maar zonder dat, in dit geval, met deze uitgaven inkomsten overeenstemmen die deel uitmaken van de belastbare inkomsten van de verkrijger.

Il ne peut être question de dispositif hybride entre d'une part une société résidente, ou un établissement belge, et d'autre part une entreprise étrangère, ou une implantation de celle-ci, que s'ils sont des entreprises associées, qui font partie de la même entreprise ou qui agissent dans le cadre d'un dispositif structuré.

Une société résidente, ou un établissement belge, et une entreprise étrangère, ou une implantation de celle-ci, sont des entreprises associées :

- lorsque l'entreprise étrangère est une entité dans laquelle la société résidente ou l'établissement belge détient, directement ou indirectement, une participation de 50 p.c. ou plus en matière de droits de vote ou de capital, ou dont il est en droit de recevoir 50 p.c. ou plus des bénéfices; ou

- lorsque l'entreprise étrangère, ou l'implantation de celle-ci, est une personne physique ou une entité qui détient, directement ou indirectement, une participation de 50 p.c. ou plus en matière de droits de vote ou de capital de la société résidente, ou qui est en droit de recevoir 50 p.c. ou plus des bénéfices de la société résidente; ou

- lorsqu'une personne physique ou une entité détient, directement ou indirectement, une participation de 50 p.c. ou plus en matière de droits de vote ou de capital de la société résidente et de l'entreprise étrangère; ou

- lorsque la société résidente, ou l'établissement belge, et l'entreprise étrangère, ou l'implantation de celle-ci, font partie du même groupe consolidé à des fins de comptabilité financière; ou

- lorsque l'un exerce une influence notable sur la gestion de l'autre.

En cas de dispositif impliquant un paiement effectué au titre d'un instrument financier, le seuil de 50 p.c. susmentionné est ramené à 25 p.c.

Une personne qui agit conjointement avec une autre personne au titre des droits de vote ou de la propriété du capital d'une entité est également considérée comme détenant une participation dans l'ensemble des droits de vote ou des capitaux de cette entité qui sont détenus par l'autre personne ou les autres personnes.

Un groupe consolidé à des fins de comptabilité financière est un groupe composé de toutes les entités qui sont pleinement intégrées dans les états financiers consolidés établis conformément aux normes internationales d'information financière ou au système national d'information financière d'un Etat membre de l'Espace économique européen.

Une société résidente, ou un établissement belge, et une entreprise étrangère, ou une implantation de celle-ci, font partie de la même entreprise lorsque l'un constitue un établissement belge ou stable de l'autre ou que tous deux constituent des établissements belges ou stables de la même entreprise.

Une société résidente, ou un établissement belge, et une entreprise étrangère, ou une implantation de celle-ci, agissent dans le cadre d'un dispositif structuré lorsqu'elles agissent dans le cadre d'un dispositif produisant une déduction dans le chef de chacun d'eux, ou une déduction, dans le chef de l'un, jointe à une absence d'imposition, dans le chef de l'autre, et dont les termes intègrent déjà la valorisation de cet effet, ou dans le cadre d'un dispositif qui a été conçu de manière telle à générer cet effet, à moins que l'on ne puisse pas raisonnablement attendre de la société résidente ou de l'établissement belge ou de l'entreprise étrangère, ou de l'implantation de celle-ci, qu'il soit informé de l'existence de cet effet, et qu'il n'ait pas bénéficié de cet effet.

Il ne peut être question de dispositif hybride donnant lieu à une déduction, dans le chef d'un des intervenants, jointe à une absence d'imposition, dans le chef d'un autre intervenant, lorsque l'absence d'imposition dans le chef de ce dernier n'est due qu'au régime fiscal exorbitant du droit commun qui lui est applicable ou à des différences dans la valeur attribuée à un paiement, y compris par l'application des prix de transfert.

17° Entité hybride

Par entité hybride, on entend toute entité ou tout dispositif qui est considéré comme une entité imposable en vertu des lois d'une juridiction et dont les revenus ou les dépenses sont considérés comme les revenus ou les dépenses d'une ou plusieurs autres personnes en vertu des lois d'une autre juridiction.

Er kan slechts sprake zijn van een hybridemismatch tussen een binnenlandse vennootschap of een Belgische inrichting enerzijds en een buitenlandse onderneming of een vestiging daarvan anderzijds wanneer het geassocieerde ondernemingen zijn, die deel uitmaken van dezelfde onderneming of die handelen in het kader van een gestructureerde regeling.

Een binnenlandse vennootschap of een Belgische inrichting, en een buitenlandse onderneming of een vestiging daarvan zijn geassocieerde ondernemingen :

- wanneer de buitenlandse onderneming een entiteit is waarin de binnenlandse vennootschap of de Belgische inrichting rechtstreeks of onrechtstreeks een deelname van 50 pct. of meer bezit inzake het stemrecht of het kapitaal of die gerechtigd is tot ontvangst van 50 pct. of meer van de winst van die entiteit; of

- wanneer de buitenlandse onderneming of de vestiging daarvan een natuurlijke persoon of een entiteit is die rechtstreeks of onrechtstreeks een deelname van 50 pct. of meer bezit inzake het kapitaal van de binnenlandse vennootschap, of die gerechtigd is tot ontvangst van 50 pct. of meer van de winst van de binnenlandse vennootschap; of

- wanneer een natuurlijke persoon of een entiteit rechtstreeks of onrechtstreeks een deelname van 50 pct. of meer bezit inzake het stemrecht of het kapitaal van de binnenlandse vennootschap en van de buitenlandse onderneming; of

- wanneer de binnenlandse vennootschap, of de Belgische inrichting, en de buitenlandse onderneming, of de vestiging daarvan, deel uitmaken van dezelfde geconsolideerde groep inzake de financiële boekhouding; of

- wanneer de ene een invloed van betekenis uitoefent op het beheer van de andere.

In geval van een regeling waarbij een betaling uit hoofde van een financieel instrument betrokken is, wordt de bovengenoemde drempel van 50 pct. teruggebracht tot 25 pct.

Een persoon die met betrekking tot de stemrechten of het kapitaalbezit van een entiteit samen met een andere persoon optreedt, wordt tevens beschouwd als houder van een deelneming in alle stemrechten of het volledige kapitaalbezit dat die andere persoon of personen in de genoemde entiteit hebben.

Een geconsolideerde groep inzake financiële boekhouding is een groep die bestaat uit alle entiteiten die volledig zijn opgenomen in een geconsolideerde jaarrekening, opgesteld overeenkomstig de internationale standaarden voor financiële rapportering of het nationale systeem voor financiële rapportering van een lidstaat van de Europese Economische Ruimte.

Een binnenlandse vennootschap of een Belgische inrichting en een buitenlandse onderneming of een vestiging daarvan, maken deel uit van dezelfde onderneming wanneer de ene een Belgische of vaste inrichting vormt van de andere of wanneer ze beiden Belgische of vaste inrichtingen vormen van dezelfde onderneming.

Een binnenlandse vennootschap of een Belgische inrichting en een buitenlandse onderneming of een vestiging daarvan, handelen in het kader van een gestructureerde regeling wanneer ze handelen in het kader van een regeling die voor elk van hen tot een aftrek leidt, of tot een aftrek voor de ene die gepaard gaat met een niet-belasting voor de andere, en waarbij de waardering van deze uitwerking reeds in de voorwaarden van de regeling is geïntegreerd, of wanneer ze handelen in het kader van een regeling die zodanig werd opgezet om tot zulk resultaat te leiden, tenzij niet redelijkerwijze van de binnenlandse vennootschap of de Belgische inrichting of van de buitenlandse onderneming of de vestiging daarvan kan worden verwacht dat ze op de hoogte is van het bestaan van die uitwerking en ze er geen voordeel uit gehaald heeft.

Er kan geen sprake zijn van een hybridemismatch die aanleiding geeft tot een aftrek in hoofde van een van de actoren samen met een niet-belasting in hoofde van een andere actor wanneer de afwezigheid van belasting voor deze laatste enkel te wijten is aan het belastingstelsel dat afwijkt van het gemeen recht dat op hem van toepassing is of aan de verschillen in de aan een betaling toegekende waarde, onder meer door de toepassing van verrekenningsprijzen.

17° Hybride-entiteit

Onder hybride-entiteit wordt verstaan elke entiteit of regeling die krachtens de wetgeving van een rechtsgebied als een belastbare entiteit wordt beschouwd en waarvan de inkomsten of de uitgaven krachtens de wetgeving van een ander rechtsgebied als de inkomsten of de uitgaven van een of meer andere personen worden beschouwd.

18° Transfert hybride

Par transfert hybride, on entend tout dispositif permettant de transférer un instrument financier lorsque le rendement sous-jacent de l'instrument financier transféré est considéré à des fins fiscales comme obtenu simultanément par plusieurs des parties à ce dispositif."

Art. 4. A l'article 18 du même Code, modifié par les lois des 28 juillet 1992 et 20 mars 1996, par l'arrêté royal du 20 décembre 1996 et par les lois des 22 décembre 1998, 10 mars 1999, 24 décembre 2002, 15 décembre 2004, 27 décembre 2005, 31 janvier 2006, 22 décembre 2009, 28 juillet 2011, 10 août 2015, 26 décembre 2015 et 25 décembre 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, le 2° et le 2°*bis* sont remplacés comme suit :

"2° les remboursements totaux ou partiels de capital social, à l'exception de la quotité de ce remboursement qui est imputée conformément à l'alinéa 2 sur le capital libéré, ou sur les sommes assimilées au capital libéré visées au 2°*bis*, à l'occasion d'un remboursement de capital opéré en exécution d'une décision régulière de réduction du capital social, prise conformément aux dispositions du Code des sociétés ou conformément aux dispositions du droit des sociétés applicable à la société étrangère;

2°*bis* les remboursements totaux ou partiels de primes d'émission et de sommes souscrites à l'occasion d'émission de parts bénéficiaires, à l'exception des remboursements de sommes assimilées à du capital libéré opérés en exécution d'une décision régulière de l'assemblée générale prise conformément aux dispositions du Code des sociétés applicables aux modifications des statuts ou conformément aux dispositions du droit des sociétés applicables à la société étrangère, dans la mesure où ces remboursements sont imputés sur le capital libéré, ou sur les sommes susvisées assimilées à du capital libéré, conformément à l'alinéa 2;"

2° entre l'alinéa 1^{er} et l'alinéa 2, qui devient l'alinéa 8, six alinéas sont insérés, rédigés comme suit :

"Sans préjudice de l'application de l'article 537, et pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 2° et 2°*bis*, les remboursements de capital libéré et les remboursements de primes d'émission et de sommes souscrites à l'occasion d'émission de parts bénéficiaires, assimilées à du capital libéré, sont censés provenir proportionnellement :

- du montant total formé par le capital libéré et, selon le cas, par les sommes susvisées y assimilées et,
- du total des réserves taxées et des réserves exonérées,

étant entendu que l'imputation sur les réserves est censée porter exclusivement, en premier lieu sur les réserves taxées incorporées au capital, ensuite sur les réserves taxées non incorporées au capital et enfin sur les réserves exonérées incorporées au capital. Lorsque le montant du capital libéré, des primes d'émission ou des parts bénéficiaires, assimilées au capital libéré, qui font l'objet d'un remboursement, sont insuffisantes pour imputer la part proportionnelle qui se rapporte à chacune de ces catégories, le solde est imputé en premier lieu sur les primes d'émission, ensuite sur les parts bénéficiaires, assimilées au capital libéré, en cas de capital libéré insuffisant, ensuite sur le capital libéré en cas de primes d'émission ou de parts bénéficiaires, assimilées au capital libéré, insuffisantes, et enfin de l'une de ces deux dernières catégories sur l'autre pour le solde éventuel.

Sans préjudice de l'application de l'alinéa 5, le prorata visé à l'alinéa 2 est obtenu selon un pourcentage qui exprime le rapport entre :

- d'une part, au numérateur, la somme du capital libéré, des primes d'émission et des parts bénéficiaires assimilées au capital libéré, et,
- d'autre part, au dénominateur, la somme des réserves taxées, des réserves exonérées incorporées au capital et du montant déterminé au numérateur.

18° Hybrideoverdracht

Onder hybrideoverdracht wordt verstaan elke regeling voor het overdragen van een financieel instrument waarbij de onderliggende opbrengst van het overgedragen financieel instrument voor belastingdoeleinden wordt behandeld alsof deze tegelijkertijd is verkregen door meer dan een van de partijen bij die regeling."

Art. 4. In artikel 18 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 28 juli 1992 en 20 maart 1996, bij het koninklijk besluit van 20 december 1996 en van de wetten van 22 december 1998, 10 maart 1999, 24 december 2002, 15 december 2004, 27 december 2005, 31 januari 2006, 22 december 2009, 28 juli 2011, 10 augustus 2015, 26 december 2015 en 25 december 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de bepalingen onder 2° en 2°*bis* vervangen als volgt :

"2° gehele of gedeeltelijke terugbetalingen van maatschappelijk kapitaal, met uitzondering van het gedeelte van de terugbetaling dat overeenkomstig het tweede lid is aangerekend op het gestort kapitaal of op de in 2°*bis* bedoelde bedragen die met gestort kapitaal zijn gelijkgesteld, naar aanleiding van een terugbetaling van kapitaal verkregen ter uitvoering van een regelmatige beslissing tot vermindering van het maatschappelijk kapitaal, overeenkomstig de bepalingen van het Wetboek van vennootschappen of overeenkomstig bepalingen van het vennootschapsrecht van toepassing op de buitenlandse vennootschap;

2°*bis* gehele of gedeeltelijke terugbetalingen van uitgiftepremies en van bedragen waarop ter gelegenheid van de uitgifte van winstbewijzen is ingeschreven, met uitzondering van terugbetalingen van bedragen die met gestort kapitaal worden gelijkgesteld ter uitvoering van een regelmatige beslissing van de algemene vergadering genomen overeenkomstig de bepalingen van het Wetboek van vennootschappen die van toepassing zijn op statutenwijzigingen of overeenkomstig de bepalingen van het vennootschapsrecht dat van toepassing is op de buitenlandse vennootschap, in de mate dat deze terugbetalingen overeenkomstig het tweede lid zijn aangerekend op het gestort kapitaal of op de voormelde bedragen die met gestort kapitaal zijn gelijkgesteld;"

2° tussen het eerste lid en het tweede lid, dat het achtste lid wordt, worden zes leden ingevoegd, luidende :

"Onverminderd de toepassing van artikel 537, en voor de toepassing van het eerste lid, 2° en 2°*bis*, worden de terugbetalingen van gestort kapitaal en de terugbetalingen van met gestort kapitaal gelijkgestelde uitgiftepremies en bedragen waarop ter gelegenheid van de uitgifte van winstbewijzen is ingeschreven, geacht verhoudingsgewijs voort te komen :

- uit het totaalbedrag gevormd door het gestort kapitaal en, naargelang het geval, door de voormelde ermee gelijkgestelde bedragen en,
- uit het totaal van de belaste reserves en van de vrijgestelde reserves,

waarbij de aanrekening op de reserves geacht wordt uitsluitend plaats te vinden, eerst op de in het kapitaal geïncorporeerde belaste reserves, dan op de niet in het kapitaal geïncorporeerde belaste reserves en tenslotte op de in het kapitaal geïncorporeerde vrijgestelde reserves. Wanneer het bedrag van het gestort kapitaal, of van de met gestort kapitaal gelijkgestelde uitgiftepremies of winstbewijzen, die het onderwerp uitmaken van een terugbetaling, ontoereikend is om het deel dat verhoudingsgewijs betrekking heeft op ieder van deze categorieën aan te rekenen, wordt het saldo eerst aangerekend op de met gestort kapitaal gelijkgestelde uitgiftepremies, daarna op de met gestort kapitaal gelijkgestelde winstbewijzen in het geval van onvoldoende gestort kapitaal, vervolgens op het gestort kapitaal in geval van onvoldoende met gestort kapitaal gelijkgestelde uitgiftepremies of winstbewijzen en tenslotte van een van deze laatste categorieën op de overige categorie voor het eventuele saldo.

Onverminderd de toepassing van het vijfde lid wordt de in het tweede lid bedoelde pro rata verkregen overeenkomstig een percentage dat de verhouding uitdrukt tussen :

- enerzijds, in de teller, de som van het gestort kapitaal, de uitgiftepremies en de winstbewijzen, die met gestort kapitaal worden gelijkgesteld, en,
- anderzijds, in de noemer, de som van de belaste reserves, de in het kapitaal geïncorporeerde vrijgestelde reserves en het bedrag bepaald in de teller.

Pour l'application de l'alinéa 3, le montant des réserves est déterminé à la fin de la période imposable qui précède celle au cours de laquelle le remboursement des sommes visées à l'alinéa 1^{er}, 2^o et 2^obis, est effectué, diminué du montant des dividendes intercalaires distribués pendant la période imposable et au plus tard à la date à laquelle ce remboursement est effectué.

Pour déterminer les prorata visés aux alinéas 2 et 3, il n'est pas tenu compte :

- des réserves taxées négatives autres que la perte reportée et autres que celles constituées à l'occasion d'un remboursement du capital ou des sommes susvisées assimilées à du capital libéré;

- des réserves exonérées visées à l'article 44, § 1^{er}, 1^o, et des autres réserves exonérées qui ne sont pas incorporées au capital;

- des réserves exonérées visées à l'article 44, § 1^{er}, 1^o, qui sont incorporées au capital, dans la mesure où elles ne peuvent pas être distribuées;

- des réserves exonérées, qui en cas de fusion, scission, opération assimilée à une fusion par absorption ou d'opération assimilée à la scission visées à l'article 211, § 1^{er}, sont reconstituées dans le capital lorsque l'apport n'est pas entièrement rémunéré par des actions ou parts nouvelles comme visé à l'article 211, § 2, alinéa 3, parce que les sociétés absorbantes ou bénéficiaires détiennent des actions ou parts de la société absorbée ou scindée;

- des réserves visées aux articles 24, alinéa 1^{er}, 4^o, 184^{quater} et 541;

- de la réserve légale à concurrence de son minimum légal;

- des réserves indisponibles pour actions ou parts propres et pour parts bénéficiaires propres dans les limites fixées à l'article 620, § 1^{er}, 2^o, du Code des sociétés;

- des provisions pour risques et charges et réductions de valeur, exonérées ou non conformément aux articles 48, 194 et 194bis;

- ou des réserves ou provisions visées par des dispositions analogues de droit étranger pour les sociétés étrangères.

La condition d'intangibilité visée à l'article 190, n'est plus censée respectée dans la mesure où la réduction est imputée sur les réserves exonérées.

Nonobstant les dispositions des alinéas 2 à 6, lorsque la décision de l'assemblée générale visée à l'alinéa 1^{er}, 2^o et 2^obis, prévoit un mode d'imputation d'une réduction des fonds propres portant à la fois sur le capital libéré et, selon le cas, les sommes y assimilées, ainsi que sur des réserves autres que celles visées à l'alinéa 4, qui est comptabilisé comme tel et qui aboutit à la détermination d'un montant de dividendes égal ou supérieur au montant des dividendes qui résulterait d'une réduction du capital libéré ou des sommes y assimilées pour un montant total identique auquel auraient été appliquées les règles prévues aux alinéas 2 à 6, le montant des dividendes est déterminé sur la base de la décision susvisée.;

3^o à l'alinéa 2 ancien, devenant l'alinéa 8, les modifications suivantes sont apportées :

- dans la phrase liminaire, les mots "Est considéré comme avance, tout prêt d'argent, représenté ou non par des titres, consenti par une personne physique à une société dont elle possède des actions ou parts ou par une personne à une société" sont remplacés par les mots "Est considérée comme avance au sens de l'alinéa 1^{er}, 4^o, toute créance, représentée ou non par des titres, détenue par une personne physique sur une société dont elle possède des actions ou parts ou par une personne sur une société" et les mots "tout prêt d'argent consenti" sont remplacés par les mots "toute créance détenue";

- dans le 2^o, les mots "des prêts d'argent à" sont remplacés par les mots "des créances sur";

- dans le 3^o, les mots "des prêts d'argent consentis par" sont remplacés par les mots "des créances détenues par".

Art. 5. A l'article 24, alinéa 3, du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1^o les mots "qu'à concurrence de 75 p.c." sont remplacés par les mots "qu'à concurrence du taux déterminé conformément à l'article 198bis, alinéa 1^{er}, 2^o";

Voor de toepassing van het derde lid wordt het bedrag van de reserves bepaald op het einde van het belastbare tijdperk dat voorafgaat aan datgene waarin de terugbetaling van de in het eerste lid, 2^o en 2^obis, bedoelde bedragen is verricht, verminderd met het bedrag van de tijdens het belastbare tijdperk en ten laatste op de datum waarop deze terugbetaling is verricht, uitgekeerde tussentijdse dividendend.

Om de pro rata bedoeld in het tweede en derde lid te bepalen, wordt geen rekening gehouden met :

- de negatieve belaste reserves, andere dan het overgedragen verlies en andere dan deze die naar aanleiding van een terugbetaling van kapitaal of van hierboven bedoelde met gestort kapitaal gelijkgestelde bedragen, zijn aangelegd;

- de vrijgestelde reserves bedoeld in artikel 44, § 1, 1^o, en andere vrijgestelde reserves die niet in het kapitaal zijn geïncorporeerd;

- de vrijgestelde reserves bedoeld in artikel 44, § 1, 1^o, die in het kapitaal zijn geïncorporeerd, in de mate dat ze niet uitgekeerd kunnen worden;

- de vrijgestelde reserves, die in geval van fusie, splitsing, met fusie door overneming gelijkgestelde verrichting of met splitsing gelijkgestelde verrichting als vermeld in artikel 211, § 1, in kapitaal worden heraangelegd wanneer de inbreng niet volledig wordt vergoed met nieuwe aandelen als bedoeld in artikel 211, § 2, derde lid, omdat de overnemende of verkrijgende vennootschappen in bezit zijn van aandelen van de overgenomen of gesplitste vennootschap;

- de reserves bedoeld in de artikelen 24, eerste lid, 4^o, 184^{quater} en 541;

- de wettelijke reserve ten belope van het wettelijk minimum;

- de onbeschikbare reserves voor eigen aandelen en voor eigen winstbewijzen binnen de grenzen als bepaald in artikel 620, § 1, 2^o, van het Wetboek van vennootschappen;

- de voorzieningen voor risico's en kosten en waardeverminderingen, al dan niet vrijgesteld overeenkomstig de artikelen 48, 194 en 194bis;

- of voor buitenlandse vennootschappen, de in gelijkaardige bepalingen naar buitenlands recht bedoelde reserves of voorzieningen.

De onaantastbaarheidsvoorwaarde bedoeld in artikel 190, wordt niet langer als voldaan geacht in de mate dat de vermindering op de vrijgestelde reserves is aangerekend.

Niettegenstaande het bepaalde in het tweede tot zesde lid wordt, wanneer de in het eerste lid, 2^o en 2^obis, bedoelde beslissing van de algemene vergadering een wijze van aanrekening van vermindering van het eigen vermogen voorziet die zowel op het gestort kapitaal als, naargelang het geval, op de ermee gelijkgestelde bedragen, alsook op andere dan in het vierde lid bedoelde reserves betrekking heeft, die als zodanig wordt geboekt en die leidt tot de bepaling van een bedrag aan dividend gelijk aan of hoger dan het bedrag aan dividend dat zou voortvloeien uit een vermindering van gestort kapitaal of van ermee gelijkgestelde bedragen voor eenzelfde totaal bedrag, waarop de in het tweede tot zesde lid bedoelde regels zouden zijn toegepast het bedrag van de dividenden op basis van de voormelde beslissing bepaald.;

3^o in het vroegere tweede lid, dat het achtste lid wordt, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- in de inleidende zin worden de woorden "Als voorschot wordt beschouwd, elke al dan niet door effecten vertegenwoordigde geldlening verstrekt door een natuurlijk persoon aan een vennootschap waarin hij aandelen bezit of door een persoon aan een vennootschap" vervangen door de woorden "Als voorschot in de zin van het eerste lid, 4^o, wordt beschouwd, elke al dan niet door effecten vertegenwoordigde vordering van een natuurlijk persoon op een vennootschap waarvan hij aandelen bezit of van een persoon op een vennootschap" en worden de woorden "elke geldlening verstrekt aan die vennootschap, door" vervangen door de woorden "elke vordering op die vennootschap van";

- in de bepaling onder de 2^o worden de woorden "geldleningen aan" vervangen door de woorden "vorderingen op";

- in de bepaling onder 3^o worden de woorden "geldleningen verstrekt door" vervangen door de woorden "vorderingen van".

Art. 5. In artikel 24, derde lid, van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o de woorden "slechts tot 75 pct. in aanmerking genomen." worden vervangen door de woorden "slechts tot het overeenkomstig artikel 198bis, eerste lid, 2^o, bepaalde tarief in aanmerking genomen";

2° les mots "conformément à l'article 198bis, alinéa 1^{er}, 2°," sont remplacés par les mots "conformément à l'article 66, § 1^{er}, alinéa 4".

Art. 6. A l'article 27, alinéa 3, du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots "qu'à concurrence de 75 p.c." sont remplacés par les mots "qu'à concurrence du taux déterminé conformément à l'article 198bis, alinéa 1^{er}, 2°";

2° les mots "conformément à l'article 198bis, alinéa 1^{er}, 2°" sont remplacés par les mots "conformément à l'article 66, § 1^{er}, alinéa 4".

Art. 7. A l'article 36, § 2, du même Code, inséré par la loi du 28 décembre 2011 et modifié par les lois des 29 mars 2012 et 21 décembre 2013, trois alinéas sont insérés entre l'alinéa 8 et l'alinéa 9, qui devient l'alinéa 12, rédigés comme suit :

"Lorsqu'un véhicule hybride rechargeable acheté à partir du 1^{er} janvier 2018 est équipé d'une batterie électrique avec une capacité énergétique de moins de 0,5 kWh par 100 kilogrammes de poids du véhicule ou émet plus de 50 grammes de CO₂ par kilomètre, l'émission du véhicule concerné à prendre en considération est égale à celle du véhicule correspondant pourvu d'un moteur utilisant exclusivement le même carburant. S'il n'existe pas de véhicule correspondant pourvu d'un moteur utilisant exclusivement le même carburant, la valeur de l'émission est multipliée par 2,5.

Par véhicule hybride rechargeable, on entend le véhicule visé à l'article 65 qui est à la fois équipé d'un moteur à carburant et d'une batterie électrique qui peut être rechargée via une connexion à une source d'alimentation externe hors du véhicule.

Le Roi peut déterminer ce qu'il faut entendre par véhicule correspondant. Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, augmenter la capacité énergétique minimale visée à l'alinéa 9, jusqu'à maximum 2,1 kWh par 100 kilogrammes de poids du véhicule."

Art. 8. A l'article 53, 6°, du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots "les amendes administratives infligées par des autorités publiques, même lorsque ces amendes n'ont pas le caractère d'une sanction pénale et même lorsque leur montant est calculé sur la base d'un impôt déductible," sont insérés entre les mots "les amendes transactionnelles," et les mots "les confiscations";

2° le 6° est complété par les mots ", de même que les majorations des cotisations sociales,".

Art. 9. Dans l'article 55 du même Code, modifié par la loi du 28 juillet 1992, les modifications suivantes sont apportées :

a) l'alinéa 1^{er} est remplacé comme suit :

"Les intérêts d'obligations, de prêts, de créances, de dépôts et d'autres titres constitutifs d'emprunts ne sont pris en considération à titre de frais professionnels que dans la mesure où ils ne dépassent pas un montant correspondant à :

1° pour les intérêts de prêts non-hypothécaires sans terme autres que ceux payés à des sociétés liées dans le cadre d'une convention-cadre de gestion centralisée de trésorerie d'un groupe visée à l'article 198, § 4, alinéa 5 : le taux d'intérêt pratiqué par les IFM, publié par la Banque nationale de Belgique, pour les prêts d'un montant inférieur ou égal à 1 000 000 euros avec taux variable et fixation initiale du taux d'une durée inférieure ou égale à un an, octroyés aux sociétés non financières, conclus au mois de novembre de l'année civile précédant l'année civile à laquelle les intérêts se rapportent, augmenté de 2,5 p.c.;

2° pour les intérêts autres que ceux visés au 1° : le taux d'intérêt pratiqué sur le marché, compte tenu des éléments particuliers propres à l'appréciation du risque lié à l'opération, et notamment de la situation financière du débiteur et de la durée du prêt.;"

b) la phrase liminaire de l'alinéa 2 est remplacée comme suit :

"Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 2°, le taux d'intérêt à prendre en considération est :".

Art. 10. A l'article 64ter du même Code, inséré par la loi-programme du 8 juin 2008 et modifié par la loi du 27 mars 2009, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, le 1° est abrogé;

2° l'alinéa 2 est abrogé;

2° de woorden "overeenkomstig artikel 198bis, eerste lid, 2°," worden vervangen door de woorden "overeenkomstig artikel 66, § 1, vierde lid".

Art. 6. In artikel 27, derde lid, van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden "slechts tot 75 pct. in aanmerking genomen" worden vervangen door de woorden "slechts tot het overeenkomstig artikel 198bis, eerste lid, 2°, bepaalde tarief in aanmerking genomen";

2° de woorden "overeenkomstig artikel 198bis, eerste lid, 2°," worden vervangen door de woorden "overeenkomstig artikel 66, § 1, vierde lid,".

Art. 7. In artikel 36, § 2, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 28 december 2011 en gewijzigd bij de wetten van 29 maart 2012 en 21 december 2013, worden, tussen het achtste en het negende lid, dat het twaalfde lid wordt, drie leden ingevoegd, luidende :

"Indien een vanaf 1 januari 2018 aangekocht oplaadbaar hybride-voertuig uitgerust is met een elektrische batterij die een energiecapaciteit heeft van minder dan 0,5 kWh per 100 kilogram van het wagengewicht of een uitstoot heeft van meer dan 50 gram CO₂ per kilometer, is de in aanmerking te nemen uitstoot van het betrokken voertuig gelijk aan deze van het overeenstemmende voertuig dat voorzien is van een motor die uitsluitend gebruik maakt van dezelfde brandstof. Indien er geen overeenstemmend voertuig bestaat dat uitsluitend voorzien is van een motor die gebruik maakt van dezelfde brandstof, wordt de uitstootwaarde vermenigvuldigd met 2,5.

Onder oplaadbaar hybridevoertuig wordt verstaan het in artikel 65 bedoelde voertuig dat zowel is uitgerust met een brandstofmotor als een elektrische batterij die opgeladen kan worden via een aansluiting op een externe energiebron buiten het voertuig.

De Koning kan bepalen wat moet worden verstaan onder overeenstemmend voertuig. De Koning kan, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de in het negende lid bedoelde minimale energiecapaciteit verhogen tot maximaal 2,1 kWh per 100 kilogram van het wagengewicht."

Art. 8. In artikel 53, 6°, van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden "administratieve geldboeten opgelegd door overheden, zelfs wanneer deze geldboeten niet het karakter van een strafrechtelijke sanctie hebben en zelfs wanneer hun bedrag is berekend op basis van een aftrekbare belasting," ingevoegd tussen de woorden "transactionele geldboeten," en het woord "verbeurdverklaringen";

2° de bepaling onder 6° wordt aangevuld met de woorden ", alsook verhogingen van sociale bijdragen,".

Art. 9. In artikel 55 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 28 juli 1992, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) het eerste lid wordt vervangen als volgt :

"Interesten van obligaties, leningen, schulden, deposito's en andere effecten ter vertegenwoordiging van leningen worden slechts als beroepskosten aangemerkt in zover ze niet hoger zijn dan een bedrag dat overeenstemt met :

1° voor interesten van niet-hypothecaire leningen zonder welbepaalde looptijd, andere dan deze betaald aan verbonden vennootschappen in het kader van een raamovereenkomst voor gecentraliseerd thesauriebeheer binnen een in artikel 198, § 4, vijfde lid, bedoelde groep : de door de Nationale Bank van België bekendgemaakte MFI rentevoet voor leningen voor een bedrag tot 1 000 000 euro met variabel tarief en initiële rentebepaling tot een jaar verstrekt aan niet-financiële vennootschappen gesloten in de maand november van het kalenderjaar voorafgaand aan het kalenderjaar waarop de interesten betrekking hebben, verhoogd met 2,5 pct.;

2° voor andere dan in 1° bedoelde interesten : de overeenkomstig de marktrente geldende rentevoet, rekening houdende met de bijzondere gegevens eigen aan de beoordeling van het aan de verrichting verbonden risico en inzonderheid met de financiële toestand van de schuldenaar en met de looptijd van de lening.;"

b) de inleidende zin van het tweede lid wordt vervangen als volgt :

"Voor de toepassing van het eerste lid, 2°, is de in aanmerking te nemen rentevoet :".

Art. 10. In artikel 64ter van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de programmawet van 8 juni 2008 en gewijzigd bij de wet van 27 maart 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid wordt de bepaling onder 1° opgeheven;

2° het tweede lid wordt opgeheven;

3° dans l'alinéa 3 ancien, qui est devenu l'alinéa 2, les mots "1° et" et les mots "ou aux véhicules visés à l'alinéa 2," sont abrogés;

4° l'alinéa 4 ancien est abrogé;

5° dans l'alinéa 5 ancien, qui est devenu l'alinéa 3, les mots "et des véhicules visés à l'alinéa 2" et les mots "ou à ces véhicules" sont abrogés.

Art. 11. A l'article 66 du même Code, remplacé par la loi du 6 juillet 1994 et modifié par l'arrêté royal du 20 juillet 2000 et par les lois des 10 août 2001, 27 décembre 2005, 22 décembre 2008, 23 décembre 2009 et 28 décembre 2011, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

"§ 1^{er}. Les frais professionnels afférents à l'utilisation des véhicules visés à l'article 65 ne sont déductibles qu'à concurrence du taux de déductibilité déterminé conformément à l'article 198bis, avec un minimum de 75 p.c. pour les frais professionnels faits ou supportés, afférents à l'utilisation des véhicules acquis avant le 1^{er} janvier 2018."

2° le paragraphe 1^{er} est remplacé comme suit :

"§ 1^{er}. Les frais professionnels afférents à l'utilisation des véhicules visés à l'article 65 ne sont déductibles que dans les limites suivantes :

1° 40 p.c. s'ils émettent 200 grammes de CO₂ par kilomètre, ou plus;

2° un taux déterminé par la formule suivante, dans les autres cas : 120 p.c. - (0,5 p.c. * coefficient * grammes de CO₂ par kilomètre), où le coefficient est fixé à 1 pour les véhicules alimentés au diesel, et à 0,95 pour les véhicules équipés d'un autre moteur. Lorsque le véhicule est équipé d'un moteur au gaz naturel et que sa puissance fiscale est inférieure à 12 chevaux fiscaux, le coefficient est réduit à 0,90.

Le taux déterminé conformément à l'alinéa 1^{er}, 2°, ne peut être inférieur à 50 p.c., ni supérieur à 100 p.c. et s'élève à un minimum de 75 p.c. pour les frais professionnels faits ou supportés, afférents à l'utilisation des véhicules acquis avant le 1^{er} janvier 2018.

Lorsque le véhicule visé à l'article 65 est un véhicule hybride rechargeable visé à l'article 36, § 2, alinéa 10, qui est équipé d'une batterie électrique avec une capacité énergétique de moins de 0,5 kWh par 100 kilogrammes de poids du véhicule ou émet plus de 50 grammes de CO₂ par kilomètre, l'émission de grammes de CO₂ visée à l'alinéa 1^{er} à prendre en considération est égale à celle du véhicule correspondant pourvu d'un moteur utilisant exclusivement le même carburant. S'il n'existe pas de véhicule correspondant pourvu d'un moteur utilisant exclusivement le même carburant, la valeur de l'émission est multipliée par 2,5.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le taux à prendre en considération pour les moins-values relatives aux véhicules visés à ce même alinéa ne sont seulement déductibles en tant que frais professionnels qu'à concurrence du rapport exprimé en pour cent entre la somme des amortissements fiscalement admis antérieurement à la vente et la somme des amortissements comptables pour les périodes imposables correspondantes.

Le Roi peut déterminer ce qu'il faut entendre par véhicule correspondant.

Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, diminuer le coefficient applicable aux véhicules équipés d'un moteur au gaz naturel et avec une puissance fiscale inférieure à 12 chevaux fiscaux, jusqu'à un minimum 0,75, et augmenter la capacité énergétique minimale visée à l'alinéa 3 jusqu'à maximum 2,1 kWh par 100 kilogrammes de poids du véhicule.

L'alinéa 3 n'est pas applicable aux véhicules hybrides achetés avant le 1^{er} janvier 2018."

3° le paragraphe 2 est complété par un 4°, rédigé comme suit :

"4° aux frais qui sont répercutés à des tiers, à condition que ces frais soient explicitement et séparément mentionnés dans la facture."

3° in het vroegere derde lid, dat het tweede lid is geworden, worden de woorden "1° en" en de woorden "of van de in het tweede lid bedoelde voertuigen" opgeheven;

4° het vroegere vierde lid wordt opgeheven;

5° in het vroegere vijfde lid, dat het derde lid is geworden, worden de woorden "en van de in het tweede lid bedoelde voertuigen" en de woorden "en die voertuigen" opgeheven.

Art. 11. In artikel 66 van hetzelfde Wetboek, vervangen door de wet van 6 juli 1994 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 20 juli 2000 en bij de wetten van 10 augustus 2001, 27 december 2005, 22 december 2008, 23 december 2009 en 28 december 2011, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1 wordt vervangen als volgt :

"§ 1. Beroepskosten met betrekking tot het gebruik van de in artikel 65 bedoelde voertuigen zijn slechts aftrekbaar tot het overeenkomstig artikel 198bis bepaalde tarief van aftrekbaarheid, met een minimum van 75 pct. voor de gedane of gedragen beroepskosten met betrekking tot het gebruik van vóór 1 januari 2018 aangeschafte voertuigen."

2° paragraaf 1 wordt vervangen als volgt :

"§ 1. Beroepskosten met betrekking tot het gebruik van de in artikel 65 bedoelde voertuigen zijn slechts binnen de volgende grenzen aftrekbaar :

1° 40 pct. indien ze een uitstoot hebben van 200 gram CO₂ per kilometer of meer;

2° een tarief vastgesteld door toepassing van de volgende formule in alle andere gevallen : 120 pct. - (0,5 pct. * coëfficiënt * aantal gram CO₂ per kilometer), waarbij de coëfficiënt wordt vastgesteld op 1 voor voertuigen met een dieselmotor en op 0,95 voor voertuigen met een andere motor. Wanneer het voertuig is uitgerust met een aardgasmotor en een belastbaar vermogen heeft van minder dan 12 fiscale paardenkracht wordt de coëfficiënt verder verlaagd tot 0,90.

Het overeenkomstig het eerste lid, 2°, vastgestelde tarief kan niet lager zijn dan 50 pct., noch hoger zijn dan 100 pct. en bedraagt minimum 75 pct. voor de met betrekking tot het gebruik van vóór 1 januari 2018 aangeschafte voertuigen.

Indien het in artikel 65 bedoelde voertuig een oplaadbaar hybridevoertuig is als bedoeld in artikel 36, § 2, tiende lid, dat uitgerust is met een elektrische batterij die een energiec capaciteit heeft van minder dan 0,5 kWh per 100 kilogram van het wagentgewicht of een uitstoot heeft van meer dan 50 gram CO₂ per kilometer, dan is het in het eerste lid bedoelde in aanmerking te nemen CO₂-uitstootgehalte gelijk aan dit van het overeenstemmende voertuig dat uitsluitend voorzien is van een motor die gebruik maakt van dezelfde brandstof. Indien er geen overeenstemmend voertuig bestaat dat uitsluitend voorzien is van een motor die gebruik maakt van dezelfde brandstof, wordt de uitstootwaarde vermenigvuldigd met 2,5.

In afwijking van het eerste lid zijn de minderwaarden met betrekking tot de in datzelfde lid bedoelde voertuigen slechts als beroepskosten aftrekbaar tot de in procenten uitgedrukte verhouding tussen de som van de vóór de verkoop fiscaal aangenomen afschrijvingen en de som van de geboekte afschrijvingen voor de overeenstemmende belastbare tijdperken.

De Koning kan bepalen wat moet worden verstaan onder overeenstemmend voertuig.

De Koning kan, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de in het eerste lid vermelde coëfficiënt van toepassing voor voertuigen uitgerust met een aardgasmotor en met een belastbaar vermogen van minder dan 12 fiscale paardenkracht verlagen tot minimum 0,75, en de in het derde lid bedoelde minimale energiec capaciteit verhogen tot maximaal 2,1 kWh per 100 kilogram van het wagentgewicht.

Het derde lid is niet van toepassing voor de hybridevoertuigen die worden aangekocht vóór 1 januari 2018."

3° paragraaf 2 wordt aangevuld met een bepaling onder 4°, luidende :

"4° voor de kosten die aan derden worden doorgerekend, mits deze kosten uitdrukkelijk en afzonderlijk op factuur zijn vermeld."

4° au paragraphe 3, les mots "et qui sont exposés par l'utilisateur final desdits véhicules" sont insérés entre les mots "qui appartiennent à des tiers" et les mots ", ainsi que le montant des frais".

Art. 12. L'article 69, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, du même Code, remplacé par la loi du 26 décembre 2015, est complété par la phrase suivante :

"Toutefois, pour les immobilisations acquises ou constituées entre le 1^{er} janvier 2018 et le 31 décembre 2019, le pourcentage de base de la déduction est fixé à 20 p.c."

Art. 13. L'article 70 du même Code, modifié par la loi du 16 avril 1997, remplacé par la loi du 26 décembre 2015 et dont ce remplacement est retiré par l'article 89 de la présente loi, est remplacé comme suit :

"Art. 70. Les contribuables peuvent choisir d'étaler la déduction pour investissement sur la période d'amortissement des immobilisations acquises ou constituées, lorsque la déduction pour investissement à répartir sur la période d'amortissement des immobilisations se rapporte à des immobilisations qui tendent à promouvoir la recherche et le développement de produits nouveaux et de technologies avancées n'ayant pas d'effets sur l'environnement ou visant à minimiser les effets négatifs sur l'environnement.

La déduction est dans ce cas uniformément fixée au pourcentage de base visé à l'article 69, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, majoré de 17 points et calculée sur les amortissements admis pour chaque période imposable contenue dans la période d'amortissement.

En ce qui concerne les autres immobilisations, les contribuables qui occupent moins de 20 travailleurs au premier jour de la période imposable au cours de laquelle ces immobilisations sont acquises ou constituées, peuvent choisir d'étaler la déduction pour investissement sur la période d'amortissement de ces autres immobilisations acquises ou constituées. La déduction est dans ce cas uniformément fixée au pourcentage de base visé à l'article 69, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, majoré de 7 points et calculée sur les amortissements admis pour chaque période imposable contenue dans la période d'amortissement."

Art. 14. A l'article 171 du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 25 décembre 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le 1°, c, alinéa 1^{er}, les mots "du 4°, b," sont remplacés par les mots "du 2°, a, et du 4°, b,";

2° dans le 2°, la a) est rétabli comme suit :

"a) les plus-values de cessation visées à l'article 28, alinéa 1^{er}, 1°, obtenues ou constatées à l'occasion de la cessation d'activité à partir de l'âge de 60 ans ou à la suite du décès ou à l'occasion d'une cessation définitive forcée sur :

- des immobilisations incorporelles dans la mesure où elles n'excèdent pas la limite visée au 1°, c;

- des actifs autres que des immobilisations incorporelles.

Par cessation définitive forcée, on entend la cessation définitive qui est la conséquence d'un sinistre, d'une expropriation, d'une réquisition en propriété ou d'un autre événement analogue, ainsi que la cessation définitive qui résulte d'un handicap visé à l'article 135, alinéa 1^{er}, 1°,";

3° dans le 4°, a, alinéa 1^{er}, les mots "sans préjudice de l'application du 2°, a," sont insérés avant les mots "les plus-values réalisées";

4° le 4°, b, est remplacé comme suit :

"b) les indemnités visées au 1°, c, obtenues à l'occasion d'un acte survenant à partir de l'âge de 60 ans ou à la suite du décès ou à l'occasion d'un acte forcé.

4° in paragraaf 3, worden de woorden "en gedaan worden door de eindgebruiker van deze voertuigen" ingevoegd tussen de woorden "die toebehoren aan derden" en de woorden ", zomede het bedrag van de in dit artikel vermelde kosten".

Art. 12. Artikel 69, § 1, eerste lid, 1°, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 26 december 2015, wordt aangevuld met een zin, luidende :

"Evenwel bedraagt het basispercentage van de aftrek 20 pct., voor de vaste activa die zijn verkregen of tot stand gebracht tussen 1 januari 2018 en 31 december 2019."

Art. 13. Artikel 70 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 16 april 1997, vervangen bij de wet van 26 december 2015 en waarvan deze vervanging wordt ingetrokken bij artikel 89 van deze wet, wordt vervangen als volgt :

"Art. 70. De belastingplichtigen kunnen desgewenst de investeringsaftrek spreiden over de afschrijvingsperiode van de verkregen of tot stand gebrachte vaste activa, wanneer de over de afschrijvingsperiode van de vaste activa te spreiden investeringsaftrek betrekking heeft op de vaste activa die worden gebruikt ter bevordering van het onderzoek en de ontwikkeling van nieuwe producten en toekomstgerichte technologieën die geen effect op het leefmilieu hebben of die het negatieve effect op het leefmilieu zoveel mogelijk proberen te beperken.

In dat geval wordt de aftrek eenvormig vastgesteld op het in artikel 69, § 1, eerste lid, 2°, bedoelde basispercentage verhoogd met 17 procentpunten en wordt hij berekend op de afschrijvingen die voor elk belastbaar tijdperk van de afschrijvingsperiode worden aangenomen.

Wat de andere vaste activa betreft kunnen de belastingplichtigen die op de eerste dag van het belastbaar tijdperk waarin deze vaste activa zijn aangeschaft of tot stand gebracht minder dan 20 werknemers tewerkstellen, ervoor kiezen de investeringsaftrek te spreiden over de afschrijvingsperiode van deze aangeschafte of tot stand gebrachte vaste activa. In dat geval wordt de aftrek eenvormig vastgesteld op het in artikel 69, § 1, eerste lid, 2°, bedoelde basispercentage verhoogd met 7 procentpunten en wordt hij berekend op de afschrijvingen die voor elk belastbaar tijdperk van de afschrijvingsperiode worden aangenomen."

Art. 14. In artikel 171 van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 25 december 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de bepaling onder 1°, c, eerste lid, worden de woorden "van 4°, b," vervangen door de woorden "van 2°, a, en 4°, b,";

2° in de bepaling onder 2° wordt de bepaling onder a) hersteld als volgt :

"a) stopzettingsmeerwaarden als bedoeld in artikel 28, eerste lid, 1°, die naar aanleiding van de stopzetting van de werkzaamheid vanaf de leeftijd van 60 jaar of ingevolge het overlijden of naar aanleiding van een gedwongen definitieve stopzetting zijn verkregen of vastgesteld op :

- immateriële vaste activa, in zover ze niet meer bedragen dan de in 1°, c, vermelde grens;

- andere activa dan immateriële vaste activa.

Onder gedwongen definitieve stopzetting wordt verstaan de definitieve stopzetting die voortvloeit uit een schadegeval, een onteigening, een opeising in eigendom, of een andere gelijkaardige gebeurtenis, evenals de definitieve stopzetting die het gevolg is van een handicap als bedoeld in artikel 135, eerste lid, 1°,";

3° in de bepaling onder 4°, a, eerste lid, worden de woorden "onverminderd de toepassing van 2°, a," ingevoegd voor de woorden "verwezenlijkte meerwaarden";

4° de bepaling onder 4°, b, wordt vervangen als volgt :

"b) de in 1°, c, vermelde vergoedingen die worden verkregen naar aanleiding van een handeling verricht vanaf de leeftijd van 60 jaar of ingevolge het overlijden of naar aanleiding van een gedwongen handeling.

Par acte forcé on entend l'acte qui est la conséquence d'un sinistre, d'une expropriation, d'une réquisition en propriété ou d'un autre événement analogue;".

Art. 15. Dans l'article 173, alinéa 1^{er}, du même Code, les mots "au taux de 16,5 p.c." sont remplacés par les mots "au taux de 10 ou 16,5 p.c."

Art. 16. A l'article 184 du même Code, l'alinéa 5, abrogé par la loi du 11 décembre 2008, est rétabli comme suit :

"Pour l'application du présent titre, le montant du capital libéré visé à l'alinéa 1^{er}, des primes d'émission et des sommes souscrites à l'occasion de l'émission de parts bénéficiaires qui sont assimilées au capital conformément à l'alinéa 2, est censé ne pas être diminué à concurrence de la réduction du capital social, des primes d'émission ou des sommes susvisées qui a été imputée sur les réserves taxées et sur les réserves exonérées suite à l'application de l'article 18, alinéas 2 à 5."

Art. 17. A l'article 184^{ter} du même Code, inséré par la loi du 11 décembre 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots "la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations" sont remplacés par les mots "la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les fondations, les partis politiques européens et les fondations politiques européennes";

2° au paragraphe 2, alinéas 1^{er} et 2, les mots "les plus-values et les moins-values réalisées ultérieurement en ce qui concerne ces actifs, sont déterminées sur la base de la valeur comptable qu'elles ont au moment de l'opération" sont chaque fois remplacés par les mots "les plus-values et les moins-values réalisées ultérieurement, les amortissements et les réductions de valeur qui concernent ces actifs, sont déterminés sur la base de la valeur réelle qu'ils ont au moment de l'opération";

3° au paragraphe 2, cinq alinéas rédigés comme suit sont insérés entre l'alinéa 2 et l'alinéa 3, qui devient l'alinéa 8 :

"En cas de transfert d'un ou plusieurs éléments liés à un établissement étranger dont les bénéficiaires sont exonérés en Belgique en vertu d'une convention préventive de la double imposition, vers le siège social, le principal établissement, le siège de direction ou d'administration, ou vers un autre établissement belge, les plus-values et moins-values réalisées ultérieurement, les amortissements et les réductions de valeur qui concernent ces actifs sont déterminés en fonction de la valeur réelle qu'ils ont au moment de l'opération.

En cas de transfert d'un ou plusieurs éléments belges, vers un établissement étranger dont les bénéficiaires sont exonérés en Belgique en vertu d'une convention préventive de la double imposition, les plus-values et moins-values réalisées ultérieurement, les amortissements et les réductions de valeur qui concernent ces actifs sont déterminés conformément à l'article 185/1 en fonction de la valeur réelle qu'ils ont au moment de l'opération.

Lorsque, à l'occasion d'une opération visée aux alinéas 1^{er} à 3, la valeur de ces éléments a été établie par l'Etat où ils sont situés au moment de l'opération, et que les plus-values non réalisées sur ces éléments sont effectivement reprises dans la base imposable par cet Etat à la suite de ces opérations, la valeur déterminée par cet Etat est censée correspondre à leur valeur réelle, à moins qu'il ne soit démontré que la valeur déterminée par cet Etat est supérieure à la valeur réelle.

L'alinéa 5 est uniquement applicable en ce qui concerne les éléments qui, au moment de l'opération, sont situés dans un Etat avec lequel la Belgique a conclu un accord ou une convention, ou est partie avec la Belgique à la conclusion d'un autre instrument juridique bilatéral ou multilatéral, à la condition que cette convention, cet accord ou cet instrument juridique permette l'échange d'informations en vue de l'application du droit interne des Etats contractants.

Onder gedwongen handeling wordt verstaan de handeling die voortvloeit uit een schadegeval, een onteigening, een opeising in eigendom, of een andere gelijkaardige gebeurtenis;".

Art. 15. In artikel 173, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, worden de woorden "tegen het tarief van 16,5 pct." vervangen door de woorden "tegen het tarief van 10 of 16,5 pct."

Art. 16. In artikel 184 van hetzelfde Wetboek, wordt het vijfde lid, opgeheven bij de wet van 11 december 2008 hersteld, als volgt :

"Voor de toepassing van deze titel, wordt het bedrag van het in het eerste lid bedoelde gestorte kapitaal, van de uitgiftepremies en van de sommen waarop is ingeschreven ter gelegenheid van de uitgifte van winstbewijzen die overeenkomstig het tweede lid met kapitaal worden gelijkgesteld, geacht niet verminderd te zijn ten belope van de vermindering van het maatschappelijk kapitaal, van de uitgiftepremies of van de bovenvermelde sommen die ten gevolge van de toepassing van artikel 18, tweede tot vijfde lid, als dividenden op de belaste reserves en op de vrijgestelde reserves zijn aangerekend."

Art. 17. In artikel 184^{ter} van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 11 december 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden "de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen" vervangen door de woorden "de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de stichtingen en de Europese politieke partijen en stichtingen";

2° in paragraaf 2, eerste en tweede lid, worden de woorden "de later gerealiseerde meerwaarden en minderwaarden wat deze activa betreft, vastgesteld uitgaande van de boekwaarde die zij hebben op het ogenblik van de verrichting" telkens vervangen door de woorden "de later gerealiseerde meerwaarden, minderwaarden, afschrijvingen en waardeverminderingen wat deze activa betreft, vastgesteld uitgaande van de werkelijke waarde die zij hebben op het ogenblik van de verrichting";

3° in paragraaf 2 worden, tussen het tweede lid en het derde lid, dat het achtste lid wordt, vijf leden ingevoegd, luidende :

"In geval van de overdracht van één of meerdere bestanddelen verbonden aan een buitenlandse inrichting waarvan de winst in België wordt vrijgesteld krachtens een overeenkomst tot het vermijden van dubbele belasting naar de Belgische maatschappelijke zetel, de voornaamste inrichting, de zetel van bestuur of beheer of een andere Belgische inrichting, worden de later gerealiseerde meerwaarden, minderwaarden, afschrijvingen en waardeverminderingen wat deze activa betreft, vastgesteld uitgaande van de werkelijke waarde die zij hebben op het ogenblik van de verrichting.

In geval van de overdracht van één of meerdere Belgische bestanddelen naar een buitenlandse inrichting waarvan de winst in België wordt vrijgesteld krachtens een overeenkomst tot het vermijden van dubbele belasting, worden de later gerealiseerde meerwaarden, minderwaarden, afschrijvingen en waardeverminderingen wat deze activa betreft, vastgesteld overeenkomstig artikel 185/1 uitgaande van de werkelijke waarde die zij hebben op het ogenblik van de verrichting.

Indien de waarde van deze bestanddelen naar aanleiding van een in het eerste tot derde lid bedoelde verrichting werd vastgesteld door de Staat waar deze bestanddelen op het ogenblik van de verrichting zijn gelegen, en de niet gerealiseerde meerwaarde op deze bestanddelen ten gevolge van deze verrichtingen daadwerkelijk door deze Staat in de belastinggrondslag wordt opgenomen, wordt de door deze Staat vastgestelde waarde vermoed overeen te stemmen met werkelijke waarde ervan, tenzij kan worden aangetoond dat de door deze Staat vastgestelde waarde hoger is dan de werkelijke waarde.

Het vijfde lid is enkel van toepassing voor wat de bestanddelen betreft die op het ogenblik van de verrichting gelegen zijn in een Staat waarmee België een akkoord of overeenkomst heeft gesloten of die met België deelneemt aan een ander bilateraal of multilateraal gesloten juridisch instrument, op voorwaarde dat dit akkoord, deze overeenkomst of dit juridisch instrument de uitwisseling van inlichtingen mogelijk maakt met het oog op de toepassing van het interne recht van de overeenkomstsluitende Staten.

Dans le cas où l'alinéa 5 n'est pas applicable, la valeur réelle des éléments visés aux alinéas 1^{er} à 3 est présumée correspondre à la valeur d'investissement ou de revient de ceux-ci, diminuée des réductions de valeur et des amortissements qui pourraient être actés conformément aux dispositions du présent Code, à moins que l'inverse soit démontré.”;

4° au paragraphe 2, l'alinéa 3 ancien, qui devient l'alinéa 8, est remplacé comme suit :

“Sauf lorsque cette société est établie dans un Etat membre de l'Union européenne et y est soumise aux dispositions du droit commun en matière d'impôts, l'alinéa 2 ne s'applique pas lorsqu'il s'agit du transfert d'une société visée à l'article 203, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°. Dans ce cas, les réductions de valeur, les plus-values et les moins-values réalisées ultérieurement concernant ces actifs sont déterminées sur la base de leur valeur d'investissement ou de revient, diminuée des amortissements et des réductions de valeur qui ont été pris en compte conformément aux dispositions du présent Code et les amortissements relatifs aux éléments situés à l'étranger jusqu'au moment de l'opération ne sont pris en considération que dans la mesure où ils sont basés sur la valeur d'investissement ou de revient.”;

5° au paragraphe 2, l'alinéa 6 ancien, qui devient l'alinéa 11, est remplacé comme suit :

“Par dérogation aux alinéas 1^{er} à 3, dans le cas où l'alinéa 5 ne s'applique pas, les amortissements relatifs aux éléments situés à l'étranger jusqu'au moment de l'opération ne sont toutefois pris en considération que dans la mesure où ils sont basés sur la valeur d'investissement ou de revient et les moins-values réalisées ultérieurement ou les réductions de valeur sur ces éléments sont déterminées sur la base de leur valeur d'investissement ou de revient, diminuée des réductions de valeur et des amortissements qui ont été actés conformément aux dispositions du présent Code.”.

Art. 18. A l'article 185 du même Code, modifié par les lois des 21 juin 2004 et 11 décembre 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er} est complété par trois alinéas, rédigés comme suit :

“Les sociétés sont également imposables sur les bénéfices attribuables à un établissement stable dont une convention préventive de la double imposition conclue avec un Etat membre de l'Union européenne prévoit l'exonération, dans la mesure où ces bénéfices sont générés dans le cadre d'un dispositif hybride et où ils ne sont pas imposables dans la juridiction de l'établissement stable en raison du fait que celui-ci n'y est pas considéré comme tel.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er} et à l'article 29, lorsqu'une ou plusieurs entités associées non résidentes détenant globalement un intérêt direct ou indirect de 50 p.c. ou plus des droits de vote, des participations au capital ou des droits de participation aux bénéfices d'une entité visée à l'article 29 constituée ou établie en Belgique se situent dans une juridiction ou des juridictions qui considèrent l'entité comme une personne imposable en Belgique, l'entité est considérée comme une résidente de la Belgique et ses revenus sont imposés dans la mesure où ils ne sont pas par ailleurs imposés selon les lois belges ou celles de toute autre juridiction.

L'alinéa 3 ne s'applique pas aux organismes de placement collectif.”;

2° il est inséré un paragraphe 2/1, rédigé comme suit :

“§ 2/1. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, et sans préjudice de l'article 203, § 1^{er}, 6°, les revenus générés dans le cadre d'un dispositif hybride qui ne sont pas repris dans les bénéfices des sociétés ou des établissements belges qui en sont les bénéficiaires ou qui sont considérés comme tels en vertu des lois d'un autre Etat, sont imposables ou, selon le cas, non déductibles, dans la mesure où une entreprise étrangère, ou une implantation de celle-ci, est autorisée à les déduire de revenus imposables.

Sont visés les revenus suivants générés dans le cadre d'un dispositif hybride :

a) un revenu généré dans le cadre d'un instrument financier, lorsque la déduction, dans le chef de l'entreprise étrangère, ou d'une implantation de celle-ci, jointe à l'absence d'imposition, dans le chef des sociétés ou des établissements belges qui en sont les bénéficiaires ou qui sont considérés comme tels en vertu des lois d'un autre Etat, est imputable aux différences existant dans la qualification de l'instrument financier ou du revenu généré dans le cadre de cet instrument financier.

Indien het vijfde lid niet van toepassing is, wordt de werkelijke waarde van de in het eerste tot derde lid bedoelde bestanddelen vermoed overeen te stemmen met de aanschaffings- of beleggingswaarde ervan verminderd met de waardeverminderingen en afschrijvingen die zich overeenkomstig de bepalingen van dit Wetboek zouden hebben voorgedaan, tenzij het tegendeel wordt aangetoond.”;

4° in paragraaf 2 wordt het vroegere derde lid, dat het achtste lid wordt, vervangen als volgt :

“Behalve wanneer die vennootschap gevestigd is in een lidstaat van de Europese Unie en daar aan de gemeenschappelijke bepalingen inzake belastingen is onderworpen, is het tweede lid niet van toepassing indien de overbrenging gebeurt vanuit een in artikel 203, § 1, eerste lid, 1°, bedoelde vennootschap. In dat geval worden de later gerealiseerde waardeverminderingen, meerwaarden en minderwaarden wat deze activa betreft, vastgesteld uitgaande van de aanschaffings- of beleggingswaarde ervan verminderd met de afschrijvingen en waardeverminderingen die overeenkomstig de bepalingen van dit Wetboek in aanmerking zouden zijn genomen en worden de afschrijvingen met betrekking tot de op het moment van de verrichting in het buitenland gelegen bestanddelen evenwel slechts in aanmerking genomen in de mate dat zij zijn gegrond op de aanschaffings- of beleggingswaarde.”;

5° in paragraaf 2 wordt het vroegere zesde lid, dat het elfde lid wordt, vervangen als volgt :

“In het geval het vijfde lid niet van toepassing is, worden de afschrijvingen met betrekking tot de op het ogenblik van de verrichting in het buitenland gelegen bestanddelen, in afwijking van het eerste tot derde lid, evenwel slechts in aanmerking genomen in de mate dat zij zijn gegrond op de aanschaffings- of beleggingswaarde en worden de later gerealiseerde minderwaarden of waardeverminderingen op deze bestanddelen vastgesteld uitgaande van de aanschaffings- of beleggingswaarde ervan verminderd met de waardeverminderingen en afschrijvingen die zich overeenkomstig de bepalingen van dit Wetboek hebben voorgedaan.”.

Art. 18. In artikel 185 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 21 juni 2004 en 11 december 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1 wordt aangevuld met drie leden, luidende :

“De vennootschappen zijn tevens belastbaar op de aan een vaste inrichting toerekenbare winst die vrijgesteld is op grond van een overeenkomst tot het vermijden van dubbele belasting die met een lidstaat van de Europese Unie gesloten werd, indien die winst verwezenlijkt werd in het kader van een hybridemismatch en niet belastbaar is in het rechtsgebied van de vaste inrichting omdat die als vaste inrichting niet wordt beschouwd.

Indien een of meer geassocieerde entiteiten die geen inwoner zijn in totaal een direct of indirect belang hebben van 50 pct. of meer van de stemrechten, de kapitaalbelangen of de rechten op een deel van de winst van een in artikel 29 bedoelde entiteit die is opgericht of gevestigd in België, zich bevinden in een rechtsgebied dat of in rechtsgebieden die de entiteit als een belastingplichtige aanmerken, wordt de entiteit, in afwijking van het eerste lid en van artikel 29, beschouwd als inwoner van België en belast op haar inkomsten voor zover die inkomsten niet anderszins worden belast krachtens de Belgische wetgeving of die van een ander rechtsgebied.

Het derde lid is niet van toepassing op instellingen voor collectieve belegging.”;

2° een paragraaf 2/1 wordt ingevoegd, luidende :

“§ 2/1. In afwijking van paragraaf 1, en onverminderd artikel 203, § 1, 6°, zijn de inkomsten die verwezenlijkt werden in het kader van een hybridemismatch en niet opgenomen zijn in de winst van de Belgische vennootschappen of inrichtingen die de gerechtigden zijn tot die winst of op grond van de wetgeving van een andere Staat als dusdanig beschouwd worden, belastbaar of naargelang het geval niet aftrekbaar, voor zover een buitenlandse onderneming of een vestiging daarvan die inkomsten van de belastbare inkomsten mag aftrekken.

De volgende inkomsten die verwezenlijkt zijn in het kader van een hybridemismatch worden bedoeld :

a) een inkomen dat verwezenlijkt werd in het kader van een financieel instrument, wanneer de aftrek ervan in hoofde van de buitenlandse onderneming of van een vestiging daarvan, samen met de niet-belasting in hoofde van de Belgische vennootschappen of inrichtingen die er de gerechtigden toe zijn of die als dusdanig beschouwd worden op grond van de wetgeving van een andere Staat, terug te voeren is op de verschillen in de kwalificatie van het financieel instrument.

Un revenu représentant le rendement sous-jacent d'un instrument financier transféré ne donne pas lieu à un dispositif hybride lorsque le revenu est payé par un négociant financier dans le cadre d'un transfert hybride sur le marché, à condition que la juridiction du payeur exige du négociant financier qu'il inclue dans ses revenus tous les montants reçus en rapport avec l'instrument financier transféré.

Pour l'application de la présente disposition, on entend par :

- instrument financier : tout instrument dans la mesure où il génère un rendement financier ou un rendement de capitaux propres soumis aux règles d'imposition applicables aux titres de dette, titres de participation ou produits dérivés selon les lois belges ou celles de l'Etat de l'entreprise étrangère, ou de l'implantation de celle-ci, y compris tout transfert hybride;

- transfert hybride sur le marché : tout transfert hybride auquel procède un négociant financier dans le cadre de ses activités habituelles, et non dans le cadre d'un dispositif structuré;

- négociant financier : toute personne ou entité qui exerce une activité professionnelle consistant à acheter ou vendre régulièrement des instruments financiers pour son propre compte afin de réaliser un bénéfice;

b) un revenu payé par une entreprise étrangère, ou une implantation de celle-ci, qui est une entité hybride, dans la mesure où ce revenu est, pour cette entité hybride, déductible de revenus imposables qui ne figurent pas également parmi les revenus imposables des sociétés ou des établissements belges à qui ce revenu est payé ou considéré comme tel en vertu des lois d'un autre Etat.;"

3° le paragraphe 3 est remplacé comme suit :

"§ 3. Le montant des pertes professionnelles éprouvées dans des établissements étrangers ou inhérentes à des actifs situés à l'étranger dont dispose la société et dont les bénéfices obtenus dans ces établissements ou au moyen de ces immobilisations sont exonérés conformément à une convention préventive de la double imposition conclu par la Belgique, n'est pas pris en considération pour déterminer la base imposable, sauf pour ce qui concerne les pertes professionnelles définitives éprouvées dans un Etat membre de l'Espace Economique Européenne.

Le montant des pertes professionnelles éprouvées dans des établissements étrangers ou inhérentes à des actifs situés à l'étranger dont dispose la société et dont l'impôt sur les bénéfices réalisés dans ces établissements ou au moyen de ces actifs sont réduits conformément à l'application d'une convention préventive de la double imposition, reste, dans la même proportion, en dehors de la base imposable à déterminer, à hauteur de la réduction de l'impôt accordée sur les bénéfices.

Les pertes professionnelles antérieures qui ont été éprouvées dans un établissement étranger dont les bénéfices sont exonérés, ou dont l'impôt sur les bénéfices est réduit conformément à une convention préventive de la double imposition et que la société a porté en déduction de ses bénéfices belges relatifs à une période imposable qui a débuté avant le 1^{er} janvier 2020, sont déduites des bénéfices qui sont exonérés ou pour lesquels l'impôt est réduit en application de cette convention, sauf si la société démontre que ces pertes n'ont pas été portées en déduction des bénéfices de cet établissement étranger.

Pour l'application du présent paragraphe, les pertes professionnelles suivantes sont considérées comme définitives :

a) les pertes qui existent au moment où la société cesse définitivement ses activités dans un Etat membre déterminé, seulement si, concernant ces pertes, aucune déduction de quelque nature que ce soit n'est accordée dans l'Etat membre dans lequel l'établissement étranger était situé;

b) en cas d'absence d'établissement étranger, les pertes qui existent au moment où la société ne détient plus d'actifs dans l'Etat membre déterminé, seulement si, concernant ces pertes, aucune déduction de quelque nature que ce soit n'est accordée dans l'Etat membre où ces actifs étaient situés.

Een inkomen dat de onderliggende opbrengst van een overgedragen financieel instrument vormt, geeft geen aanleiding tot een hybridemismatch wanneer het inkomen betaald wordt door een financieel handelaar in het kader van een hybrideoverdracht op de markt, op voorwaarde dat het rechtsgebied van de betaler van de financieel handelaar eist dat hij alle bedragen die hij in verband met het overgedragen financiële instrument heeft ontvangen, als inkomsten opneemt.

Voor de toepassing van deze bepaling, worden verstaan onder :

- financieel instrument : elk instrument dat leidt tot rendement op vreemd of eigen vermogen dat wordt belast volgens de regels voor het belasting van vreemd vermogen, eigen vermogen en derivaten uit hoofde van de Belgische wetgeving of van de wetgeving van de Staat van de buitenlandse onderneming of van de vestiging daarvan, met inbegrip van elke hybrideoverdracht;

- hybrideoverdracht op de markt : een hybrideoverdracht waartoe door een financieel handelaar wordt overgegaan in het kader van de normale uitoefening van zijn activiteiten, en niet als onderdeel van een gestructureerde regeling;

- financieel handelaar : een persoon of entiteit die als beroepsactiviteit regelmatig voor eigen rekening financiële instrumenten koopt en verkoopt, met als doel winst te maken;

b) een inkomen betaald door een buitenlandse onderneming of door een vestiging daarvan, die een hybride-entiteit is, voor zover dat inkomen voor die hybride-entiteit aftrekbaar is van de belastbare inkomsten die niet eveneens opgenomen zijn in de belastbare inkomsten van de Belgische vennootschappen of inrichtingen aan wie dat inkomen betaald werd of als dusdanig beschouwd wordt op grond van de wetgeving van een andere Staat.;"

3° paragraaf 3 wordt vervangen als volgt :

"§ 3. Het bedrag van de beroepsverliezen geleden binnen buitenlandse inrichtingen of met betrekking tot in het buitenland gelegen activa waarover de vennootschap beschikt en waarvan de winsten behaald in deze inrichtingen of door middel van deze activa bij toepassing van een overeenkomst tot voorkoming van dubbele belasting door België worden vrijgesteld, blijft buiten beschouwing om de belastbare grondslag vast te stellen, tenzij het definitieve beroepsverliezen geleden binnen een lidstaat van de Europese Economische Ruimte betreft.

Het bedrag van de beroepsverliezen geleden binnen buitenlandse inrichtingen of met betrekking tot in het buitenland gelegen activa waarover de vennootschap beschikt en waarvan de belasting op de winst behaald in deze inrichtingen of door middel van deze activa bij toepassing van een overeenkomst tot voorkoming van dubbele belasting wordt verminderd, blijft in dezelfde verhouding buiten beschouwing om de belastbare grondslag vast te stellen, als de mate waarin deze overeenkomst de belasting op de winst vermindert.

Vorige beroepsverliezen die werden geleden binnen een buitenlandse inrichting waarvan de winst wordt vrijgesteld of waarvan de belasting op de winst wordt verminderd krachtens een overeenkomst tot voorkoming van dubbele belasting en die door de vennootschap met betrekking tot een belastbaar tijdperk dat is aangevangen voor 1 januari 2020 werden in mindering gebracht op haar Belgische winst, worden afgetrokken van de winst die wordt vrijgesteld of waarvan de belasting wordt verminderd in toepassing van deze overeenkomst, tenzij de vennootschap aantoont dat deze niet in aftrek zijn genomen van de winst van deze buitenlandse inrichting.

Voor de toepassing van deze paragraaf worden de hiernavolgende beroepsverliezen als definitief aangemerkt :

a) de verliezen die bestaan op het ogenblik dat de vennootschap haar activiteiten in een bepaalde lidstaat definitief stopzet voor zover voor deze verliezen geen enkele aftrek van welke aard dan ook is verleend in de lidstaat waarin de buitenlandse inrichting was gelegen;

b) bij afwezigheid van een buitenlandse inrichting, de verliezen die bestaan op het ogenblik dat de vennootschap over geen activa meer beschikt in een bepaalde lidstaat, voor zover voor deze verliezen geen enkele aftrek van welke aard dan ook is verleend in de lidstaat waar die activa waren gelegen.

Pour l'application du présent paragraphe, ne sont pas considérées comme définitives les pertes professionnelles dans la mesure où ces pertes ouvrent toujours droit dans l'Etat dans lequel l'établissement étranger était situé ou dans lequel les actifs étaient situés à une déduction au niveau des autres établissements situés dans cet Etat ou des autres actifs détenus par la société dans cet Etat, ou dans la mesure où le droit de déduction de ces pertes dans cet autre Etat est transféré à une autre personne.

Si, dans les trois ans qui suivent la déduction de la perte professionnelle définitive, la société démarre, à nouveau, des activités dans l'Etat membre où l'établissement ou les actifs qui ont mené à la détermination de la perte définitive étaient situés, un montant équivalent à la perte professionnelle définitive déduite sera ajouté à la base imposable de la période imposable au cours de laquelle les activités ont à nouveau démarré."

Art. 19. Dans le titre III, chapitre II, section II, du même Code, un article 185/1 est inséré, rédigé comme suit :

"Art. 185/1. Lors du transfert d'un ou de plusieurs éléments de l'actif d'une société résidente à son établissement étranger dont les bénéficiaires sont exonérés en Belgique en vertu d'une convention préventive de la double imposition, les bénéficiaires comprennent également par dérogation à l'article 24, la différence positive entre d'une part la valeur réelle et d'autre part la valeur d'acquisition ou d'investissement de ces éléments, diminuée des réductions de valeur et des amortissements admis antérieurement."

Art. 20. Dans le titre III, chapitre II, section II, du même Code, un article 185/2, est inséré, rédigé comme suit :

"Art. 185/2. § 1^{er}. Les bénéficiaires comprennent également les bénéficiaires non distribués de la société étrangère définie au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, provenant de montages non authentiques mis en place essentiellement dans le but d'obtenir un avantage fiscal.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, un montage ou une série de montages est considéré comme non authentique dans la mesure où la société étrangère décrite au paragraphe 2, ne posséderait pas les actifs qui sont la source de tout ou partie de ses revenus ni n'aurait pris les risques qui y sont associés si elle n'était pas contrôlée par le contribuable où les fonctions importantes liées à ces actifs et risques sont assurées et jouent un rôle essentiel dans la création des revenus de la société étrangère précitée.

Les bénéficiaires de la société étrangère visée à l'alinéa 1^{er} entrent en ligne de compte à l'exception des montants qui ne sont pas générés par les actifs et les risques qui sont liés aux fonctions-clés qui sont exercées par le contribuable.

Pour l'application du présent article, il faut entendre par "bénéficiaire non-distribué" le bénéficiaire qui, pour une société étrangère définie au paragraphe 2, est acquis au cours d'une période imposable qui se clôture dans le cours de la période imposable du contribuable.

§ 2. Le bénéfice non distribué d'une société étrangère ne peut être compris dans le bénéfice du contribuable que si :

- le contribuable soit détient, directement ou indirectement, la majorité des droits de vote se rattachant au total des actions ou parts de cette société étrangère, soit détient, directement ou indirectement, une participation à hauteur de 50 p.c. minimum du capital de cette société, soit possède les droits d'au moins 50 p.c. du bénéfice de cette société; et si

- la société étrangère en vertu des dispositions de la législation de l'Etat ou de la juridiction où elle est établie, soit, n'y est pas soumise à un impôt sur les revenus, soit, y est soumise à un impôt sur les revenus qui s'élève à moins de la moitié de l'impôt des sociétés qui serait dû si cette société étrangère était établie en Belgique.

Voor de toepassing van deze paragraaf worden de beroepsverliezen niet als definitief beschouwd voor zover deze verliezen in de Staat waarin de buitenlandse inrichting was gelegen of waar de activa waren gelegen nog in aanmerking komen voor aftrek bij andere in die Staat gelegen inrichtingen of vaste activa waarover de vennootschap beschikt, of voor zover het recht van aftrek van deze verliezen in die andere Staat overgaat op een andere persoon.

Indien de vennootschap binnen de drie jaar na de aftrek van het definitieve beroepsverlies opnieuw activiteiten opstart in de lidstaat waar de inrichting was gelegen of de activa waren gelegen die aanleiding hebben gegeven tot het vaststellen van het definitieve beroepsverlies, wordt een bedrag ter grootte van het in aftrek genomen definitieve beroepsverlies terug opgenomen in de belastbare grondslag van het belastbaar tijdperk waarin de activiteiten opnieuw werden opgestart."

Art. 19. In titel III, hoofdstuk II, afdeling II, van hetzelfde Wetboek, wordt een artikel 185/1 ingevoegd, luidende :

"Art. 185/1. Winst omvat eveneens, in afwijking van artikel 24, het positieve verschil tussen enerzijds de werkelijke waarde en anderzijds de aanschaffings- of beleggingswaarde verminderd met de voorheen aangenomen waardeverminderingen en afschrijvingen, bij de overdracht van een of meerdere bestanddelen van het actief van een binnenlandse vennootschap naar haar buitenlandse inrichting waarvan de winst in België wordt vrijgesteld krachtens een overeenkomst tot het vermijden van dubbele belasting."

Art. 20. In titel III, hoofdstuk II, afdeling II, van hetzelfde Wetboek, wordt een artikel 185/2 ingevoegd, luidende :

"Art. 185/2. § 1. Winst omvat eveneens de niet-uitgekeerde winst van de in paragraaf 2, eerste lid, omschreven buitenlandse vennootschap die voortkomen uit kunstmatige constructies die zijn opgezet met als wezenlijk doel een belastingvoordeel te verkrijgen.

Voor de toepassing van het eerste lid wordt een constructie of een reeks constructies als kunstmatig aangemerkt in de mate dat de in paragraaf 2 omschreven buitenlandse vennootschap geen eigenaar van de activa zou zijn, of niet de risico's op zich zou hebben genomen die al haar inkomsten, of een deel ervan, genereren indien zij niet onder de zeggenschap stond van de belastingplichtige waar de voor die activa en risico's relevante sleutelfuncties worden verricht, welke een relevante rol vervullen bij het genereren van de inkomsten van de voormelde buitenlandse vennootschap.

De winst van de in het eerste lid bedoelde buitenlandse vennootschap komt in aanmerking met uitzondering van de bedragen die niet zijn voortgebracht door activa en risico's die verbonden zijn met de sleutelfuncties die door de belastingplichtige worden uitgeoefend.

Voor de toepassing van dit artikel wordt onder "niet-uitgekeerde winst" de winst verstaan die door een in paragraaf 2 omschreven buitenlandse vennootschap wordt verworven in een belastbaar tijdperk dat wordt afgesloten in de loop van het belastbare tijdperk van de belastingplichtige.

§ 2. De niet uitgekeerde winst van een buitenlandse vennootschap kan slechts in de winst van de belastingplichtige worden begrepen indien :

- de belastingplichtige ofwel rechtstreeks of onrechtstreeks de meerderheid van de stemrechten verbonden aan het totaal van de aandelen van deze buitenlandse vennootschap bezit, ofwel rechtstreeks of onrechtstreeks een deelneming bezit van ten minste 50 pct. van het kapitaal van deze vennootschap, ofwel recht heeft op ten minste 50 pct. van de winst van deze vennootschap; en indien

- de buitenlandse vennootschap krachtens de bepalingen van de wetgeving van de Staat of het rechtsgebied waar zij is gevestigd, aldaar ofwel niet aan een inkomstenbelasting is onderworpen ofwel onderworpen is aan een inkomstenbelasting die minder dan de helft bedraagt van de vennootschapsbelasting die verschuldigd zou zijn geweest indien deze buitenlandse vennootschap in België zou zijn gevestigd.

Pour le calcul de l'impôt des sociétés, visé à l'alinéa 1^{er}, deuxième tiret, qui serait dû si cette société étrangère était établie en Belgique, il n'est pas tenu compte du résultat de cette société étrangère réalisé par le moyen d'un ou de plusieurs établissements étrangers de cette société étrangère dont le bénéficiaire est exonéré en application d'une convention préventive de la double imposition conclue entre le pays de la juridiction dans laquelle cette société étrangère est établie et le pays de la juridiction dans laquelle cet établissement étranger est situé."

Art. 21. A l'article 185^{ter} du même Code, inséré par la loi du 27 avril 2007, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots "1° à 3°" sont insérés entre les mots "l'article 66, § 2," et les mots "ne sont pris en considération";

2° l'article est abrogé.

Art. 22. L'article 190^{bis} du même Code, inséré par la loi du 8 juin 2008 et modifié par la loi du 23 décembre 2009, est remplacé par ce qui suit :

"Le maintien de la déduction de 20 p.c. des frais visés aux articles 64^{ter}, tel qu'il existait avant d'être modifié par l'article 10 de la loi du 25 décembre 2017 relative à la réforme de l'impôt des sociétés, et 198^{bis}, alinéa 1^{er}, 1°, a, tel qu'il existait avant d'être modifié par l'article 41, 5°, de ladite loi du 25 décembre 2017, qui a été admise au-delà du montant des coûts réellement faits ou supportés est subordonné à la condition visée à l'article 190, alinéa 2."

Art. 23. L'article 191 du même Code, modifié par la loi du 22 décembre 1998, est abrogé.

Art. 24. A l'article 192, § 1^{er}, du même Code, remplacé par la loi du 28 décembre 1992 et modifié par l'arrêté royal du 20 décembre 1996 et par les lois des 22 décembre 1998, 10 mars 1999, 15 décembre 2004, 11 décembre 2008, 22 décembre 2009, 29 mars 2012, 13 décembre 2012 et 27 décembre 2012, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

"Les plus-values sur des actions ou parts non visées à l'article 45, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, réalisées, ou constatées à l'occasion du partage de l'avoir social d'une société dissoute, sont aussi intégralement exonérées dans la mesure où les revenus éventuels de ces actions ou parts sont susceptibles d'être déduits des bénéfices en vertu des articles 202 et 203, ou en vertu des articles 202, § 1^{er} et § 2, alinéa 1^{er}, 2°, et 203, en ce qui concerne les actions ou parts détenues conformément à l'article 194 de la loi du 13 mars 2016 relative au statut et au contrôle des entreprises d'assurance ou de réassurance."

2° dans l'alinéa 3, les mots "en application de l'article 45, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°," sont remplacés par les mots "en application de l'article 45, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, en raison du fait qu'au moment de l'échange les revenus éventuels des actions ou parts échangées n'entrent pas en considération pour être déduits des bénéfices en vertu des articles 202, § 1^{er}, et 203."

Art. 25. Dans le titre III, chapitre II, section III, du même Code, il est inséré une sous-section *Ibis*, rédigée comme suit :

"Sous-section *Ibis*. Entreprises d'insertion."

Art. 26. Dans le titre III, chapitre II, section III, sous-section *Ibis*, du même Code, insérée par l'article 25, il est inséré un article 193^{quater}, rédigée comme suit :

"Art. 193^{quater}. § 1^{er}. Pour les sociétés qui à la fin de la période imposable sont agréées en qualité d'entreprise d'insertion sur la base de l'article 1^{er}, § 1^{er}, 2°, de l'arrêté royal du 3 mai 1999 portant exécution de l'article 7, § 1^{er}, alinéa 3, m, de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs relatif à la réinsertion de chômeurs très difficiles à placer, par la région compétente, les bénéficiaires qui sont maintenus dans le patrimoine de la société et qui sont réalisés dans une période imposable pour laquelle elle est reconnue comme entreprise d'insertion sont partiellement exonérés dans les limites et aux conditions prévues ci-après.

La partie des bénéfices visés à l'alinéa 1^{er} qui est déjà exonérée conformément à l'article 193^{bis}, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, dans cette période imposable ou une période imposable antérieure, n'est pas prise en considération pour l'exonération visée à l'alinéa 1^{er}.

Le résultat réservé imposable qui n'est pas considéré comme un bénéfice visé aux alinéas 1^{er} et 2, est limité à un montant égal aux charges salariales des travailleurs occupés en Belgique qui appartiennent au groupe cible tel que défini à l'article 1^{er}, § 2, alinéa 3, dudit arrêté royal du 3 mai 1999, avec un minimum de 7 440 euros par unité

Voor de berekening van de vennootschapsbelasting, bedoeld in het eerste lid, tweede streepje, die verschuldigd zou zijn geweest indien deze buitenlandse vennootschap in België zou zijn gevestigd, wordt geen rekening gehouden met het resultaat van deze buitenlandse vennootschap dat werd behaald door middel van één of meerdere buitenlandse inrichtingen van deze buitenlandse vennootschap waarvan de winst wordt vrijgesteld in toepassing van een overeenkomst tot het vermijden van dubbele belasting gesloten tussen het land of rechtsgebied waar deze buitenlandse vennootschap is gevestigd en het land of rechtsgebied waar deze buitenlandse inrichting is gelegen."

Art. 21. In artikel 185^{ter} van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 27 april 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden "1° tot 3°" ingevoegd tussen de woorden "artikel 66, § 2," en de woorden "slechts tot";

2° het artikel wordt opgeheven.

Art. 22. Artikel 190^{bis} van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 8 juni 2008 en gewijzigd bij de wet van 23 december 2009, wordt vervangen als volgt :

"Het behoud van de aftrek van 20 pct. van de in artikel 64^{ter}, zoals het bestond voordat het werd gewijzigd door artikel 10 van de wet van 25 december 2017 houdende de hervorming van de vennootschapsbelasting, en artikel 198^{bis}, eerste lid, 1°, a, zoals het bestond voordat het werd gewijzigd door artikel 41, 5°, van de vermelde wet van 25 december 2017, bedoelde kosten, dat werd aanvaard boven het bedrag van de werkelijk gedane of gedragen kosten, is onderworpen aan de in artikel 190, tweede lid, bedoelde voorwaarde."

Art. 23. Artikel 191 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 22 december 1998, wordt opgeheven.

Art. 24. In artikel 192, § 1, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 28 december 1992 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 20 december 1996 en bij de wetten van 22 december 1998, 10 maart 1999, 15 december 2004, 11 december 2008, 22 december 2009, 29 maart 2012, 13 december 2012 en 27 december 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt :

"De niet in artikel 45, § 1, eerste lid, 1°, bedoelde meerwaarden op aandelen verwezenlijkt, of vastgesteld bij de verdeling van het vermogen van een ontbonden vennootschap, zijn eveneens volledig vrijgesteld in de mate dat de eventuele inkomsten van deze aandelen in aanmerking komen om krachtens de artikelen 202 en 203, van de winst te worden afgetrokken of, voor wat betreft de overeenkomstig artikel 194 van de wet van 13 maart 2016 op het statuut van en het toezicht op verzekerings- of herverzekeringsondernemingen aangehouden aandelen, krachtens de artikelen 202, § 1 en § 2, eerste lid, 2°, en 203, van de winst te worden afgetrokken."

2° in het derde lid, worden de woorden "met toepassing van artikel 45, § 1, eerste lid, 2°, wordt" vervangen door de woorden "met toepassing van artikel 45, § 1, eerste lid, 2°, omdat op het ogenblik van de ruil de eventuele inkomsten van de geruilde aandelen niet in aanmerking kwamen om krachtens de artikelen 202, § 1, en 203 van de winst te worden afgetrokken."

Art. 25. In titel III, hoofdstuk II, afdeling III, van hetzelfde Wetboek, wordt een onderafdeling *Ibis* ingevoegd, luidende :

"Onderafdeling *Ibis*. Inschakelingsbedrijven."

Art. 26. In titel III, hoofdstuk II, afdeling III, onderafdeling *Ibis*, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij artikel 25, wordt een artikel 193^{quater} ingevoegd, luidende :

"Art. 193^{quater}. § 1. Voor vennootschappen die op het einde van het belastbare tijdperk op grond van artikel 1, § 1, 2°, van het koninklijk besluit van 3 mei 1999 tot uitvoering van artikel 7, § 1, derde lid, m, van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders betreffende de herinschakeling van zeer moeilijk te plaatsen werklozen, door het bevoegde gewest als inschakelingsbedrijf zijn erkend, wordt de winst die in het vermogen van de vennootschap wordt gehouden en die is verwezenlijkt in een belastbaar tijdperk waarvoor zij als inschakelingsbedrijf is erkend onder de hierna gestelde voorwaarden gedeeltelijk vrijgesteld.

Het gedeelte van de in het eerste lid bedoelde winst dat reeds in dit of een vorig belastbaar tijdperk overeenkomstig artikel 193^{bis}, § 1, eerste lid, is vrijgesteld, komt niet in aanmerking voor de in het eerste lid bedoelde vrijstelling.

Het in het eerste en tweede lid bedoelde gereserveerde belastbare resultaat dat niet als winst wordt aangemerkt, wordt beperkt tot een bedrag gelijk aan de loonkosten van de in België tewerkgestelde werknemers die behoren tot de doelgroep zoals bepaald in artikel 1, § 2, derde lid, van het genoemde koninklijk besluit van 3 mei 1999, met een

de personnel occupé en Belgique appartenant à ce groupe cible. Ce montant minimum est adapté annuellement à l'indice des prix à la consommation du Royaume à l'aide du coefficient déterminé à l'article 178, § 3, alinéa 1^{er}, 2^o.

§ 2. L'exonération des bénéfices visée au paragraphe premier n'est accordée et maintenue que si :

1^o les bénéfices exonérés sont portés et maintenus à un compte distinct du passif;

2^o les bénéfices exonérés ne servent pas de base au calcul de la dotation annuelle de la réserve légale ou des rémunérations ou attributions quelconques;

Les conditions visées à l'alinéa 1^{er}, sont également applicables aux bénéfices exonérés conformément à l'article 67 de la loi du 26 mars 1999 relative au plan d'action belge pour l'emploi 1998 et portant des dispositions diverses, tel qu'il existait avant d'être abrogé par l'article 87 de la loi du 25 décembre 2017 relative à la réforme de l'impôt des sociétés.

Dans l'éventualité et dans la mesure où les conditions visées à l'alinéa 1^{er} cessent d'être respectées pendant une période imposable quelconque, les bénéfices antérieurement exonérés sont considérés comme des bénéfices obtenus au cours de cette période imposable.

§ 3. Les articles 67, §§ 1^{er} et 2, 67bis et 67ter, §§ 1^{er} et 2, ne sont pas d'application pour une période imposable pour laquelle la société applique l'exonération des bénéfices visée dans le présent article."

Art. 27. L'article 193quater, § 3, du même Code, inséré par l'article 26 de la présente loi, est abrogé.

Art. 28. Dans le titre III, chapitre II, section III, du même Code, l'intitulé de la sous-section II est remplacé par ce qui suit :

"Sous-section II. Provisions exonérées."

Art. 29. L'article 194 du même Code est remplacé par ce qui suit :

"Sans préjudice de l'article 194bis, l'exonération des provisions pour risques et charges prévue à l'article 48 est uniquement applicable aux provisions suivantes :

1^o les provisions découlant d'engagements contractés par l'entreprise pendant la période imposable ou une des périodes imposables précédentes;

2^o les provisions découlant d'obligations légales ou réglementaires, autres que les obligations découlant uniquement de l'application d'une réglementation comptable ou de dispositions réglementaires en matière de comptes annuels."

Art. 30. A l'article 194ter du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 26 mai 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au § 2, les mots "à concurrence de 310 p.c." sont remplacés par les mots "à concurrence de 356 p.c.";

2^o au § 2, les mots "à concurrence de 356 p.c." sont remplacés par les mots "à concurrence de 421 p.c.";

3^o au § 4, 4^o, les mots "150 p.c." sont remplacés par les mots "172 p.c.";

4^o au § 4, 4^o, les mots "172 p.c." sont remplacés par les mots "203 p.c.";

5^o au § 7, alinéa 4, les mots "150 p.c." sont remplacés par les mots "172 p.c.";

6^o au § 7, alinéa 4, les mots "172 p.c." sont remplacés par les mots "203 p.c.".

Art. 31. A l'article 194quater du même Code, inséré par la loi du 24 décembre 2002 et modifié par les lois des 22 décembre 2009 et 18 décembre 2015, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au paragraphe 1^{er}, les mots "qui se clôture au plus tard le 30 décembre 2018" sont insérés entre les mots "d'une période imposable" et les mots ", par des sociétés";

2^o l'article est abrogé.

Art. 32. A l'article 194quinquies du même Code, inséré par la loi du 9 février 2017, les modifications suivantes sont apportées :

1^o le paragraphe 1^{er}, alinéa 3, est complété par les mots "et le montant visé à l'article 205/1, § 1^{er}, alinéa 2, limité le cas échéant en application de l'article 207, alinéas 5 et 6";

minimum van 7 440 euro per in België tewergestelde personeelseenheid behorend tot deze doelgroep. Dit minimumbedrag wordt jaarlijks aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk aangepast aan de hand van de in artikel 178, § 3, eerste lid, 2^o, bepaalde coëfficiënt.

§ 2. De in de eerste paragraaf bedoelde vrijstelling van de winst wordt slechts verleend en behouden indien :

1^o de vrijgestelde winst op een afzonderlijke rekening van het passief van de balans geboekt is en blijft;

2^o de vrijgestelde winst niet tot grondslag dient voor de berekening van de jaarlijkse dotatie aan de wettelijke reserve of van enige beloning of toekenning;

De in het eerste lid vermelde voorwaarden zijn eveneens van toepassing op winst die overeenkomstig artikel 67 van de wet van 26 maart 1999 betreffende het Belgisch actieplan voor de werkgelegenheid 1998 en houdende diverse bepalingen, zoals het bestond voor het is opgeheven door artikel 87 van de wet van 25 december 2017 houdende de hervorming van de vennootschapsbelasting, is vrijgesteld.

Indien en in zoverre de in het eerste lid bedoelde voorwaarden in enig belastbaar tijdperk niet langer worden nageleefd, wordt de voorheen vrijgestelde winst beschouwd als winst van dat belastbare tijdperk.

§ 3. Voor een belastbaar tijdperk waarvoor de vennootschap de in dit artikel bedoelde vrijstelling van de winst toepast, zijn de artikelen 67, §§ 1 en 2, 67bis en 67ter, §§ 1 en 2, niet van toepassing."

Art. 27. Artikel 193quater, § 3, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij artikel 26 van deze wet, wordt opgeheven.

Art. 28. In titel III, hoofdstuk II, afdeling III, van hetzelfde Wetboek, wordt het opschrift van onderafdeling II vervangen als volgt :

"Onderafdeling II. Vrijgestelde voorzieningen."

Art. 29. Artikel 194 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

"Onverminderd de toepassing van artikel 194bis, is de vrijstelling voor voorzieningen voor risico's en kosten voorzien in artikel 48 slechts van toepassing op de volgende voorzieningen :

1^o de voorzieningen die voortvloeien uit verbintenissen die door de onderneming zijn aangegaan gedurende het belastbaar tijdperk of een van de voorgaande belastbare tijdperken;

2^o de voorzieningen die voortvloeien uit wettelijke of reglementaire verplichtingen, andere dan de verplichtingen die louter voortvloeien uit de toepassing van een boekhoudkundige of jaarrekeningrechtelijke reglementering."

Art. 30. In artikel 194ter van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 26 mei 2016 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in § 2, worden de woorden "ten belope van 310 pct." vervangen door de woorden "ten belope van 356 pct.";

2^o in § 2 de woorden "ten belope van 356 pct." worden vervangen door de woorden "ten belope van 421 pct.";

3^o in § 4, 4^o, worden de woorden "150 pct." vervangen door de woorden "172 pct.";

4^o in § 4, 4^o, worden de woorden "172 pct." vervangen door de woorden "203 pct.";

5^o in § 7, vierde lid, worden de woorden "150 pct." vervangen door de woorden "172 pct.";

6^o in § 7, vierde lid, worden de woorden "172 pct." vervangen door de woorden "203 pct.".

Art. 31. In artikel 194quater van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 24 december 2002 en gewijzigd bij de wetten van 22 december 2009 en 18 december 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in paragraaf 1, worden de woorden "dat ten laatste afsluit op 30 december 2018" ingevoegd tussen de woorden "van een belastbaar tijdperk" en de woorden "is aangelegd door vennootschappen";

2^o het artikel wordt opgeheven.

Art. 32. In artikel 194quinquies van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 9 februari 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o paragraaf 1, derde lid, wordt aangevuld met de woorden "en het in artikel 205/1, § 1, tweede lid, bedoelde bedrag, desgevallend beperkt in toepassing van artikel 207, vijfde en zesde lid";

2° dans le paragraphe 2, alinéa 2, les mots "limité au montant limite visé au § 1^{er}, alinéa 2" sont remplacés par les mots "limité à la limite visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 2 et le montant visé à l'article 205/1, § 1^{er}, alinéa 2, limité le cas échéant en application de l'article 207, alinéas 5 et 6".

Art. 33. Dans le titre III, chapitre II, section III, du même Code, une sous-section VII, est insérée, rédigée comme suit :

"Sous-section VII. — Exonérations spécifiques."

Art. 34. Dans le titre III, chapitre II, section III, sous-section VII, du même Code, insérée par l'article 33, un article 194sexies est inséré, rédigé comme suit :

"Art. 194sexies. Les bénéficiaires sont exonérés à concurrence du total des surcoûts d'emprunt visés à l'article 198/1, § 2, qui, en application de l'article 198/1, § 1^{er}, n'ont pas été pris en compte comme frais professionnels au cours d'une des périodes imposables antérieures, diminués des bénéficiaires qui, en vertu du présent article, ont été effectivement exonérés au cours d'une des périodes imposables antérieures, et qui en application de cet article n'ont pas servi de base pour l'exonération des bénéficiaires dans le chef du contribuable qui fait partie du groupe de sociétés auquel le contribuable susmentionné appartient.

Dans le cas où le contribuable fait partie d'un groupe de sociétés, les bénéficiaires peuvent également être exonérés à concurrence des surcoûts d'emprunt visés à l'alinéa 1^{er}, qui sont déterminés dans le chef d'une société résidente ou un établissement belge qui fait partie du même groupe de sociétés auquel le contribuable appartient également, si un accord a été conclu avec cette société ou établissement, en vertu duquel cette société ou cet établissement s'engage à reprendre la réduction des surcoûts d'emprunt transférés dans la déclaration et qu'une compensation en faveur de cette société ou cet établissement a été convenue, laquelle est égale au supplément d'impôt qui aurait été dû si les surcoûts d'emprunt visés à cet alinéa n'étaient pas exonérés des bénéficiaires de la période imposable.

La somme de l'exonération visée aux alinéas 1^{er} et 2 ne peut pas dépasser la différence positive entre le montant limite visé à l'article 198/1, § 3, et les surcoûts d'emprunt visés à l'article 198/1, § 2.

L'exonération visée aux alinéas 1^{er} et 2, ne peut être obtenue que si la société joint à sa déclaration à l'impôt des sociétés un relevé dont le modèle est arrêté par le Roi."

Art. 35. Dans le titre III, chapitre II, section III, sous-section VII, du même Code, insérée par l'article 33, un article 194septies est inséré, rédigé comme suit :

"Art. 194septies. Les bénéficiaires sont exonérés à concurrence de la compensation visée à l'article 205/5, § 3, alinéa 5, qui en exécution de la convention de transfert intra-groupe visée à l'article 205/5, § 3, est perçue en contrepartie de l'inclusion du montant du transfert intra-groupe dans les bénéfices de la période imposable."

Art. 36. L'article 194septies, inséré par l'article 35, est remplacé comme suit :

"Art. 194septies. Les bénéficiaires sont exonérés :

- à concurrence de la compensation visée à l'article 205/5, § 3, alinéa 5, qui en exécution de la convention de transfert intra-groupe visée à l'article 205/5, § 3, est perçue en contrepartie de l'inclusion du montant du transfert intra-groupe dans les bénéfices de la période imposable;

- à concurrence de la compensation visée à l'article 194sexies, alinéa 2, qui est perçue par la société résidente ou l'établissement belge qui, en tant que contribuable, fait partie du même groupe de sociétés, afin de compenser l'utilisation de surcoûts d'emprunt du contribuable."

Art. 37. Dans le titre III, chapitre II, section IV, sous-section I^{re}, du même Code, il est inséré un article 195/1, rédigé comme suit :

"Art. 195/1. Les frais qui sont effectivement payés ou supportés, ou qui ont acquis le caractère de dettes ou pertes certaines et liquides et sont comptabilisés comme tels dans la période imposable, et qui se rapportent partiellement ou totalement à une période imposable future ne sont déductibles au titre de frais professionnels de la période imposable au cours de laquelle ils sont soit payés ou supportés, soit

2° in paragraaf 2, tweede lid, worden de woorden "beperkt tot het in § 1, tweede lid, bedoelde grensbedrag" vervangen door de woorden "beperkt tot de in paragraaf 1, tweede lid, bedoelde grens en het in artikel 205/1, § 1, tweede lid, bedoelde bedrag, desgevallend beperkt in toepassing van artikel 207, vijfde en zesde lid".

Art. 33. In titel III, hoofdstuk II, afdeling III, van hetzelfde Wetboek, wordt een onderafdeling VII, ingevoegd, luidende :

"Onderafdeling VII. — Specifieke vrijstellingen."

Art. 34. In titel III, hoofdstuk II, afdeling III, onderafdeling VII, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij artikel 33, wordt een artikel 194sexies ingevoegd, luidende :

"Art. 194sexies. De winst wordt vrijgesteld ten belope van het totaal van het in artikel 198/1, § 2 bedoelde financieringskostensurplus dat in toepassing van artikel 198/1, § 1, in een van de voorgaande belastbare tijdperken niet als beroepskost werd aangemerkt en dat in toepassing van dit artikel niet als grondslag heeft gediend voor de vrijstelling van de winst in hoofde van de belastingplichtige of in hoofde van een andere belastingplichtige die deel uitmaakt van de groep van vennootschappen waartoe de eerstgenoemde belastingplichtige behoort.

In het geval de belastingplichtige deel uitmaakt van een groep van vennootschappen, kan de winst eveneens worden vrijgesteld ten belope van het in het eerste lid bedoelde financieringskostensurplus dat wordt vastgesteld in hoofde van een binnenlandse vennootschap of een Belgische inrichting die deel uitmaakt van dezelfde groep van vennootschappen waartoe ook de belastingplichtige behoort, indien met deze vennootschap of inrichting een overeenkomst wordt gesloten, waarin deze vennootschap of inrichting zich ertoe verbindt om de vermindering aan overgedragen financieringskostensurplus in de aangifte op te nemen en een vergoeding ten gunste van deze vennootschap inrichting wordt overeengekomen die gelijk is aan het surplus aan belasting die zou zijn verschuldigd geweest indien het in dit lid bedoelde financieringskostensurplus niet van de winst van het tijdperk zou worden vrijgesteld.

De som van de in het eerste en tweede lid bedoelde vrijstelling kan niet groter zijn dan het positieve verschil tussen het in artikel 198/1, § 3, bedoelde grensbedrag en het in artikel 198/1, § 2, bedoelde financieringskostensurplus.

De in het eerste en tweede lid bedoelde vrijstelling kan enkel worden verkregen indien de vennootschap bij haar aangifte in de vennootschapsbelasting een opgave voegt waarvan het model door de Koning wordt vastgesteld."

Art. 35. In titel III, hoofdstuk II, afdeling III, onderafdeling VII, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij artikel 33 wordt een artikel 194septies ingevoegd, luidende :

"Art. 194septies. De winst wordt vrijgesteld ten belope van de in artikel 205/5, § 3, vijfde lid, bedoelde vergoeding die in uitvoering van de in artikel 205/5, § 3, bedoelde groepsbijdrageovereenkomst wordt verkregen in ruil voor de opname van het bedrag van de groepsbijdrage in de winst van het belastbaar tijdperk."

Art. 36. Artikel 194septies, ingevoegd bij artikel 35, wordt als volgt vervangen :

"Art. 194septies. De winst wordt vrijgesteld :

- ten belope van de in artikel 205/5, § 3, vijfde lid, bedoelde vergoeding die in uitvoering van de in artikel 205/5, § 3, bedoelde groepsbijdrageovereenkomst wordt verkregen in ruil voor de opname van het bedrag van de groepsbijdrage in de winst van het belastbaar tijdperk;

- ten belope van de in artikel 194sexies, tweede lid, bedoelde vergoeding die in uitvoering van de in artikel 194sexies, tweede lid, bedoelde overeenkomst wordt verkregen van de binnenlandse vennootschap of Belgische inrichting die deel uitmaakt van dezelfde groep van vennootschappen als de belastingplichtige, in ruil voor de vermindering van het in artikel 194sexies bedoelde overgedragen financieringskostensurplus."

Art. 37. In titel III, hoofdstuk II, afdeling IV, onderafdeling I, van hetzelfde Wetboek, wordt een artikel 195/1 ingevoegd, luidende :

"Art. 195/1. De kosten die werkelijk zijn betaald of gedragen, of het karakter van zekere en vaststaande schulden of verliezen hebben verkregen en als zodanig zijn geboekt in het belastbare tijdperk, en die geheel of gedeeltelijk betrekking hebben op een toekomstig belastbaar tijdperk, zijn slechts als beroepskosten aftrekbaar in het belastbare tijdperk waarin ze ofwel zijn betaald of gedragen, ofwel als schuld zijn

comptabilisés comme dette, ainsi que des périodes imposables suivantes, qu'en proportion de la partie de ces charges qui se rapporte à cette période imposable.”.

Art. 38. A l'article 196 du même Code, remplacé par la loi du 31 juillet 2004 et modifié par la loi des 22 décembre 2009 et 18 décembre 2015, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

“§ 2. La première annuité d'amortissement portant sur des immobilisations acquises ou constituées pendant l'exercice comptable n'est prise en considération à titre de frais professionnels qu'en proportion de la partie de l'exercice comptable au cours de laquelle les immobilisations sont acquises ou constituées.”;

2° il est inséré un paragraphe 3 et un paragraphe 4, rédigés comme suit :

“§ 3. Le régime de l'amortissement dégressif prévu à l'article 64 n'est pas applicable.”;

§ 4. Par dérogation à l'article 62, dans le chef des sociétés qui, sur la base de l'article 15, §§ 1^{er} à 6, du Code des sociétés, sont considérées comme petites sociétés pour l'exercice d'imposition afférent à la période imposable au cours de laquelle l'immobilisation incorporelle ou corporelle a été acquise ou constituée, le montant global des frais accessoires au prix d'achat est amorti, soit intégralement pendant la période imposable au cours de laquelle ces frais ou coûts sont exposés, soit de la même manière que le montant en principal de la valeur d'investissement ou de revient des immobilisations concernées.

Par dérogation à l'article 62, dans le chef des sociétés qui, sur la base de l'article 15, §§ 1^{er} à 6, du Code des sociétés, ne sont pas considérées comme petites sociétés pour l'exercice d'imposition afférent à la période imposable au cours de laquelle l'immobilisation incorporelle ou corporelle a été acquise ou constituée, le montant global des frais accessoires au prix d'achat est amorti de la même manière que le montant en principal de la valeur d'investissement ou de revient des immobilisations concernées.”.

Art. 39. A l'article 198 du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 25 décembre 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa unique, 1°, les mots “en vertu de l'article 219;” sont remplacés par les mots “en vertu des articles 219 et 219quinquies;”;

2° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa unique, 1°, les mots “en vertu des articles 219 et 219quinquies;” sont remplacés par les mots “en vertu de l'article 219quinquies;”;

3° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa unique, le 6° est abrogé;

4° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa unique, le 8° est remplacé par ce qui suit :

“8° la partie prise en charge d'un escompte comptabilisé sur des immobilisations incorporelles ou corporelles non amortissables, ou financières, pour autant que le prix d'achat est inférieur à la valeur réelle majorée de l'escompte;”;

5° le paragraphe 1^{er}, alinéa unique, est complété par les 10°/1, 10°/2, un 10°/3 et 10°/4, rédigés comme suit :

“10°/1 les paiements effectués dans le cadre d'un dispositif hybride, dans la mesure où :

- la société résidente ou l'établissement belge qui entend les déduire entend les déduire de revenus professionnels qui ne figurent pas également parmi les revenus imposables d'une entreprise étrangère ou d'une implantation de celle-ci; et

- une entreprise étrangère, ou une implantation de celle-ci, est autorisée à les déduire de ses revenus imposables.

geboekt, alsmede in de volgende belastbare tijdperken, in verhouding tot het gedeelte van die kosten dat betrekking heeft op dat belastbare tijdperk.”.

Art. 38. In artikel 196 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 31 juli 2004 en gewijzigd bij de wetten van 22 december 2009 en 18 december 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 2 wordt vervangen als volgt :

“§ 2. De eerste afschrijvingsannuïteit ten aanzien van tijdens het boekjaar verkregen of tot stand gebrachte vaste activa wordt slechts als beroepskost aangemerkt in verhouding tot het gedeelte van het boekjaar waarin de vaste activa zijn verkregen of tot stand gebracht.”;

2° een paragraaf 3 en een paragraaf 4 worden ingevoegd, luidende :

“§ 3. Het in artikel 64 voorziene degressieve afschrijvingsstelsel is niet van toepassing.”;

§ 4. In afwijking van artikel 62 wordt ten name van de vennootschappen die op grond van artikel 15, §§ 1 tot 6, van het Wetboek van vennootschappen als kleine vennootschappen worden aangemerkt voor het aanslagjaar dat verbonden is aan het belastbaar tijdperk waarin het immaterieel of materieel vast actief werd aangeschaft of tot stand gebracht, het totale bedrag van de bij de aankoop komende kosten ofwel ineens afgeschreven tijdens het belastbare tijdperk waarin de kosten zijn gemaakt, ofwel op dezelfde wijze als de hoofdsom van de aanschaffings- of beleggingswaarde van de desbetreffende vaste activa.

In afwijking van artikel 62 wordt ten name van de vennootschappen die op grond van artikel 15, §§ 1 tot 6, van het Wetboek van vennootschappen niet als kleine vennootschappen worden aangemerkt voor het aanslagjaar dat verbonden is aan het belastbaar tijdperk waarin het immaterieel of materieel vast actief werd aangeschaft of tot stand gebracht, het totale bedrag van de bij de aankoop komende kosten op dezelfde wijze als de hoofdsom van de aanschaffings- of beleggingswaarde van de desbetreffende vaste activa afgeschreven.”.

Art. 39. In artikel 198 van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 25 december 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, enig lid, 1°, worden de woorden “ingevolge artikel 219” vervangen door de woorden “ingevolge de artikelen 219 en 219quinquies”;

2° in paragraaf 1, enig lid, 1°, worden de woorden “ingevolge de artikelen 219 en 219quinquies” vervangen door de woorden “ingevolge artikel 219quinquies”;

3° in paragraaf 1, enig lid, wordt de bepaling onder 6° opgeheven;

4° in paragraaf 1, enig lid, wordt de bepaling onder 8° vervangen als volgt :

“8° het in kosten opgenomen deel van een op niet-afschrijfbaar immateriële of materiële, of financiële vaste activa geboekt disconto, voor zover de aankoopsprijs lager is dan de werkelijke waarde verhoogd met het disconto;”;

5° paragraaf 1, enig lid, wordt aangevuld met de bepalingen onder 10°/1, 10°/2, 10°/3 en 10°/4, luidende :

“10°/1 de betalingen die werden gedaan in het kader van een hybridemismatch, voor zover :

- de binnenlandse vennootschap of de Belgische inrichting die ze wenst af te trekken zulks wenst te doen van de beroepsinkomsten die niet opgenomen zijn in de belastbare inkomsten van een buitenlandse onderneming of een vestiging daarvan; en

- een buitenlandse onderneming of een vestiging daarvan die betalingen mag aftrekken van haar belastbare inkomsten.

Les paiements dont la déduction a été refusée en vertu de la présente disposition peuvent être déduits des revenus professionnels des périodes imposables suivantes, dans la mesure où ces revenus professionnels figurent également parmi les revenus imposables d'une entreprise étrangère ou d'une implantation de celle-ci.

10°/2 les paiements suivants effectués dans le cadre d'un dispositif hybride, dans la mesure où ils ne figurent pas parmi les revenus imposables des bénéficiaires :

a) un paiement effectué au titre d'un instrument financier, lorsque :

- le fait que, en l'absence de la présente disposition, ce paiement serait déductible, tout en ne figurant pas parmi les revenus imposables du bénéficiaire, est imputable aux différences existant dans la qualification de l'instrument financier ou du paiement effectué au titre de cet instrument financier; et

- ce paiement n'est pas inclus dans un délai raisonnable parmi les revenus imposables du bénéficiaire.

Un paiement effectué au titre d'un instrument financier est considéré comme inclus dans les revenus imposables du bénéficiaire dans un délai raisonnable lorsque :

- le paiement est inclus par la juridiction du bénéficiaire dans une période imposable qui commence dans les 12 mois suivant la fin de la période imposable du payeur; ou

- il est raisonnable de penser que le paiement sera inclus par la juridiction du bénéficiaire dans une période imposable ultérieure et que les conditions du paiement sont celles dont il serait envisageable que des entreprises indépendantes conviennent entre elles.

Un paiement représentant le rendement sous-jacent d'un instrument financier transféré ne donne pas lieu à un dispositif hybride lorsque le paiement est effectué par un négociant financier dans le cadre d'un transfert hybride sur le marché.

Pour l'application de la présente disposition, on entend par :

- instrument financier : tout instrument dans la mesure où il génère un rendement financier ou un rendement de capitaux propres soumis aux règles d'imposition applicables aux titres de dette, titres de participation ou produits dérivés selon la législation belge ou celle de l'Etat de l'entreprise étrangère, ou de l'implantation de celle-ci, y compris tout transfert hybride;

- transfert hybride sur le marché : tout transfert hybride auquel procède un négociant financier dans le cadre de ses activités habituelles, et non dans le cadre d'un dispositif structuré; et

- négociant financier : toute personne ou entité qui exerce une activité professionnelle consistant à acheter ou vendre régulièrement des instruments financiers pour son propre compte afin de réaliser un bénéfice;

b) un paiement en faveur d'une entité hybride;

c) un paiement en faveur d'une entité disposant d'une ou plusieurs implantations, lorsque le fait que ce paiement ne figure pas parmi les revenus imposables de cette entité résulte de différences dans l'attribution des paiements entre le siège de cette entité et son implantation ou entre deux implantations ou plus de cette entité en vertu des lois des juridictions où l'entité mène ses activités;

d) un paiement en faveur d'une implantation qui est considérée comme donnant lieu à un établissement stable en vertu des lois de la juridiction du siège de l'entité dont elle fait partie, mais qui n'est pas considéré comme un établissement stable selon les lois de la juridiction où l'implantation est située, sauf si le revenu correspondant à ce paiement est considéré comme imposable en vertu des lois de la juridiction du siège de l'entité dont l'implantation fait partie;

e) un paiement effectué par une entité hybride, dans la mesure où, en l'absence de la présente disposition, ce paiement serait déduit de revenus imposables qui ne figurent pas également parmi les revenus imposables du bénéficiaire;

f) un paiement réputé effectué entre le siège et l'implantation ou entre deux implantations ou plus, dans la mesure où, en l'absence de la présente disposition, ce paiement serait déduit de revenus imposables qui ne figurent pas également parmi les revenus imposables du bénéficiaire;

De betalingen waarvan de aftrek op grond van deze bepaling werd geweigerd, mogen worden afgetrokken van de beroepsinkomsten van de volgende belastbare tijdperken, voor zover die beroepsinkomsten ook opgenomen zijn in de belastbare inkomsten van een buitenlandse onderneming of een vestiging daarvan.

10°/2 de volgende betalingen die werden gedaan in het kader van een hybridemismatch, voor zover ze niet opgenomen zijn in de belastbare inkomsten van de gerechtigden :

a) een betaling uit hoofde van een financieel instrument, wanneer :

- het gegeven dat die betaling zonder deze bepaling aftrekbaar zou zijn zonder opgenomen te zijn in belastbare inkomsten van de gerechtigde, terug te voeren is op de verschillen in de kwalificatie van het financieel instrument of van de betaling die uit hoofde van het financieel instrument gedaan werd; en

- die betaling niet binnen een redelijke termijn in de belastbare inkomsten van de gerechtigde wordt opgenomen.

Een betaling uit hoofde van een financieel instrument wordt geacht binnen een redelijke termijn in de belastbare inkomsten van de gerechtigde te zijn opgenomen wanneer :

- de betaling in het rechtsgebied van de begunstigde wordt opgenomen in een belastbaar tijdperk dat begint binnen 12 maanden na het einde van het belastbaar tijdperk van de betaler; of

- redelijkerwijs mag worden aangenomen dat de betaling in het rechtsgebied van de gerechtigde in een toekomstig belastbaar tijdperk in de heffing zal worden betrokken en er betalingsvoorwaarden gelden die normaliter tussen onafhankelijke ondernemingen zouden worden overeengekomen.

Een betaling die de onderliggende opbrengst van een overgedragen financieel instrument vormt, geeft geen aanleiding tot een hybridemismatch indien de betaling door een financieel handelaar wordt verricht in het kader van een hybrideoverdracht op de markt.

Voor de toepassing van deze bepaling, worden verstaan onder :

- financieel instrument : elk instrument dat leidt tot rendement op vreemd of eigen vermogen dat wordt belast volgens de regels voor het belasten van vreemd vermogen, eigen vermogen en derivaten uit hoofde van de wetgeving van België of van de Staat van buitenlandse onderneming of de vestiging daarvan, het rechtsgebied van de ontvanger of de betaler, en dat een hybrideoverdracht omvat;

- hybrideoverdracht op de markt : elke hybrideoverdracht waartoe door een financieel handelaar wordt overgegaan in het kader van de normale uitoefening van zijn activiteiten, en niet als onderdeel van een gestructureerde regeling; en

- financieel handelaar : elke persoon of entiteit die regelmatig voor eigen rekening financiële instrumenten koopt en verkoopt, met als doel winst te maken;

b) een betaling aan een hybride-entiteit;

c) een betaling aan een entiteit die over een of meer vestigingen beschikt, wanneer het feit dat die betaling niet is opgenomen in de belastbare inkomsten van die entiteit het gevolg is van verschillen in de toerekening van betalingen tussen het hoofdkantoor van die entiteit en haar vestiging of tussen twee of meer vestigingen van die entiteit op grond van de wetgeving van de rechtsgebieden waar de entiteit haar bedrijf uitoefent;

d) een betaling aan een vestiging die beschouwd wordt als aanleiding gevend tot een vaste inrichting op grond van de wetgeving van het rechtsgebied van het hoofdkantoor van de entiteit waarvan de vestiging deel uitmaakt, maar die niet beschouwd wordt als een vaste inrichting op grond van de wetgeving van het rechtsgebied waar de vestiging zich bevindt, behalve wanneer het met die betaling overeenkomende inkomen als belastbaar beschouwd wordt op grond van de wetgeving van het rechtsgebied van het hoofdkantoor van de entiteit waarvan de vestiging deel uitmaakt;

e) een door een hybride-entiteit gedane betaling, voor zover die betaling zonder deze bepaling zou afgetrokken worden van de belastbare inkomsten die niet eveneens opgenomen zijn in de belastbare inkomsten van de gerechtigde;

f) een veronderstelde betaling tussen het hoofdkantoor van de vestiging of tussen twee of meer vestigingen, voor zover die betaling zonder deze bepaling zou afgetrokken worden van de belastbare inkomsten die niet eveneens opgenomen zijn in de belastbare inkomsten van de gerechtigde;

10°/3 les paiements effectués dans le cadre d'un dispositif hybride, dans la mesure où ils financent, directement ou indirectement, des dépenses déductibles dans le chef de plusieurs entreprises étrangères, dans le chef d'une entreprise étrangère et d'une implantation de celle-ci, dans le chef de plusieurs implantations de la même entreprise étrangère, ou dans le chef d'une entreprise étrangère, ou d'une implantation de celle-ci, mais, dans ce dernier cas, sans qu'à ces dépenses correspondent des revenus figurant parmi les revenus imposables du bénéficiaire. Ces paiements sont néanmoins considérés comme des frais professionnels dans la mesure où l'une des juridictions concernées par le dispositif hybride a procédé à un ajustement équivalent à l'égard de ce dispositif hybride;

10°/4 les paiements effectués par une société résidente qui est également considérée comme une société résidente par une ou plusieurs autres juridictions dans laquelle, ou dans lesquelles, ces paiements sont déductibles de revenus imposables qui ne figurent pas parmi ses revenus imposables en Belgique. Ces paiements sont néanmoins considérés comme des frais professionnels dans le cas où l'autre juridiction, ou les autres juridictions, sont des Etats membres de l'Union européenne avec lequel, ou avec lesquels, la Belgique a conclu une convention préventive de la double imposition au regard de laquelle la société est considérée comme un résident de Belgique.;"

6° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa unique, le 11° est remplacé par ce qui suit :

"11° sans préjudice de l'application des articles 54 et 55, les intérêts d'emprunts payés ou attribués lorsque le bénéficiaire effectif de ceux-ci n'est pas soumis à un impôt sur les revenus ou y est soumis, pour ces revenus, à un régime de taxation notablement plus avantageux que celui résultant des dispositions du droit commun applicables en Belgique et, dans la mesure de ce dépassement, si le montant total desdits emprunts, autres que des obligations ou autres titres analogues émis par appel public à l'épargne et autres que les emprunts octroyés par des établissements visés à l'article 56, § 2, 2°, excède cinq fois la somme des réserves taxées au début de la période imposable et du capital libéré à la fin de cette période.;"

7° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa unique, est inséré le 11°/1 rédigé comme suit :

"11°/1 sans préjudice de l'application des articles 54 et 55, les intérêts d'emprunts payés ou attribués, visés à l'article 198/1, § 2, alinéa 2, premier tiret, lorsque le bénéficiaire effectif de ceux-ci fait partie du même groupe des sociétés auquel appartient le débiteur, si, et dans la mesure de ce dépassement, le montant total desdits emprunts, autres que des obligations ou autres titres analogues émis par appel public à l'épargne et autres que les emprunts octroyés par des établissements visés à l'article 56, § 2, 2°, excède cinq fois la somme des réserves taxées au début de la période imposable et du capital libéré à la fin de cette période.;"

8° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa unique, le 15° est rétabli dans la rédaction suivante :

"15° la compensation visée à l'article 194*sexies*, alinéa 2, qui en exécution de la convention visée à l'article 194*sexies*, alinéa 2, est payée à une société résidente ou un établissement belge qui, en tant que contribuable, fait partie du même groupe de sociétés, en échange de la réduction par cette société ou cet établissement des surcoûts d'emprunt transférés visés à l'article 194*sexies*.;"

9° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa unique, est inséré le 15°/1 rédigé comme suit :

"15°/1 la compensation visée à l'article 205/5, § 3, alinéa 5, qui, en exécution de la convention de transfert intra-groupe visée à l'article 205/5, § 3, est payée en échange de l'inclusion du montant du transfert intra-groupe dans les bénéfices de la société résidente qui entre en considération ou de l'établissement belge d'une des sociétés étrangères qui est prise entre en considération.;"

10° dans le paragraphe 3, l'alinéa 1^{er} est abrogé;

11° dans le paragraphe 3, alinéa 2, les mots "ce tiers est considéré" sont remplacés par les mots "ce tiers est considéré pour l'application du paragraphe 1^{er}, 11° et 11°/1.;"

12° dans le paragraphe 3, alinéa 3, les mots "visée au § 1^{er}, 11°, deuxième tiret," sont remplacés par les mots "visée au paragraphe 1^{er}, 11°/1.;"

13° dans le paragraphe 3, alinéa 4, les mots "visé au § 1^{er}, 11°," sont remplacés par les mots "visé au paragraphe 1^{er}, 11° et 11°/1.;"

10°/3 betalingen gedaan in het kader van een hybridemismatch voor zover ze direct of indirect de uitgaven financieren die aftrekbaar zijn in hoofde van meerdere buitenlandse ondernemingen, van een buitenlandse onderneming en een vestiging daarvan, van meerdere vestigingen van eenzelfde buitenlandse onderneming of van een buitenlandse onderneming of een vestiging daarvan, maar zonder dat er in dit laatste geval met die uitgaven inkomsten overeenkomen die opgenomen zijn in de belastbare inkomsten van de gerechtigde. Die betalingen worden niettemin beschouwd als beroepskosten voor zover een van de rechtsgebieden die bij de hybridemismatch betrokken zijn een gelijkwaardige aanpassing heeft gemaakt met betrekking tot deze hybride-mismatch;

10°/4 betalingen gedaan door een binnenlandse vennootschap die eveneens als binnenlandse vennootschap beschouwd wordt door een of meer andere rechtsgebieden binnen dewelke die betalingen aftrekbaar zijn van de belastbare inkomsten die niet opgenomen zijn in de belastbare inkomsten van die vennootschap in België. Die betalingen worden niettemin als beroepskosten beschouwd wanneer het andere rechtsgebied of de andere rechtsgebieden lidstaten zijn van de Europese Unie waarmee België een overeenkomst tot het vermijden van dubbele belasting gesloten heeft op grond waarvan de vennootschap beschouwd wordt als een inwoner van België.;"

6° in paragraaf 1, enig lid, wordt de bepaling onder 11° vervangen als volgt :

"11° onverminderd de toepassing van de artikelen 54 en 55, de betaalde of toegekende interesten van leningen wanneer de werkelijke verkrijger ervan niet onderworpen is aan een inkomstenbelasting of voor die inkomsten onderworpen is aan een aanzienlijk gunstigere aanslagregeling dan die welke voortvloeit uit de in België toepasselijke bepalingen van gemeen recht en indien, in de mate van die overschrijding, het totale bedrag van deze leningen, andere dan obligaties of andere gelijksoortige effecten uitgegeven door een openbaar beroep op het spaarwezen en andere dan leningen toegekend door instellingen bedoeld in artikel 56, § 2, 2°, hoger is dan vijf maal de som van de belaste reserves bij het begin van het belastbaar tijdperk en het gestort kapitaal bij het einde van dit tijdperk.;"

7° in paragraaf 1, enig lid, wordt een bepaling onder 11°/1 ingevoegd, luidende :

"11°/1 onverminderd de toepassing van de artikelen 54 en 55, de betaalde of toegekende interesten van de in artikel 198/1, § 2, tweede lid, eerste streepje, bedoelde leningen, wanneer de werkelijke verkrijger ervan deel uitmaakt van dezelfde groep van vennootschappen waartoe ook de schuldenaar behoort indien, en in de mate van die overschrijding, het totale bedrag van deze leningen, andere dan obligaties of andere gelijksoortige effecten uitgegeven door een openbaar beroep op het spaarwezen en andere dan leningen toegekend door instellingen bedoeld in artikel 56, § 2, 2°, hoger is dan vijf maal de som van de belaste reserves bij het begin van het belastbaar tijdperk en het gestort kapitaal bij het einde van dit tijdperk.;"

8° in paragraaf 1, enig lid, wordt de bepaling onder 15° hersteld als volgt :

"15° de in artikel 194*sexies*, tweede lid, bedoelde vergoeding die in uitvoering van de in artikel 194*sexies*, tweede lid, bedoelde overeenkomst wordt betaald aan de binnenlandse vennootschap of Belgische inrichting die deel uitmaakt van dezelfde groep van vennootschappen als de belastingplichtige, in ruil voor de vermindering bij deze vennootschap of inrichting van het in artikel 194*sexies* bedoelde overgedragen financieringskostensurplus.;"

9° in paragraaf 1, enig lid, wordt een bepaling onder 15°/1 ingevoegd, luidende :

"15°/1 de in artikel 205/5, § 3, vijfde lid, bedoelde vergoeding die in uitvoering van de in artikel 205/5, § 3, bedoelde groepsbijdrage-overeenkomst wordt betaald in ruil voor de opname van het bedrag van de groepsbijdrage in de winst van de in aanmerking komende binnenlandse vennootschap of Belgische inrichting van een in aanmerking komende buitenlandse vennootschap.;"

10° in paragraaf 3 wordt het eerste lid opgeheven;

11° in paragraaf 3, tweede lid, wordt de woorden "wordt deze derde geacht" vervangen door de woorden "wordt deze derde voor de toepassing van paragraaf 1, 11° en 11°/1 geacht";

12° in paragraaf 3, derde lid, worden de woorden "bedoeld in § 1, 11°, tweede streepje," vervangen door de woorden "bedoeld in paragraaf 1, 11°/1.;"

13° in paragraaf 3, vierde lid, worden de woorden "als bedoeld in § 1, 11°" vervangen door de woorden "als bedoeld in paragraaf 1, 11° en 11°/1.;"

14° dans le paragraphe 3, alinéa 5, les mots "Pour l'application du § 1^{er}, 11°," sont remplacés par les mots "Pour l'application du paragraphe 1^{er}, 11° et 11°/1,";

15° dans le paragraphe 4, alinéa 1^{er}, les mots "Pour l'application du paragraphe 1^{er}, 11°, deuxième tiret," sont remplacés par les mots "Pour l'application du § 1^{er}, 11°/1,".

Art. 40. Dans le titre III, chapitre II, section IV, sous-section 1^{re}, du même Code, il est inséré un article 198/1, rédigé comme suit :

"Art. 198/1. § 1^{er}. Sans préjudice de l'application des articles 54 et 55, les surcoûts d'emprunt visés au § 2, ne sont pas considérés comme des frais professionnels dans la mesure où le montant total de ces intérêts est plus élevé que le montant limite visé au § 3.

§ 2. Pour l'application du présent article, on entend par surcoûts d'emprunt, la différence positive entre :

- d'une part, la part des intérêts et autres coûts décrits par le Roi comme étant économiquement similaires à des intérêts, qui sont considérés comme des frais professionnels de la période imposable, conformément aux articles 49, 52, 2°, 54 et 55 et qui ne sont pas liés à un établissement stable dont les bénéficiaires sont exonérés en vertu d'une convention préventive de la double imposition;

- et d'autre part, la part des intérêts et autres coûts décrits par le Roi comme étant économiquement similaires à des intérêts, qui sont compris dans les bénéficiaires de la période imposable et qui ne sont pas exonérés en vertu d'une convention préventive de la double imposition.

Si les modalités fixées par le Roi sont respectées, les surcoûts d'emprunt des intérêts relatifs aux emprunts suivants ne sont pas pris en considération pour la détermination des surcoûts d'emprunt :

- les emprunts dont le contribuable a démontré que le contrat a été conclu avant le 17 juin 2016 et qu'aucune modification fondamentale n'a été apportée depuis cette date;

- les emprunts qui sont conclus pour mettre en œuvre un projet de partenariat public-privé attribué suite à une mise en concurrence conformément à la législation en matière de marchés publics, lorsque l'opérateur du projet, les coûts d'emprunt, les actifs et les revenus se situent tous dans l'Union européenne.

Dans le cas où le contribuable fait partie d'un groupe de sociétés, les intérêts et autres coûts ou produits d'avoirs mobiliers décrits par le Roi comme étant économiquement similaires à des intérêts et qui sont dus à ou par une société résidente ou un établissement belge qui fait partie de ce groupe et qui ne sont pas exclus de l'application du présent article, n'entrent pas en compte pour la détermination des surcoûts d'emprunt.

§ 3. Le montant limite visé dans le présent article est le montant le plus élevé des deux montants suivants :

a) 3 millions d'euros;

b) 30 p.c. de l'EBITDA du contribuable qui est composé conformément à l'alinéa 2.

L'EBITDA est composé du résultat de la période imposable augmenté :

- des amortissements et réductions de valeur qui sont considérés comme des frais professionnels de la période imposable;

- des surcoûts d'emprunt visés au paragraphe 2, à l'exception de la partie qui, en application du paragraphe 1^{er}, n'est pas considérée comme des frais professionnels;

et diminué :

- des revenus de la période imposable, visés à l'article 202, qui peuvent être déduits des bénéficiaires de la période imposable en cours ou d'une période imposable suivante conformément aux dispositions des articles 203 à 205;

- de 85 p.c. des revenus de la période imposable, visés aux articles 205/2 et 205/3, qui peuvent être déduits des bénéficiaires de la période imposable en cours ou d'une période imposable suivante conformément aux dispositions de l'article 205/1;

- de 80 p.c. des revenus de brevets, déterminés conformément à l'article 543, qui sont pris en compte en vue d'être déduits des bénéficiaires de la période imposable;

14° in paragraaf 3, vijfde lid, worden de woorden "Voor de toepassing van § 1, 11°," vervangen door de woorden "Voor de toepassing van paragraaf 1, 11° en 11°/1,";

15° in paragraaf 4, eerste lid, worden de woorden "Voor de toepassing van paragraaf 1, 11°, tweede streepje," vervangen door de woorden "Voor de toepassing van § 1, 11°/1,".

Art. 40. In titel III, hoofdstuk II, afdeling IV, onderafdeling I, van hetzelfde Wetboek, wordt een artikel 198/1 ingevoegd luidende :

"Art. 198/1. § 1. Onverminderd de toepassing van de artikelen 54 en 55 wordt het in § 2 bedoelde financieringskostensurplus niet als beroepskosten aangemerkt in de mate dat het totale bedrag van deze interesten, hoger is dan het in § 3 bedoelde grensbedrag.

§ 2. Voor de toepassing van dit artikel wordt onder financieringskostensurplus het positieve verschil verstaan tussen :

- enerzijds het geheel aan interesten en andere door de Koning omschreven kosten die economisch gelijkwaardig zijn aan interesten, die overeenkomstig de artikelen 49, 52, 2°, 54 en 55 in het belastbaar tijdperk als beroepskosten worden aangemerkt en die niet verbonden zijn met een vaste inrichting waarvan de winst wordt vrijgesteld krachtens een overeenkomst tot het vermijden van dubbele belasting;

- en anderzijds het geheel aan interesten en andere door de Koning omschreven opbrengsten die economisch gelijkwaardig zijn aan interesten, die in de winst van het belastbaar tijdperk zijn begrepen en die niet krachtens een overeenkomst tot voorkoming van dubbele belasting worden vrijgesteld.

Indien aan de door de Koning vastgestelde modaliteiten wordt voldaan, worden de interesten van de volgende leningen niet in aanmerking genomen voor de vaststelling van het financieringskostensurplus :

- de leningen waarvan de belastingplichtige heeft aangetoond dat het contract werd gesloten vóór 17 juni 2016 en waaraan vanaf deze datum geen fundamentele wijzigingen werden aangebracht;

- de leningen die worden gesloten in uitvoering van een project van publiek-private samenwerking gegund na inmededingingstelling overeenkomstig de wetgeving inzake overheidsopdrachten, waarbij de uitvoerder van het project, de financieringskosten, de activa en de winst zich allemaal in de Europese Unie bevinden.

In het geval de belastingplichtige deel uitmaakt van een groep van vennootschappen, komen de interesten en andere door de Koning omschreven kosten of opbrengsten die economisch gelijkwaardig zijn aan interesten en die verschuldigd zijn aan of van een binnenlandse vennootschap of Belgische inrichting die deel uitmaakt van deze groep en die niet uitgesloten zijn van de toepassing van dit artikel, niet in aanmerking voor de vaststelling van het financieringskostensurplus.

§ 3. Het in dit artikel bedoelde grensbedrag is het hoogste van de volgende twee bedragen :

a) 3 miljoen euro;

b) 30 pct. van de overeenkomstig het tweede lid samengestelde EBITDA van de belastingplichtige.

De EBITDA wordt samengesteld uit het resultaat van het belastbaar tijdperk te vermeerderen met :

- de afschrijvingen en waardeverminderingen die voor het belastbaar tijdperk als beroepskosten worden aangemerkt;

- het in paragraaf 2 bedoelde financieringskostensurplus, met uitzondering van het gedeelte dat in toepassing van de eerste paragraaf niet als beroepskosten wordt aangemerkt;

en te verminderen met :

- de in artikel 202 bedoelde inkomsten van het belastbaar tijdperk die overeenkomstig de artikelen 203 tot 205, van de winst van het huidige of een volgend belastbaar tijdperk kunnen worden afgetrokken;

- 85 pct. van de in artikelen 205/2 en 205/3 bedoelde inkomsten van het belastbaar tijdperk die overeenkomstig artikel 205/1, van de winst van het huidige of een volgend belastbaar tijdperk kunnen worden afgetrokken;

- 80 pct. van de overeenkomstig artikel 543 bepaalde octrooi-inkomsten die in aanmerking worden genomen om van de winst van het belastbaar tijdperk te worden afgetrokken;

- la partie des bénéfiques de la période imposable qui est exonérée en vertu d'une convention préventive de la double imposition;

- des bénéfiques réalisés dans la mise en œuvre d'un projet de partenariat public-privé attribué suite à une mise en concurrence conformément à la réglementation en matière de marchés publics, lorsque l'opérateur du projet, les coûts d'emprunt, les actifs et les revenus se situent tous dans l'Union européenne.

Dans le cas où le contribuable fait partie intégrante d'un groupe de sociétés, le montant visé à l'alinéa 1^{er}, a, est divisée au prorata, conformément à la méthode déterminée par le Roi pour les sociétés résidentes et établissements belges qui durant la période imposable font partie de ce groupe et qui ne sont pas exclues de l'application du présent article.

Dans le cas où le contribuable fait partie intégrante d'un groupe de sociétés, l'EBITDA visé à l'alinéa 1^{er}, b, du contribuable est augmenté ou diminué des montants autres que ceux visés au paragraphe 2, alinéa 3, qui sont respectivement dus à ou dus par une société résidente ou un établissement belge qui durant toute la période imposable a fait partie de ce groupe de sociétés et qui ne sont pas exclus de l'application du présent article.

§ 4. Le présent article n'est pas applicable si le contribuable démontre qu'il se retrouve dans le champ d'application d'une des définitions suivantes :

1° les établissements de crédit au sens de l'article 1^{er}, § 3, de la loi du 25 avril 2014 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit et des sociétés de bourse;

2° les entreprises d'investissement au sens de l'article 3, § 1^{er}, de la loi du 25 octobre 2016 relative à l'accès à l'activité de prestation de services d'investissement et au statut et au contrôle des sociétés de gestion de portefeuille et de conseil en investissement;

3° les gestionnaires d'OPCA au sens de l'article 3, 13°, de la loi du 19 avril 2014 relative aux organismes de placement collectif alternatifs et à leurs gestionnaires;

4° les sociétés de gestion d'organismes de placement collectif, au sens de l'article 3, 12°, de la loi du 3 août 2012 relative aux organismes de placement collectif qui répondent aux conditions de la directive 2009/65/CE et aux organismes de placement en créances;

5° les entreprises d'assurance au sens de l'article 5, 1°, de la loi du 13 mars 2016 relative au statut et au contrôle des entreprises d'assurance ou de réassurance;

6° les entreprises de réassurance au sens de l'article 5, 2°, de la loi du 13 mars 2016 relative au statut et au contrôle des entreprises d'assurance ou de réassurance;

7° les institutions de retraite professionnelle au sens de l'article 2, 1°, de la loi du 27 octobre 2006 relative au contrôle des institutions de retraite professionnelle;

8° les institutions de retraite gérant des régimes de retraite qui sont considérés comme des régimes de sécurité sociale relevant du règlement (CE) n° 883/2004 du Parlement européen et du Conseil et du règlement (CE) n° 987/2009 du Parlement européen et du Conseil, ainsi que toute entité juridique créée aux fins d'investissements de tels régimes;

9° les organismes de placement collectif alternatifs, au sens de l'article 3, 2°, de la loi du 19 avril 2014 relative aux organismes de placement collectif alternatifs et à leurs gestionnaires;

- het deel van de winst van het belastbaar tijdperk dat krachtens een overeenkomst tot het vermijden van dubbele belasting wordt vrijgesteld;

- de winst die werd behaald in uitvoering van een project van publiek-private samenwerking gegund na inmededingingstelling overeenkomstig de reglementering inzake overheidsopdrachten, waarbij de uitvoerder van het project, de financieringskosten, de activa en de winst zich allemaal in de Europese Unie bevinden.

In het geval de belastingplichtige deel uitmaakt van een groep van vennootschappen wordt het in het eerste lid, a, bedoelde bedrag evenredig verdeeld, overeenkomstig de door de Koning vastgestelde methode over de binnenlandse vennootschappen en de Belgische inrichtingen die tijdens het belastbaar tijdperk deel hebben uitgemaakt van deze groep en die niet zijn uitgesloten van de toepassing van dit artikel.

In het geval de belastingplichtige deel uitmaakt van een groep van vennootschappen wordt de in het eerste lid, b, bedoelde EBITDA van de belastingplichtige vermeerderd of verminderd met de andere dan de in paragraaf 2, derde lid, bedoelde sommen die respectievelijk verschuldigd zijn aan of verschuldigd zijn door een binnenlandse vennootschap of Belgische inrichting die tijdens het hele belastbaar tijdperk deel heeft uitgemaakt van deze groep van vennootschappen en die niet zijn uitgesloten van de toepassing van dit artikel.

§ 4. Dit artikel is niet van toepassing indien de belastingplichtige aantoonbaar dat hij binnen het toepassingsgebied valt van een van de hiernavolgende definities :

1° de kredietinstellingen in de zin van artikel 1, § 3, van de wet van 25 april 2014 op het statuut van en het toezicht op kredietinstellingen en beursvennootschappen;

2° de beleggingsondernemingen in de zin van artikel 3, § 1, van de wet van 25 oktober 2016 betreffende de toegang tot het beleggingsdienstbedrijf en betreffende het statuut van en het toezicht op de vennootschappen voor vermogensbeheer en beleggingsadvies;

3° de beheerders van AICB's in de zin van artikel 3, 13°, van de wet van 19 april 2014 betreffende de alternatieve instellingen voor collectieve belegging en hun beheerders;

4° de beheervenootschappen van instellingen voor collectieve belegging in de zin van artikel 3, 12°, van de wet van 3 augustus 2012 betreffende de instellingen voor collectieve belegging die voldoen aan de voorwaarden van Richtlijn 2009/65/EG en de instellingen voor belegging in schuldvorderingen;

5° de verzekeringsondernemingen in de zin van artikel 5, 1°, van de wet van 13 maart 2016 op het statuut van en het toezicht op de verzekerings- of herverzekeringsondernemingen;

6° de herverzekeringsondernemingen in de zin van artikel 5, 2°, van de wet van 13 maart 2016 op het statuut van en het toezicht op de verzekerings- of herverzekeringsondernemingen;

7° de instelling voor bedrijfspensioenvoorziening in de zin van artikel 2, 1°, van de wet van 27 oktober 2006 betreffende het toezicht op de instellingen voor bedrijfspensioenvoorziening;

8° pensioeninstellingen die pensioenregelingen uitvoeren welke worden beschouwd als socialezekerheidsregelingen die onder Verordening (EG) nr. 883/2004 van het Europees Parlement en de Raad en Verordening (EG) nr. 987/2009 van het Europees Parlement en de Raad vallen, alsook elke juridische entiteit die is opgericht met het oog op de beleggingen van die regelingen;

9° de alternatieve instellingen voor collectieve belegging in de zin van artikel 3, 2°, van de wet van 19 april 2014 betreffende de alternatieve instellingen voor collectieve belegging en hun beheerders;

10° les organismes de placement collectif qui répondent aux conditions de la directive 2009/65/CE, au sens de l'article 3, 8°, de la loi du 3 août 2012 relative aux organismes de placement collectif qui répondent aux conditions de la directive 2009/65/CE et aux organismes de placement en créances;

11° les contreparties centrales au sens de l'article 2, point 1, du règlement (UE) n° 648/2012 du Parlement européen et du Conseil du 4 juillet 2012 sur les produits dérivés de gré à gré, les contreparties centrales et les référentiels centraux;

12° les dépositaires centraux de titres au sens de l'article 2, alinéa 1^{er}, point 1, du règlement (UE) n° 909/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 concernant l'amélioration du règlement de titres dans l'Union européenne et les dépositaires centraux de titres, et modifiant les directives 98/26/CE et 2014/65/UE ainsi que le règlement (UE) n° 236/2012;

13° une société dont l'activité consiste exclusivement en la réalisation d'un projet de partenariat public-privé attribué suite à une mise en concurrence conformément à la législation en matière de marchés publics, lorsque l'opérateur du projet, les coûts d'emprunt, les actifs et les revenus se situent tous dans l'Union européenne;

14° une société qui ne fait pas partie d'un groupe des sociétés et qui ne dispose pas d'établissements étrangers et qui :

- ne détient pas, directement ou indirectement, une participation dans une société d'au moins 25 p.c. des droits de vote ou du capital de cette société, ou qui donne droit à au moins 25 p.c. des bénéfices de cette société;

- n'a pas pour actionnaire ou associé une personne physique ou une personne morale qui détient, directement ou indirectement, une participation dans cette société et dans une autre de chacune au moins 25 p.c. des droits de vote ou du capital de ces sociétés, ou qui donne droit à au moins 25 p.c. des bénéfices de chacune de ces deux sociétés.”.

Art. 41. A l'article 198bis du même Code, inséré par la loi du 27 avril 2007 et modifié par les lois des 22 décembre 2008 et 23 décembre 2009, les modifications suivantes sont apportées :

1° la phrase liminaire de l'alinéa 1^{er} est remplacée par ce qui suit :

“Les frais professionnels afférents à l'utilisation des véhicules visés à l'article 65 ne sont déductibles qu'à concurrence :”;

2° la phrase liminaire de l'alinéa 1^{er}, 1°, est remplacée par ce qui suit :

“1° d'un taux fixé à :”;

3° dans l'alinéa 1^{er}, 2°, les mots “en ce qui concerne le taux à prendre en considération pour les moins-values, égal” sont remplacés par les mots “en ce qui concerne les moins-values, d'un taux égal”;

4° dans l'alinéa 1^{er}, il est inséré un 3°, rédigé comme suit :

“3° en ce qui concerne le taux à prendre en considération pour les frais de carburant, 75 p.c.”;

5° l'article est remplacé par ce qui suit :

“Art. 198bis. Le minimum de 75 p.c. pour les frais professionnels faits ou supportés, afférents à l'utilisation des véhicules acquis avant le 1^{er} janvier 2018 prévu à l'article 66, § 1^{er}, alinéa 2, n'est pas applicable.”.

Art. 42. Dans le titre III, chapitre II, section IV, sous-section II, du même Code, il est inséré un article 198ter, rédigé comme suit :

“Art. 198ter. Les exonérations à caractère économique visées aux articles 67 à 67ter ne s'appliquent pas.”.

Art. 43. A l'article 201, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, du même Code, remplacé par la loi du 22 juin 2005 et modifié par la loi du 26 décembre 2015, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots “des nouvelles immobilisations corporels ou incorporels” sont remplacés par les mots “des nouvelles immobilisations corporelles ou incorporelles”;

2° le 1° est complété par la phrase suivante :

“Toutefois, pour les immobilisations acquises ou constituées entre le 1^{er} janvier 2018 et le 31 décembre 2019, le pourcentage de base de la déduction est fixé à 20 p.c.”.

10° de instellingen voor collectieve belegging die voldoen aan de voorwaarden van Richtlijn 2009/65/EG in de zin van artikel 3, 8°, van de wet van 3 augustus 2012 betreffende de instellingen voor collectieve belegging die voldoen aan de voorwaarden van Richtlijn 2009/65/EG en de instellingen voor belegging in schuldvorderingen;

11° een centrale tegenpartij in de zin van artikel 2, punt 1, van Verordening (EU) nr. 648/2012 van het Europees Parlement en de Raad van 4 juli 2012 betreffende otc-derivaten, centrale tegenpartijen en transregisters;

12° een centrale effectenbewaarinstelling in de zin van artikel 2, eerste lid, punt 1, van Verordening (EU) nr. 909/2014 van het Europees Parlement en de Raad van 23 juli 2014 betreffende de verbetering van de effectenafwikkeling in de Europese Unie, betreffende centrale effectenbewaarinstellingen en tot wijziging van Richtlijnen 98/26/EG en 2014/65/EU en Verordening (EU) nr. 236/2012;

13° een vennootschap waarvan de enige activiteit bestaat in het uitvoeren van een project van publiek-private samenwerking gegund na inmededingingstelling conform de wetgeving inzake overheidsopdrachten, waarbij de uitvoerder van het project, de financieringskosten, de activa en de winst zich allemaal in de Europese Unie bevinden;

14° een vennootschap die geen deel uitmaakt van een groep van vennootschappen en die geen buitenlandse inrichtingen heeft en die geen :

- rechtstreekse of onrechtstreekse deelneming aanhoudt in een vennootschap die ten minste 25 pct. bedraagt van de stemrechten of kapitaalbezit van deze vennootschap of waarbij deze deelneming recht geeft op ten minste 25 pct. van de winst van deze vennootschap;

- natuurlijke persoon of rechtspersoon als aandeelhouder heeft die rechtstreeks of onrechtstreeks een deelneming aanhoudt in deze vennootschap en in een andere vennootschap die elk op zich ten minste 25 pct. bedraagt van de stemrechten of kapitaalbezit van deze vennootschappen of waarbij deze deelnemingen elk op zich recht geven op ten minste 25 pct. van de winst van elke van deze twee vennootschappen.”.

Art. 41. In artikel 198bis van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 27 april 2007 en gewijzigd bij de wetten van 22 december 2008 en 23 december 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de inleidende zin van het eerste lid wordt vervangen als volgt :

“De beroepskosten met betrekking tot het gebruik van de in artikel 65 bedoelde voertuigen zijn slechts aftrekbaar ten belope van :”;

2° de inleidende zin van het eerste lid, 1°, wordt vervangen als volgt :

“1° een tarief bepaald op :”;

3° in het eerste lid, 2°, worden de woorden “wat het in aanmerking te nemen tarief voor de minderwaarden betreft, bepaald op” vervangen door de woorden “wat de minderwaarden betreft, een tarief bepaald op”;

4° in het eerste lid wordt een bepaling onder 3° ingevoegd, luidende :

“3° 75 pct. wat het in aanmerking te nemen tarief voor de brandstofkosten betreft.”;

5° het artikel wordt vervangen als volgt :

“Art. 198bis. Het in artikel 66, § 1, tweede lid, vermelde minimum van 75 pct. voor de met betrekking tot het gebruik van vóór 1 januari 2018 aangeschafte voertuigen gedane of gedragen beroepskosten is niet van toepassing.”.

Art. 42. In titel III, hoofdstuk II, afdeling IV, onderafdeling II, van hetzelfde Wetboek, wordt een artikel 198ter ingevoegd luidende :

“Art. 198ter. De in artikelen 67 tot 67ter bedoelde economische vrijstellingen zijn niet van toepassing.”.

Art. 43. In artikel 201, § 1, eerste lid, 1°, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 22 juni 2005 en gewijzigd bij de wet van 26 december 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden “des nouvelles immobilisations corporels ou incorporels” worden in de Franse tekst vervangen door de woorden “des nouvelles immobilisations corporelles ou incorporelles”;

2° de bepaling onder 1° wordt aangevuld met een zin, luidende :

“Evenwel bedraagt het basis percentage van de aftrek voor de vaste activa die zijn verkregen of tot stand gebracht tussen 1 januari 2018 en 31 december 2019, 20 pct.”.

Art. 44. A l'article 202, § 1^{er}, du même Code, modifié par les lois du 28 juillet 1992 et 22 mars 1995 et modifié par l'arrêté royal du 20 décembre 1996, les modifications suivantes sont apportées :

1° le 4° et le 5° sont abrogés;

2° le 4° est rétabli par ce qui suit :

"4° les dividendes qui sont alloués ou attribués par une société étrangère dont le bénéfice de la période imposable ou d'une précédente période imposable est imposé conformément à l'article 185/2, dans la mesure où le contribuable a prouvé que le montant de ces dividendes pour lesquels s'applique, à la période imposable et à toutes les précédentes périodes imposables, cette déduction, n'est pas plus élevé que le bénéfice de cette société étrangère qui, conformément à l'article 185/2, sont imposés à la période imposable et à toutes les précédentes périodes imposables."

Art. 45. L'article 204 du même Code, remplacé par l'arrêté royal du 20 décembre 1996 et modifié par la loi du 11 décembre 2008, est remplacé par ce qui suit :

"Art. 204. Les revenus déductibles conformément à l'article 202, § 1^{er}, sont censés se retrouver dans les bénéfices de la période imposable à concurrence du montant encaissé ou recueilli éventuellement majoré du précompte mobilier réel ou fictif."

Art. 46. Dans l'article 205, § 3, du même Code, inséré par la loi du 21 décembre 2009 et modifié par les lois des 10 août 2015 et 3 août 2016, les mots ", à concurrence de 95 p.c. de leur montant," sont abrogés.

Art. 47. Dans le titre III, chapitre II, Section IV, du même Code, il est inséré une sous-section IIIbis/1, rédigée comme suit :

"Sous-section IIIbis/1. — Déduction des transferts intra-groupe."

Art. 48. Dans le titre III, chapitre II, section IV, sous-section IIIbis/1 du même Code, insérée par l'article 47, il est inséré un article 205/5, rédigé comme suit :

Art. 205/5. § 1^{er}. Pour la détermination du revenu imposable, le montant du transfert intra-groupe défini dans le présent article qui se rapporte à la période imposable vient en réduction du bénéfice de la période imposable". Cette réduction est dénommée "déduction des transferts intra-groupes".

§ 2. Le montant du transfert intra-groupe est déterminé dans une convention de transfert intra-groupe visée aux paragraphes 3 et 4 conclue entre le contribuable et une société résidente ou étrangère qui entre en considération.

Une société résidente ou étrangère qui entre en considération est une société :

- qui dispose d'une participation d'au moins 90 p.c. du capital du contribuable, ou;

- dont le capital est détenu à raison d'au moins 90 p.c. par le contribuable, ou;

- dont le capital est détenu à raison d'au moins 90 p.c. par une autre société résidente ou étrangère et que cette autre société résidente ou étrangère dispose d'une participation d'au moins 90 p.c. du capital du contribuable.

Une société étrangère n'entre en considération que si celle-ci est établie dans un Etat membre de l'Espace Economique Européen.

La convention visée à l'alinéa 1^{er} ne peut être conclue uniquement que :

- si la société résidente ou étrangère visée à l'alinéa 1^{er} est qualifiée de façon ininterrompue durant la période imposable et les quatre précédentes périodes imposables en tant que société résidente ou étrangère qui entre en considération; et

Art. 44. In artikel 202, § 1, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 28 juli 1992 en 22 maart 1995 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 20 december 1996, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de bepalingen onder 4° en 5° worden opgeheven;

2° de bepaling onder 4° wordt hersteld als volgt :

"4° dividenden die worden verleend of toegekend door een buitenlandse vennootschap waarvan de winst van het belastbare tijdperk of van een vorig belastbaar tijdperk overeenkomstig artikel 185/2 werd belast, in de mate dat de belastingplichtige heeft aangetoond dat het bedrag van deze dividenden waarvoor deze aftrek in het belastbare tijdperk en alle voorgaande belastbare tijdperken wordt toegepast, niet hoger is dan de winst van deze buitenlandse vennootschap die overeenkomstig artikel 185/2 in het belastbare tijdperk en alle voorgaande belastbare tijdperken werd belast."

Art. 45. Artikel 204 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het koninklijk besluit van 20 december 1996 en gewijzigd bij de wet van 11 december 2008, wordt vervangen als volgt :

"Art. 204. De ingevolge artikel 202, § 1, aftrekbare inkomsten worden geacht in de winst van het belastbare tijdperk voor te komen ten belope van het geïnde of verkregen bedrag eventueel vermeerderd met de roerende voorheffing of de fictieve roerende voorheffing."

Art. 46. In artikel 205, § 3, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 21 december 2009 en gewijzigd bij de wetten van 10 augustus 2015 en 3 augustus 2016, worden de woorden ", tot 95 pct. van hun bedrag," opgeheven.

Art. 47. In titel III, hoofdstuk II, afdeling IV, van hetzelfde Wetboek, wordt een onderafdeling IIIbis/1 ingevoegd, luidende :

"Onderafdeling IIIbis/1. — Aftrek van de groepsbijdrage."

Art. 48. In titel III, hoofdstuk II, afdeling IV, onderafdeling IIIbis/1, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij artikel 47, wordt een artikel 205/5 ingevoegd, luidende :

Art. 205/5. § 1. Bij de bepaling van het belastbaar inkomen wordt het in dit artikel omschreven bedrag van de groepsbijdrage dat betrekking heeft op het belastbaar tijdperk in mindering gebracht van de winst van het belastbaar tijdperk. Deze vermindering wordt "aftrek van de groepsbijdrage" genoemd.

§ 2. Het bedrag van de groepsbijdrage wordt vastgesteld in een in paragraaf 3 en 4 bedoelde groepsbijdrageovereenkomst die wordt gesloten tussen de belastingplichtige en een in aanmerking komende binnenlandse of buitenlandse vennootschap.

Een in aanmerking komende binnenlandse of buitenlandse vennootschap is een vennootschap :

- die beschikt over een deelneming van ten minste 90 pct. van het kapitaal van de belastingplichtige, of;

- waarvan het kapitaal voor ten minste 90 pct. wordt aangehouden door de belastingplichtige, of;

- waarvan het kapitaal voor ten minste 90 pct. wordt aangehouden door een andere binnenlandse of buitenlandse vennootschap en deze andere binnenlandse of buitenlandse vennootschap beschikt over een deelneming van ten minste 90 pct. van het kapitaal van de belastingplichtige.

Een buitenlandse vennootschap komt enkel in aanmerking indien deze gevestigd is in een lidstaat van de Europese Economische Ruimte.

De in het eerste lid bedoelde overeenkomst kan alleen worden gesloten :

- indien de in het eerste lid bedoelde binnenlandse of buitenlandse vennootschap onafgebroken gedurende het belastbaar tijdperk en de vier voorafgaande belastbare tijdperken kwalificeert als in aanmerking komende binnenlandse of buitenlandse vennootschap; en

- si la période imposable de la société résidente ou étrangère visée à l'alinéa 1^{er} débute au même moment que la période imposable du contribuable et se clôture soit au même moment, soit en cas de liquidation de cette société à un moment antérieur au moment auquel se clôture la période imposable du contribuable.

La convention visée à l'alinéa 1^{er} ne peut se conclure si une des deux parties est :

- une société qui met un bien immobilier ou d'autres droits réels sur un tel bien à la disposition d'une ou de plusieurs personnes physiques qui exercent dans la société un mandat ou des fonctions visés à l'article 32, alinéa 1^{er}, de leur conjoint ou de leurs enfants lorsque ces personnes ou leur conjoint ont la jouissance légale des revenus de ces enfants;

- une société visée à l'article 185bis;

- une compagnie de navigation maritime soumise à imposition dans le respect des articles 115 à 120 ou de l'article 124 de la loi-programme du 2 août 2002;

- un commerçant en diamants soumis à imposition dans le respect des articles 67 à 71 de la loi-programme du 10 août 2015;

- un société qui est imposée forfaitairement sur les bénéfices de la période imposable en application de l'article 342, §§ 2 et 4;

- une société établie à l'étranger qui, bien qu'assujettie, dans le pays de son domicile fiscal, à l'impôt des sociétés ou à un impôt étranger analogue à cet impôt, bénéficie dans celui-ci d'un régime fiscal exorbitant du droit commun.

§ 3. Une convention n'entre en ligne de compte en tant que convention de transfert intra-groupe que si celle-ci remplit les conditions du présent paragraphe et si ces conditions sont effectivement portées en exécution par les parties.

Le contribuable et la société résidente qui entre en considération ou l'établissement belge d'une société étrangère qui entre en considération sont identifiés comme étant les deux parties de la convention.

La convention ne peut concerner qu'une période imposable.

Dans cette convention est repris le montant du transfert intra-groupe. Ce montant ne peut pas dépasser les pertes professionnelles qui, dans le chef de la société résidente ou de l'établissement belge de la société étrangère qui entre en considération, seraient éprouvées dans la période imposable si le transfert intra-groupe n'était pas repris dans les bénéfices. Si cette société résidente ou cet établissement belge est partie prenante de plusieurs conventions de transfert intra-groupe, la somme des montants du transfert intra-groupe repris dans ces conventions ne peut dépasser les pertes professionnelles précitées.

Dans cette convention, cette société résidente ou cet établissement belge s'engage à inclure le montant du transfert intra-groupe dans la déclaration à l'impôt des sociétés ou à l'impôt des non-résidents sociétés en tant que bénéfices de la période imposable à laquelle se rattache la convention.

Dans cette convention, le contribuable s'engage à payer à cette société résidente ou cet établissement belge une compensation qui est égale au supplément d'impôt qui serait dû si le montant du transfert intra-groupe repris dans la convention n'était pas repris en réduction des bénéfices de la période imposable.

§ 4. Dans le cas où une société étrangère qui entre en considération et qui est établie dans l'Espace économique européen, a définitivement cessé ses activités et où ces activités ne sont pas reprises par une autre société qui fait partie du même groupe de sociétés que cette société étrangère endéans les trois années qui suivent la cessation, le contribuable peut conclure une convention de transfert intra-groupe avec cette société étrangère si celle-ci remplit les conditions du présent paragraphe et si ces conditions sont également effectivement mises à exécution par les parties.

Le contribuable et la société étrangère qui entre en considération visée à l'alinéa 1^{er} sont incontestablement identifiés comme étant les deux parties prenantes de la convention.

Dans cette convention est repris le montant du transfert intra-groupe. Ce montant ne peut dépasser les pertes de cessation qui, dans le chef de la société étrangère qui entre en considération visée à l'alinéa 1^{er}, sont éprouvées dans la période imposable. Si cette société étrangère est partie prenante de plusieurs conventions de transfert intra-groupe ou si

- indien het belastbaar tijdperk van de in het eerste lid bedoelde binnenlandse of buitenlandse vennootschap op hetzelfde tijdstip aanvangt en ofwel op hetzelfde tijdstip wordt afgesloten, ofwel ingeval van vereffening van deze vennootschap op een vroeger tijdstip wordt afgesloten, dan het tijdstip waarop het belastbaar tijdperk van de belastingplichtige wordt afgesloten.

De in het eerste lid bedoelde overeenkomst kan niet worden gesloten indien één van beide partijen :

- een vennootschap is die een onroerend goed of ander zakelijk recht met betrekking tot dergelijk goed ter beschikking stelt aan een of meerdere natuurlijke personen die in de vennootschap een opdracht of functies als bedoeld in artikel 32, eerste lid, uitoefenen, of aan hun echtgenoot of kinderen wanneer die personen of hun echtgenoot het wettelijk genot van de inkomsten van die kinderen hebben;

- een in artikel 185bis bedoelde vennootschap is;

- een zeescheepvaartvennootschap is die aan de belasting wordt onderworpen met inachtneming van de artikelen 115 tot 120 of van artikel 124 van de programmawet van 2 augustus 2002;

- een diamanthandelaar is die aan de belasting wordt onderworpen met inachtneming van artikel 67 tot 71 van de programmawet van 10 augustus 2015;

- een vennootschap is die in toepassing van artikel 342, §§ 2 en 4, forfaitair wordt belast op de winst van het belastbaar tijdperk;

- een in het buitenland gevestigde vennootschap is die, alhoewel ze in het land van haar fiscale woonplaats onderworpen is aan de vennootschapsbelasting of aan een buitenlandse belasting van gelijke aard als die belasting, in dat land een belastingregeling geniet dat afwijkt van het gemeen recht.

§ 3. Een overeenkomst komt slechts in aanmerking als groepsbijdrageovereenkomst indien deze aan de voorwaarden van deze paragraaf voldoet en indien deze voorwaarden ook effectief door de partijen ten uitvoer worden gebracht.

De belastingplichtige en de in aanmerking komende binnenlandse vennootschap of de Belgische inrichting van een in aanmerking komende buitenlandse vennootschap worden als de twee partijen van de overeenkomst geïdentificeerd.

De overeenkomst kan slechts betrekking hebben op één belastbaar tijdperk.

In deze overeenkomst wordt het bedrag van de groepsbijdrage opgenomen. Dit bedrag kan niet hoger zijn dan het beroepsverlies dat in hoofde van de in aanmerking komende binnenlandse vennootschap of de Belgische inrichting van een in aanmerking komende buitenlandse vennootschap in het belastbaar tijdperk zou worden geleden indien de groepsbijdrage niet in de winst zou zijn opgenomen. Indien deze binnenlandse vennootschap of deze Belgische inrichting een partij is in meerdere groepsbijdrageovereenkomsten kan de som van de in deze overeenkomsten opgenomen bedragen van de groepsbijdrage niet hoger zijn dan het voormelde beroepsverlies.

In deze overeenkomst verbindt deze binnenlandse vennootschap of Belgische inrichting zich ertoe om het bedrag van de groepsbijdrage in de aangifte van de vennootschapsbelasting of belasting van de niet-inwoners vennootschappen als winst van het belastbaar tijdperk waarop de overeenkomst betrekking heeft op te nemen.

In deze overeenkomst verbindt de belastingplichtige zich ertoe aan deze binnenlandse vennootschap of Belgische inrichting een vergoeding te betalen die gelijk is aan het surplus aan belasting dat zou zijn verschuldigd geweest indien het in de overeenkomst opgenomen bedrag van de groepsbijdrage niet in mindering zou zijn genomen van de winst van het belastbaar tijdperk.

§ 4. In het geval een in de Europese Economische Ruimte gevestigde in aanmerking komende buitenlandse vennootschap haar activiteiten definitief heeft stopgezet en deze activiteiten niet door een andere vennootschap die deel uitmaakt van dezelfde groep van vennootschappen als deze buitenlandse vennootschap worden overgenomen binnen drie jaar na de stopzetting ervan, kan de belastingplichtige een groepsbijdrageovereenkomst met deze buitenlandse vennootschap sluiten indien deze aan de voorwaarden van deze paragraaf voldoet en indien deze voorwaarden ook effectief door de partijen ten uitvoer worden gebracht.

De belastingplichtige en de in het eerste lid bedoelde in aanmerking komende buitenlandse vennootschap worden op onmiskenbare wijze als de twee partijen van de overeenkomst geïdentificeerd.

In deze overeenkomst wordt het bedrag van de groepsbijdrage opgenomen. Dit bedrag kan niet hoger zijn dan het stopzettingsverlies dat in hoofde van de in het eerste lid bedoelde in aanmerking komende buitenlandse vennootschap in het belastbaar tijdperk wordt geleden. Indien deze buitenlandse vennootschap een partij is in meerdere

une partie des pertes est portée par une ou plusieurs autres sociétés étrangères qui font partie de ce groupe de sociétés, la somme des montants repris dans ces conventions et de la partie des pertes qui est portée par ces sociétés ne peut dépasser les pertes de cessation précitées.

Dans cette convention le contribuable s'engage à payer une compensation à cette société étrangère ou cet établissement belge qui est égale au supplément d'impôt qui serait dû si le montant du transfert intra-groupe repris dans la convention n'était pas repris en réduction des bénéfices de la période imposable.

§ 5. Afin de justifier l'avantage de la déduction des transferts intra-groupe, le contribuable doit joindre à sa déclaration un relevé dont le modèle est arrêté par le Roi ou son délégué."

Art. 49. A l'article 205^{ter} du même Code, inséré par la loi du 22 juin 2005 et modifié par les lois des 14 avril 2011, 26 juin 2013, 21 décembre 2013 et 28 juin 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1° les paragraphes 1^{er} et 2 sont remplacés par ce qui suit :

"§ 1^{er}. Pour déterminer la déduction pour capital à risque pour une période imposable, le capital à risque à prendre en considération est égal au cinquième de la différence positive entre :

- le montant annuel de capital à risque correspondant, sous réserve des dispositions des §§ 2 à 6, au montant des capitaux propres de la société, à la fin de la période imposable, déterminés conformément à la législation relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises et pour le montant pour lequel ces éléments figurent au bilan; et

- le montant annuel de capital à risque correspondant, sous réserve des dispositions des §§ 2 à 6, au montant des capitaux propres de la société, à la fin de la cinquième période imposable précédente, déterminés conformément à la législation relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises et pour le montant pour lequel ces éléments figurent au bilan.

Le montant annuel de capital à risque d'une période imposable pour laquelle la société n'existe pas encore est égal à zéro pour cette période imposable.

§ 2. Pour la détermination du capital à risque à prendre en compte, les montants annuels de capital à risque déterminés au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, en ce qui concerne chaque période imposable sont diminués des éléments suivants à la fin de la période imposable concernée :

1° la valeur fiscale nette des actions et parts propres et des immobilisations financières consistant en des participations et autres actions ou parts;

2° la valeur fiscale nette des actions ou parts dont les revenus éventuels sont susceptibles d'être déduits des bénéfices en vertu des articles 202 et 203;

3° la valeur comptable nette des actifs corporels ou d'une partie de ceux-ci, dans la mesure où les frais y afférents dépassent de manière déraisonnable les besoins professionnels;

4° la valeur comptable nette des éléments détenus à titre de placement et qui, par leur nature, ne sont normalement pas destinés à produire un revenu périodique imposable;

5° la valeur comptable nette de biens immobiliers ou autre droits réels sur de tels biens dont des personnes physiques qui exercent dans la société un mandat ou des fonctions visés à l'article 32, alinéa 1^{er}, 1°, leur conjoint ou leurs enfants lorsque ces personnes ou leur conjoint ont la jouissance légale des revenus de ces enfants, ont l'usage;

6° les plus-values exprimées mais non réalisées visées à l'article 44, § 1^{er}, 1°, qui ne portent pas sur des éléments de l'actif visés aux 3° à 5°, les crédits d'impôt pour recherche et développement et les subsides en capital.;"

2° le paragraphe 3 est abrogé;

3° le paragraphe 4, qui devient le paragraphe 3, est remplacé par ce qui suit :

"§ 3. Lorsque les variations des éléments visées aux §§ 1^{er} et 2 surviennent pendant la période imposable au cours de laquelle la déduction est appliquée, le montant annuel du capital à risque visé au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, premier tiret, à prendre en considération pour cette période imposable est déterminé sur la base du montant à la fin de la période imposable précédente et ce montant est augmenté ou diminué,

groupebijdrageovereenkomsten of indien een deel van het verlies wordt gedragen door één of meerdere andere buitenlandse vennootschappen die deel uitmaken van deze groep van vennootschappen kan de som van de in deze overeenkomsten opgenomen bedragen en het deel van het verlies dat wordt gedragen door deze vennootschappen niet hoger zijn dan het voormelde stopzettingsverlies.

In deze overeenkomst verbindt de belastingplichtige zich ertoe aan deze binnenlandse vennootschap of Belgische inrichting een vergoeding te betalen die gelijk is aan het surplus aan belasting dat zou zijn verschuldigd geweest indien het in de overeenkomst opgenomen bedrag van de groepsbijdrage niet in mindering zou zijn genomen van de winst van het belastbaar tijdperk.

§ 5. Om het voordeel van de aftrek van de groepsbijdrage te rechtvaardigen moet de belastingplichtige bij zijn aangifte een opgave voegen waarvan het model door de Koning of zijn afgevaardigde wordt vastgesteld."

Art. 49. In artikel 205^{ter} van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 22 juni 2005 en gewijzigd bij de wetten van 14 april 2011, 26 juni 2013, 21 december 2013 en 28 juni 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de paragrafen 1 en 2 worden vervangen als volgt :

"§ 1. Om de aftrek voor risicokapitaal voor een belastbaar tijdperk te bepalen, is het in aanmerking te nemen risicokapitaal gelijk aan een vijfde van het positieve verschil tussen :

- het jaarlijkse bedrag van risicokapitaal dat, onder voorbehoud van de bepalingen van de §§ 2 tot 6, overeenstemt met het bedrag van het eigen vermogen van de vennootschap, aan het eind van het belastbare tijdperk, en dat overeenkomstig de wetgeving betreffende de boekhouding en de jaarrekening van ondernemingen werd bepaald en voor het bedrag waarvoor die bestanddelen op de balans voorkomen; en

- het jaarlijkse bedrag van risicokapitaal dat, onder voorbehoud van de bepalingen van de §§ 2 tot 6, overeenstemt met het bedrag van het eigen vermogen van de vennootschap, aan het eind van het vijfde voorgaande belastbare tijdperk, en dat overeenkomstig de wetgeving betreffende de boekhouding en de jaarrekening van ondernemingen werd bepaald en voor het bedrag waarvoor die bestanddelen op de balans voorkomen.

Het jaarlijkse bedrag aan risicokapitaal voor een belastbaar tijdperk waarin de vennootschap nog niet bestond, is voor dat belastbaar tijdperk gelijk aan nul.

§ 2. Voor de bepaling van het in aanmerking te nemen risicokapitaal worden de in § 1, eerste lid, bepaalde jaarlijkse bedragen van risicokapitaal met betrekking tot elk belastbaar tijdperk verminderd met de volgende bestanddelen aan het einde van het betrokken belastbaar tijdperk :

1° de fiscale nettowaarde van de eigen aandelen en de financiële vaste activa die uit deelnemingen en andere aandelen bestaan;

2° de fiscale nettowaarde van de aandelen waarvan de eventuele inkomsten in aanmerking komen om krachtens de artikelen 202 en 203 van de winst te worden afgetrokken;

3° de netto boekwaarde van de materiële vaste activa of gedeelten ervan in zover de erop betrekking hebbende kosten op onredelijke wijze de beroepsbehoeften overtreffen;

4° de netto boekwaarde van de bestanddelen die als belegging worden gehouden en die door de aard ervan niet bestemd zijn om een belastbaar periodiek inkomen voort te brengen;

5° de netto boekwaarde van onroerende goederen of andere zakelijke rechten met betrekking tot dergelijke goederen waarvan natuurlijke personen die in de vennootschap een opdracht of functies als bedoeld in artikel 32, eerste lid, 1°, uitoefenen, hun echtgenoot of hun kinderen wanneer die personen of hun echtgenoot het wettelijk genot van de inkomsten van die kinderen hebben, het gebruik hebben;

6° de in artikel 44, § 1, 1°, bedoelde uitgedrukte maar niet verwezenlijkte meerwaarden, die geen betrekking hebben op activa-bestanddelen als bedoeld in 3° tot 5°, de belastingkredieten voor onderzoek en ontwikkeling en de kapitaalsubsidies.;"

2° paragraaf 3 wordt opgeheven;

3° paragraaf 4, die paragraaf 3 wordt, wordt vervangen als volgt :

"§ 3. Wanneer de in de §§ 1 en 2 bedoelde bestanddelen wijzigen tijdens het belastbaar tijdperk waarvoor de aftrek wordt toegepast, wordt het in aanmerking te nemen jaarlijkse bedrag van risicokapitaal voor dit belastbaar tijdperk bedoeld in § 1, eerste lid, eerste streepje, bepaald op basis van het bedrag op het einde van het voorgaande belastbare tijdperk en wordt dit bedrag naar gelang van het geval

selon le cas, du montant de ces variations, calculées en moyenne pondérée et en considérant que les variations ont eu lieu le premier jour du mois civil qui suit celui de leur survenance.”;

4° au paragraphe 5, qui devient le paragraphe 4, les mots “du paragraphe 1^{er}” sont remplacés par les mots “du § 2, 1^o”;

5° l’actuel paragraphe 6 devient le paragraphe 5.

Art. 50. L’article 205quinquies, alinéa 3, du même Code, rétabli par la loi du 21 décembre 2013, est remplacé par ce qui suit :

“Le montant visé aux alinéas 1^{er} et 2 est déterminé en multipliant le taux visé à l’article 205quater avec un cinquième de la différence positive entre :

1° la différence positive déterminée à la fin de la période imposable, sous réserve des dispositions de l’article 205ter, §§ 2 à 6, entre, d’une part, la valeur comptable nette des éléments d’actif des établissements stables étrangers, immeubles ou droits visés respectivement à l’alinéa 1^{er} et à l’alinéa 2, et d’autre part, le total des éléments de passif qui ne font pas partie des capitaux propres de la société et qui sont imputables à ces établissements stables, immeubles ou droits, visés respectivement à l’alinéa 1^{er} ou à l’alinéa 2; et

2° la différence positive déterminée à la fin de la cinquième période imposable précédente, sous réserve des dispositions de l’article 205ter, §§ 2 à 6, entre, d’une part, la valeur comptable nette des éléments d’actif des établissements stables étrangers, immeubles ou droits visés respectivement à l’alinéa 1^{er} et à l’alinéa 2, et d’autre part, le total des éléments de passif qui ne font pas partie des capitaux propres de la société et qui sont imputables à ces établissements stables, immeubles ou droits visés respectivement à l’alinéa 1^{er} ou à l’alinéa 2.

Art. 51. L’article 205novies du même Code, inséré par les lois du 22 décembre 2009 et du 18 décembre 2015, est abrogé.

Art. 52. À l’article 206 du même Code, remplacé par la loi du 6 août 1993 et modifié par les lois des 4 avril 1995, 22 décembre 1998 et 11 décembre 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, est remplacé par ce qui suit :

“Sans préjudice de l’application de l’article 185, § 3, les pertes professionnelles antérieures sont exclues de l’application de l’alinéa 1^{er} si :

- celles-ci sont éprouvées au moyen des actifs étrangers dont les bénéficiaires sont exonérés en application d’une convention de prévention de la double imposition dans une période imposable qui a débuté à partir du 1^{er} janvier 2020;

- elles sont éprouvées dans un établissement étranger dont les bénéficiaires sont exonérés en application d’une convention de prévention de la double imposition dans une période imposable qui a débuté à partir du 1^{er} janvier 2020.”;

2° dans le paragraphe 2, alinéa 1^{er}, les mots “les pertes professionnelles que la société absorbante ou bénéficiaire a éprouvées” sont remplacés par les mots “les pertes professionnelles et les revenus visés à l’article 205, § 3, que la société absorbante ou bénéficiaire n’a pas encore pu déduire”;

3° dans le paragraphe 2, alinéa 2, les mots “les pertes professionnelles qu’une société absorbée a éprouvées” sont remplacés par les mots “les pertes professionnelles et les revenus visés à l’article 205, § 3, qu’une société absorbée n’a pas encore pu déduire”;

4° dans le paragraphe 2, alinéa 5, les mots “les pertes professionnelles qu’a éprouvées la société absorbante ou bénéficiaire avant cette opération” sont remplacés par les mots “les pertes professionnelles et les revenus visés à l’article 205, § 3, que la société absorbante ou bénéficiaire n’a pas encore pu déduire avant cette opération”;

vermeerd of verminderd met het bedrag van deze wijzigingen, berekend als gewogen gemiddelde en waarbij de wijzigingen geacht worden te hebben plaatsgevonden de eerste dag van de kalendermaand volgend op die waarin ze zich hebben voorgedaan.”;

4° in paragraaf 5, die paragraaf 4 wordt, worden de woorden “van paragraaf 1” vervangen door de woorden “van § 2, 1^o”;

5° de huidige paragraaf 6 wordt paragraaf 5.

Art. 50. Artikel 205quinquies, derde lid, van hetzelfde Wetboek, hersteld bij de wet van 21 december 2013, wordt vervangen als volgt :

“Het in het eerste en tweede lid bedoelde bedrag wordt bepaald door het tarief bedoeld in artikel 205quater te vermenigvuldigen met een vijfde van het positieve verschil tussen :

1° het positieve verschil vastgesteld aan het einde van het belastbare tijdperk, onder voorbehoud van de bepalingen van artikel 205ter, §§ 2 tot 6, tussen enerzijds de netto boekwaarde van de activabestanden van de buitenlandse vaste inrichtingen, onroerende goederen of rechten bedoeld in respectievelijk het eerste en het tweede lid, en anderzijds het totaal van de passivabestanden die niet behoren tot het eigen vermogen van de vennootschap en die aanrekenbaar zijn op de vaste inrichtingen, onroerende goederen of rechten bedoeld in respectievelijk het eerste of tweede lid; en

2° het positieve verschil vastgesteld aan het eind van het vijfde voorgaande belastbare tijdperk, onder voorbehoud van de bepalingen van artikel 205ter, §§ 2 tot 6, tussen enerzijds de netto boekwaarde van de activabestanden van de buitenlandse vaste inrichtingen, onroerende goederen of rechten bedoeld in respectievelijk het eerste en het tweede lid, en anderzijds het totaal van de passivabestanden die niet behoren tot het eigen vermogen van de vennootschap en die aanrekenbaar zijn op de vaste inrichtingen, onroerende goederen of rechten bedoeld in respectievelijk het eerste of tweede lid.

Art. 51. Artikel 205novies van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 22 juni 2005 en gewijzigd bij de wetten van 22 december 2009 en 18 december 2015, wordt opgeheven.

Art. 52. In artikel 206 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 6 augustus 1993 en gewijzigd bij de wetten van 4 april 1995, 22 december 1998 en 11 december 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1, tweede lid, wordt vervangen als volgt :

“Onverminderd de toepassing van artikel 185, § 3, worden vorige beroepsverliezen van de toepassing van het eerste lid uitgesloten indien :

- deze werden geleden door middel van buitenlandse activa waarvan de winst in toepassing van een overeenkomst tot voorkoming van dubbele belasting wordt vrijgesteld in een belastbaar tijdperk dat is aangevangen vanaf 1 januari 2020;

- zij werden geleden in een buitenlandse inrichting waarvan de winst in toepassing van een overeenkomst tot voorkoming van dubbele belasting wordt vrijgesteld in een belastbaar tijdperk dat is aangevangen vanaf 1 januari 2020.”;

2° in paragraaf 2, eerste lid, worden de woorden “beroepsverliezen die de overnemende of verkrijgende vennootschap vóór die inbreng of die overneming heeft geleden” vervangen door de woorden “beroepsverliezen en de in artikel 205, § 3, bedoelde inkomsten die de overnemende of verkrijgende vennootschap vóór die inbreng of die overneming nog niet heeft kunnen aftrekken”;

3° in paragraaf 2, tweede lid, worden de woorden “beroepsverliezen die een overgenomen vennootschap vóór die fusie heeft geleden” vervangen door de woorden “beroepsverliezen en de in artikel 205, § 3, bedoelde inkomsten die een overgenomen vennootschap vóór die fusie nog niet heeft kunnen aftrekken”;

4° in paragraaf 2, vijfde lid, worden de woorden “beroepsverliezen die de overnemende of verkrijgende vennootschap vóór deze verrichting heeft geleden” vervangen door de woorden “beroepsverliezen en de in artikel 205, § 3, bedoelde inkomsten die de overnemende of verkrijgende vennootschap vóór deze verrichting nog niet heeft kunnen aftrekken”;

5° dans le paragraphe 2, alinéa 6, les mots “les pertes professionnelles éprouvées par la société absorbée, scindée ou apporteuse avant cette opération dans son établissement belge” sont remplacés par les mots “les pertes professionnelles et les revenus visés à l’article 205, § 3, que la société absorbée, scindée ou apporteuse n’a pas encore pu déduire avant cette opération dans son établissement belge”;

6° le paragraphe 2 est complété par un alinéa, rédigé comme suit :

“Pour l’application du présent paragraphe la limitation de la déductibilité est censée porter en premier lieu sur les pertes professionnelles et ensuite sur les revenus visés à l’article 205, § 3.”

Art. 53. A l’article 207 du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 25 décembre 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1° trois alinéas rédigés comme suit sont insérés avant l’alinéa 1^{er} :

“Les déductions visées aux articles 199 à 206, 536 et 543 sont déduites comme suit des bénéfices de la période imposable.

En premier lieu et dans l’ordre déterminé ci-après, à concurrence du solde subsistant des bénéfices de la période imposable :

- les déductions visées à l’article 199, autres que la déduction pour investissement;

- la déduction visée aux articles 202 à 205, à l’exclusion de la partie de cette déduction qui est relative aux revenus visés à l’article 205, § 3, d’une période imposable précédente qui n’ont pu être déduits des bénéfices de cette période;

- la déduction pour revenus de brevets visée à l’article 543;

- la déduction visée aux articles 205/1 à 205/4, à l’exception de la partie de cette déduction qui est relative aux revenus visés à l’article 205/1, § 1^{er}, alinéa 2, d’une période imposable précédente qui n’ont pu être déduits des bénéfices de cette période;

- la déduction pour investissement.

En deuxième lieu et dans l’ordre déterminé ci-après, à concurrence du solde des bénéfices de la période imposable subsistant après application de l’alinéa 2 :

- la déduction pour capital à risque visée aux articles 205bis à 205octies;

- la déduction des revenus visés à l’article 205, § 3, d’une période imposable précédente qui n’ont pu être déduits des bénéfices de cette période ou d’une période ultérieure;

- la déduction des revenus visés à l’article 205/1, § 1^{er}, alinéa 2, d’une période imposable précédente qui n’ont pu être déduits des bénéfices de cette période ou d’une période ultérieure;

- les pertes antérieures visées à l’article 206;

- la déduction visée à l’article 536, alinéa 3;

- la déduction visée à l’article 536, alinéas 1^{er} et 2.”;

2° l’alinéa 2 est complété par ce qui suit :

“- la déduction des transferts intra-groupe visée à l’article 205/5.”;

3° deux alinéas rédigés comme suit sont insérés entre l’alinéa 1^{er} ancien, qui devient l’alinéa 4, et l’alinéa 2 ancien, qui devient l’alinéa 7 :

“Le montant total des déductions visées à l’alinéa 3 est limité pour la période imposable à 1 000 000 euros, majorés de 70 p.c. de la quotité qui excède 1 000 000 euros de la partie du bénéfice qui subsiste après l’application des déductions visées à l’alinéa 2. La déduction ainsi limitée s’opère dans l’ordre défini à l’alinéa 3. Le Roi détermine les modalités suivant lesquelles s’opèrent ces déductions.

Dans le chef d’une société qui, sur la base de l’article 15, §§ 1^{er} à 6, du Code des sociétés, est considérée comme une petite société, l’alinéa 5 ne s’applique pas aux pertes visées à l’article 206, pendant les quatre premières périodes imposables à partir de sa constitution telle que visée à l’article 145²⁶, § 1^{er}, alinéas 3 et 4.”;

5° in paragraaf 2, zesde lid, worden de woorden “beroepsverliezen door de overgenomen, gesplitste of inbrengende vennootschap geleden vóór de verrichting binnen haar Belgische inrichting” vervangen door de woorden “beroepsverliezen en de in artikel 205, § 3, bedoelde inkomsten die de overgenomen, gesplitste of inbrengende vennootschap vóór de verrichting binnen haar Belgische inrichting nog niet heeft kunnen aftrekken”;

6° paragraaf 2 wordt aangevuld met een lid, luidende :

“Voor de toepassing van deze paragraaf wordt de beperking van de aftrekbaarheid geacht eerst plaats te vinden op de beroepsverliezen en vervolgens op de in artikel 205, § 3, bedoelde inkomsten.”

Art. 53. In artikel 207 van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 25 december 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° voor het eerste lid worden drie leden ingevoegd, luidende :

“De in de artikelen 199 tot 206, 536 en 543 bedoelde aftrekken worden als volgt van de winst van het belastbare tijdperk afgetrokken.

In eerste orde en in de hierna bepaalde volgorde, ten belope van het resterende saldo van de winst van het belastbare tijdperk :

- de in artikel 199 bedoelde aftrekken, andere dan de investeringsaftrek;

- de in de artikelen 202 tot 205 bedoelde aftrek, met uitsluiting van het deel van deze aftrek dat betrekking heeft op de in artikel 205, § 3, bedoelde inkomsten van een voorgaand belastbaar tijdperk die in dat tijdperk niet van de winst konden worden afgetrokken;

- de in artikel 543 bedoelde aftrek voor octrooi-inkomsten;

- de in de artikelen 205/1 tot 205/4 bedoelde aftrek, met uitsluiting van het deel van deze aftrek dat betrekking heeft op de in artikel 205/1, § 1, tweede lid, bedoelde inkomsten van een voorgaand belastbaar tijdperk die in dat tijdperk niet van de winst konden worden afgetrokken;

- de investeringsaftrek.

In tweede orde en in de hierna bepaalde volgorde, ten belope van het na toepassing van het tweede lid resterende saldo van de winst van het belastbare tijdperk :

- de in de artikelen 205bis tot 205octies bedoelde aftrek voor risicokapitaal;

- de aftrek van de in artikel 205, § 3, bedoelde inkomsten van een voorgaand belastbaar tijdperk die in dat of in een later tijdperk niet van de winst konden worden afgetrokken;

- de aftrek van de in artikel 205/1, § 1, tweede lid, bedoelde inkomsten van een voorgaand belastbaar tijdperk die in dat of in een later tijdperk niet van de winst konden worden afgetrokken;

- de in artikel 206 bedoelde vorige beroepsverliezen;

- de in artikel 536, derde lid, bedoelde aftrek;

- de in artikel 536, eerste en tweede lid, bedoelde aftrek.”;

2° het tweede lid wordt aangevuld met wat volgt :

“- de in artikel 205/5 bedoelde aftrek van de groepsbijdrage.”;

3° tussen het vroegere eerste lid, dat het vierde lid wordt, en het vroegere tweede lid, dat het zevende lid wordt, worden twee leden ingevoegd, luidende :

“Het totale bedrag van de in het derde lid bedoelde aftrekken wordt voor het belastbare tijdperk beperkt tot 1 000 000 euro, vermeerderd met 70 pct. van het gedeelte van de na toepassing van de in het tweede lid bedoelde aftrekken overblijvende winst die het bedrag van 1 000 000 euro overstijgt. De aldus beperkte aftrek wordt uitgevoerd in de in het derde lid bepaalde volgorde. De Koning regelt de wijze waarop deze aftrekken worden verricht.

Ten name van een vennootschap die op grond van artikel 15, §§ 1 tot 6, van het Wetboek van vennootschappen als kleine vennootschap wordt aangemerkt, is het vijfde lid niet van toepassing op de in artikel 206 bedoelde verliezen, gedurende de eerste vier belastbare tijdperken vanaf haar oprichting zoals bedoeld in artikel 14526, § 1, derde en vierde lid.”;

4° à l'alinéa 2 ancien, qui devient l'alinéa 7, les mots "ni sur les plus-values visées à l'article 217, 3°, ni sur les dividendes visés à l'article 219ter." sont remplacés par les mots "ni sur les dividendes visés à l'article 219ter, ni sur la partie du résultat qui fait l'objet d'une rectification de la déclaration visée à l'article 346 ou d'une imposition d'office visée à l'article 351 pour laquelle des accroissements d'un pourcentage égal ou supérieur à 10 p.c. visés à l'article 444 sont effectivement appliqués, à l'exception dans ce dernier cas des revenus déductibles conformément à l'article 205, § 2.";

5° dans l'alinéa 3 ancien, qui devient l'alinéa 8, il est inséré deux tirets entre le premier et le deuxième tiret, rédigés comme suit :

"- par dérogation à l'article 205, § 3, la déduction visée aux articles 202 à 205 non accordée en cas d'absence ou d'insuffisance de bénéfices des périodes imposables qui précèdent la période citée en premier lieu;

- par dérogation à l'article 205/1, § 1^{er}, alinéa 2, la déduction pour revenus d'innovation non accordée en cas d'absence ou d'insuffisance de bénéfices des périodes imposables qui précèdent la période citée en premier lieu;"

6° à l'alinéa 4 ancien, qui devient l'alinéa 9, les mots "sur le montant réellement utilisé," sont remplacés par les mots "sur le montant réellement utilisé compte tenu de l'application des alinéas 5 et 6,".

Art. 54. A l'article 215 du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 3 août 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1° les alinéas 1^{er} et 2 sont remplacés par ce qui suit :

"Art. 215. Le taux de l'impôt des sociétés est fixé à 29 p.c.

Pour les sociétés qui, sur la base de l'article 15, §§ 1^{er} à 6, du Code des sociétés, sont considérées comme des petites sociétés, le taux de l'impôt sur la première tranche de 0 à 100 000 euros est toutefois fixé à 20 p.c.";

2° à l'alinéa 3, le 3° est abrogé;

3° dans l'alinéa 1^{er}, remplacé par le 1°, les mots "29 p.c." sont remplacés par les mots "25 p.c.";

4° dans l'alinéa 3, le 4° est remplacé par ce qui suit :

"4° aux sociétés, autres que les sociétés coopératives agréées par le Conseil national de la coopération, et autres que les sociétés visées à l'article 219quinquies, § 5, qui n'allouent pas à au moins un de leurs dirigeants d'entreprise une rémunération à charge du résultat de la période imposable au moins égale à 45 000 euros. Lorsque la rémunération est inférieure à 45 000 euros, cette rémunération à charge du résultat de la période imposable doit être au moins égale au résultat de la période imposable;"

Art. 55. A l'article 217, alinéa 1^{er}, du même Code, inséré par la loi du 29 mars 2012 et modifié par les lois des 27 décembre 2012, 12 mai 2014, 19 décembre 2014, 18 décembre 2015 et 3 août 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 1°, les mots "16,5 p.c." sont remplacés par les mots "12,5 p.c.";

2° au 1°, les mots "12,5 p.c." sont remplacés par les mots "15 p.c.";

3° au 2°, les mots "dont les revenus éventuels sont susceptibles d'être déduits des bénéfices en vertu des articles 202, § 1^{er}, et 203," sont remplacés par les mots "dans la mesure où les revenus éventuels de ces actions ou parts sont susceptibles d'être déduits des bénéfices en vertu des articles 202, § 1^{er}, et § 2, alinéa 1^{er}, 1°, et 203," et les mots ", pour autant et dans la mesure où ces plus-values ne sont pas prises en considération pour le taux visé à l'article 215, alinéa 2" sont ajoutés après les mots "d'au moins un an;"

4° in het vroegere tweede lid, dat het zevende lid wordt, worden de woorden "noch op de meerwaarden bedoeld in artikel 217, 3° noch op de dividenden als bedoeld in artikel 219ter" vervangen door de woorden "noch op de dividenden bedoeld in artikel 219ter, noch op het gedeelte van het resultaat dat het voorwerp uitmaakt van een wijziging van de aangifte bedoeld in artikel 346 of een aanslag van ambtswege bedoeld in artikel 351 waarvoor de in artikel 444 bedoelde belastingverhogingen tegen een percentage gelijk of hoger dan 10 pct. effectief worden toegepast, met uitzondering in dit laatste geval van de overeenkomstig artikel 205, § 2, aftrekbare inkomsten.";

5° in het vroegere derde lid, dat het achtste lid wordt, worden tussen het eerste en het tweede streepje twee streepjes ingevoegd, luidende :

"- in afwijking van artikel 205, § 3, de wegens geen of onvoldoende winst van de belastbare tijdperken die voorafgaan aan het eerstgenoemde tijdperk niet-verleende in de artikelen 202 tot 205 bedoelde aftrek;

- in afwijking van artikel 205/1, § 1, tweede lid, de wegens geen of onvoldoende winst van de belastbare tijdperken die voorafgaan aan het eerstgenoemde tijdperk niet-verleende aftrek voor innovatieinkomsten;"

6° in het vroegere vierde lid dat het negende lid wordt, worden de woorden "op het werkelijk gebruikte bedrag," vervangen door de woorden "op het werkelijk gebruikte bedrag rekening houdend met de toepassing van het vijfde en zesde lid,".

Art. 54. In artikel 215 van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 3 augustus 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste en tweede lid worden vervangen als volgt :

"Art. 215. Het tarief van de vennootschapsbelasting bedraagt 29 pct.

Voor vennootschappen die op grond van artikel 15, §§ 1 tot 6, van het Wetboek van vennootschappen als kleine vennootschappen worden aangemerkt, wordt het tarief van de belasting op de eerste schijf van 0 tot 100 000 euro evenwel vastgesteld op 20 pct.";

2° in het derde lid wordt de bepaling onder 3° opgeheven;

3° in het eerste lid, vervangen bij de bepaling onder 1°, worden de woorden "29 pct." vervangen door de woorden "25 pct.";

4° in het derde lid, wordt de bepaling onder 4° vervangen als volgt :

"4° op vennootschappen, andere dan door de Nationale Raad van de coöperatie erkende coöperatieve vennootschappen, en andere dan de in artikel 219quinquies, § 5, bedoelde vennootschappen, die niet aan ten minste één van hun bedrijfsleiders een bezoldiging toekennen ten laste van het resultaat van het belastbaar tijdperk die ten minste gelijk is aan 45 000 euro. Indien de bezoldiging minder bedraagt dan 45 000 euro, moet deze bezoldiging ten laste van het resultaat van het belastbaar tijdperk minstens gelijk zijn aan het resultaat van het belastbaar tijdperk;"

Art. 55. In artikel 217, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 29 maart 2012 en gewijzigd bij de wetten van 27 december 2012, 12 mei 2014, 19 december 2014, 18 december 2015 en 3 augustus 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de bepaling onder 1°, worden de woorden "16,5 pct." vervangen door de woorden "12,5 pct.";

2° in de bepaling onder 1°, worden de woorden "12,5 pct." vervangen door de woorden "15 pct.";

3° in de bepaling onder 2°, worden de woorden "waarvan de eventuele inkomsten in aanmerking komen om krachtens de artikelen 202, § 1, en 203" vervangen door de woorden "in de mate dat de eventuele inkomsten van deze aandelen in aanmerking komen om krachtens de artikelen 202, § 1 en § 2, eerste lid, 1°, en 203," en worden de woorden ", voor zover en in de mate dat deze meerwaarden niet voor het in artikel 215, tweede lid, bedoelde tarief in aanmerking komen" toegevoegd na de woorden "werden behouden";

4° le 2° est abrogé;

5° le 3° est abrogé.

Art. 56. Dans le titre III, chapitre III, section I, sous-section II, du même Code, il est inséré un article 217/1, rédigé comme suit :

“Art. 217/1. § 1^{er}. Le taux de l’impôt des sociétés est toutefois égal au pourcentage visé à l’alinéa 3 en ce qui concerne :

- la partie des plus-values exonérées visées aux articles 44bis, 44ter et 47 du présent Code et à l’article 122, § 2, de la loi-programme du 2 août 2002, qui est devenue imposable en vertu de l’article 190, alinéa 4, avant d’être réemployée pour un montant et de la manière visés respectivement aux articles 44bis, 44ter et 47 du présent Code et à l’article 122, §§ 2 à 4, de la loi-programme du 2 août 2002;

- la partie des plus-values exonérées qui est devenue imposable en vertu des articles 44bis, § 5, 44ter, § 5, ou 47, § 6, du présent Code ou de l’article 122, § 6, de la loi-programme du 2 août 2002;

- la partie des provisions exonérées visées à l’article 48 qui fait l’objet d’une reprise;

- la partie de la réserve d’investissement visée à l’article 194quater qui est devenue imposable en vertu de l’article 190, alinéa 4, avant d’être investie pour un montant et de la manière visés à l’article 194quater, § 3, ou en vertu de l’article 194quater, § 4.

L’alinéa 1^{er} est uniquement applicable lorsque la réserve exonérée ou la provision à laquelle le fait imposable visé à l’alinéa 1^{er} se rapporte, est constituée pendant une période imposable se terminant au plus tôt le 1^{er} janvier 2017 et au plus tard le 30 décembre 2020.

Le taux visé à l’alinéa 1^{er} est fixé à 33,99 p.c. ou à 29,58 p.c. selon que le fait imposable visé à l’alinéa 1^{er} se rapporte respectivement à une réserve exonérée ou provision constituée pendant une période imposable se rattachant aux exercices d’imposition 2018 et antérieurs, ou aux exercices d’imposition 2019 et suivants.

En cas de reprise d’une provision, les montants les plus anciens de la provision sont censés être les premiers qui sont repris.”

Art. 57. A l’article 218, § 1^{er}, du même Code, inséré par la loi du 24 décembre 2002 et modifié par les lois des 30 juillet 2013 et 1^{er} décembre 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1° entre l’alinéa 1^{er} et l’alinéa 2, qui devient l’alinéa 3, un alinéa est inséré, rédigé comme suit :

“Pour l’application du présent article, le taux de référence visé à l’article 161 ne peut pas être inférieur à 3 p.c.”;

2° le paragraphe est complété par un alinéa rédigé comme suit :

“L’exception à la majoration prévue à l’article 163 n’est pas applicable.”.

Art. 58. A l’article 219 du même Code, remplacé par la loi-programme du 19 décembre 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l’alinéa 2, les mots “ou que les bénéficiaires dissimulés sont réintégrés dans la comptabilité, comme prévu à l’alinéa 4, auxquels cas le taux est fixé à 50 p.c.” sont remplacés par les mots “, auquel cas le taux est fixé à 50 p.c.”;

2° l’alinéa 4 est abrogé.

Art. 59. Dans le titre III, chapitre III, section II, du même Code, il est inséré un article 219quinquies rédigé comme suit :

“Art. 219quinquies. § 1^{er}. Une cotisation distincte est établie dans le chef de la société qui n’alloue pas au moins à un de ses dirigeants d’entreprise visés à l’article 32, à charge du résultat de la période imposable une rémunération minimale visée au paragraphe 2.

Cette cotisation distincte est indépendante de, et est, le cas échéant, complémentaire à d’autres impositions qui sont dues en vertu d’autres dispositions du présent Code ou, le cas échéant, dans le cadre de la mise en œuvre de dispositions légales particulières.

§ 2. La base de la cotisation distincte est constituée de la différence positive entre, d’une part, le montant minimal requis de rémunération visé à l’article 215, alinéa 3, 4°, et d’autre part, la plus grande rémunération attribuée par la société à un de ses dirigeants d’entreprise.

§ 3. Le taux de la cotisation distincte est fixé à 5 p.c.

§ 4. La cotisation distincte est le produit de la base de la cotisation distincte, visée au paragraphe 2, multiplié par le taux visé au paragraphe 3.

4° de la détermination visée à l’alinéa 1^{er} est abrogé;

5° de la détermination visée à l’alinéa 1^{er} est abrogé.

Art. 56. In titel III, hoofdstuk III, afdeling I, onderafdeling II, van hetzelfde Wetboek, wordt een artikel 217/1 ingevoegd, luidende :

“Art. 217/1. § 1. Het tarief van de vennootschapsbelasting is evenwel gelijk aan het in het derde lid bedoelde percentage wat betreft :

- het gedeelte van de in de artikelen 44bis, 44ter en 47 van dit Wetboek en in artikel 122, § 2, van de programmawet van 2 augustus 2002 bedoelde vrijgestelde meerwaarden dat krachtens artikel 190, vierde lid, belastbaar is geworden alvorens te worden herbelegd voor een bedrag en op de wijze als respectievelijk bedoeld in de artikelen 44bis, 44ter en 47 van dit Wetboek en in artikel 122, §§ 2 tot 4, van de programmawet van 2 augustus 2002;

- het gedeelte van de vrijgestelde meerwaarden dat krachtens artikel 44bis, § 5, 44ter, § 5, of 47, § 6, van dit Wetboek of artikel 122, § 6, van de programmawet van 2 augustus 2002, belastbaar is geworden;

- het gedeelte van de in artikel 48 bedoelde vrijgestelde voorzieningen dat is teruggenomen;

- het gedeelte van de in artikel 194quater bedoelde investeringsreserve dat krachtens artikel 190, vierde lid, alvorens te worden herbelegd voor een bedrag en op de wijze bedoeld in artikel 194quater, § 3, of krachtens artikel 194quater, § 4, belastbaar is geworden.

Het eerste lid is slechts van toepassing indien de vrijgestelde reserve of de voorziening waarop het in het eerste lid bedoelde belastbaar feit betrekking heeft, is aangelegd in een belastbaar tijdperk dat ten vroegste op 1 januari 2017 en ten laatste op 30 december 2020 afsluit.

Het in het eerste lid vermelde tarief wordt bepaald op 33,99 pct. of 29,58 pct., naargelang het in het eerste lid bedoelde belastbare feit respectievelijk betrekking heeft op een vrijgestelde reserve of voorziening aangelegd in een belastbaar tijdperk verbonden aan de aanslagjaren 2018 en vorige, of aan de aanslagjaren 2019 en volgende.

In geval van terugname van een voorziening worden de oudste bedragen van de voorziening geacht eerst te zijn teruggenomen.”.

Art. 57. In artikel 218, § 1, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 24 december 2002 en gewijzigd bij de wetten van 30 juli 2013 en 1 december 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° tussen het eerste en het tweede lid, dat het derde lid wordt, wordt een lid ingevoegd, luidende :

“Voor de toepassing van dit artikel mag de in artikel 161 bedoelde basisrentevoet niet lager zijn dan 3 pct.”;

2° de paragraaf wordt aangevuld met een lid, luidende :

“De bij artikel 163 bepaalde uitzondering op de vermeerdering is niet van toepassing.”.

Art. 58. In artikel 219 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de programmawet van 19 december 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid worden de woorden “of dat de verdoken meerwinsten terug zijn opgenomen in de boekhouding, als bedoeld in het vierde lid, in welke gevallen de aanslag gelijk is aan 50 pct.” vervangen door de woorden “, in welk geval de aanslag gelijk is aan 50 pct.”;

2° het vierde lid wordt opgeheven.

Art. 59. In titel III, hoofdstuk III, afdeling II, van hetzelfde Wetboek, wordt een artikel 219quinquies ingevoegd, luidende :

“Art. 219quinquies. § 1. Er wordt een afzonderlijke aanslag gevestigd in hoofde van de vennootschap die ten laste van het resultaat van het belastbaar tijdperk niet aan ten minste een van haar in artikel 32 bedoelde bedrijfsleiders een in paragraaf 2 bedoelde minimumbezoldiging heeft toegekend.

Deze afzonderlijke aanslag staat los van, en komt in voorkomend geval bovenop andere aanslagen die overeenkomstig andere bepalingen van dit Wetboek of in voorkomend geval in invoering van bijzondere wetsbepalingen verschuldigd zijn.

§ 2. De basis van de afzonderlijke aanslag wordt gevormd door het positieve verschil tussen het in artikel 215, derde lid, 4°, bedoelde minimumbedrag van de bezoldiging enerzijds en de hoogste bezoldiging door de vennootschap aan een van haar bedrijfsleiders toegekend, anderzijds.

§ 3. Het tarief van de afzonderlijke aanslag bedraagt 5 pct.

§ 4. De afzonderlijke aanslag is het resultaat van de in paragraaf 2 bedoelde basis van de afzonderlijke aanslag, vermenigvuldigd met het in paragraaf 3 bedoelde tarief.

§ 5. Dans le chef d'une société qui, sur la base de l'article 15, §§ 1^{er} à 6, du Code des sociétés, est considérée comme une petite société, le présent article ne s'applique pas pendant les quatre premières périodes imposables à partir de sa constitution telle que visée à l'article 145²⁶, § 1^{er}, alinéas 3 et 4.

§ 6. Dans le chef de sociétés liées dans le sens de l'article 11 du Code des sociétés dont au moins la moitié des dirigeants d'entreprise sont les mêmes personnes dans chacune des sociétés concernées, l'ensemble des rémunérations versées par ces sociétés liées à une de ces mêmes personnes peut être pris en considération cumulativement pour l'application du présent article. Le total du montant de rémunération minimale visé à l'article 215, alinéa 3, 4^o, est dans ce cas porté à 75 000 euros.

La cotisation distincte est dans le cas visé à l'alinéa 1^{er} payable par la société qui a le résultat imposable le plus élevé, parmi les sociétés liées visées qui ne remplissent pas la condition de rémunération visée à l'article 215, alinéa 3, 4^o.

Art. 60. Dans l'article 219quinquies, § 3, du même Code, inséré par l'article 59 de la présente loi, les mots "5 p.c." sont remplacés par les mots "10 p.c."

Art. 61. A l'article 229 du même Code, modifié par les lois des 28 juillet 1992, 11 décembre 2008, 22 décembre 2009, 14 avril 2011, 13 décembre 2012 et 9 février 2017, les modifications suivantes sont apportées :

1^o le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

"Constitue également un établissement belge, l'agent ou autre intermédiaire qui agit en Belgique pour le compte d'une entreprise étrangère alors même que cette personne ne dispose pas de pouvoirs lui permettant de conclure des contrats au nom de cette entreprise.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, il n'y a pas d'établissement belge si la personne qui agit pour le compte de l'entreprise étrangère exerce en Belgique une activité en tant qu'intermédiaire de commerce autonome et agit pour cette entreprise dans le cadre normal de cette activité. Une personne qui agit exclusivement ou presque exclusivement pour le compte d'une ou plusieurs entreprises auxquelles elle est étroitement liée n'est pas considérée comme un intermédiaire de commerce autonome.

Pour l'application de l'alinéa 2, une personne est considérée comme étroitement liée à une entreprise si, compte tenu de l'ensemble des faits et circonstances pertinents, l'une contrôle l'autre ou toutes deux sont sous le contrôle des mêmes personnes ou entreprises. Dans tous les cas, une personne est considérée comme étroitement liée à une entreprise si l'une détient directement ou indirectement plus de 50 p.c. des droits ou participations effectifs dans l'autre, ou, dans le cas d'une société, plus de 50 p.c. du total des droits de vote et de la valeur des actions ou parts de la société ou des droits ou participations effectifs dans les capitaux propres de la société, ou si une autre personne ou entreprise détient directement ou indirectement plus de 50 p.c. des droits ou participations effectifs, ou, dans le cas d'une société, plus de 50 p.c. du total des droits de vote et de la valeur des actions ou parts de la société ou des droits ou participations effectifs dans les capitaux propres de la société, dans la personne et l'entreprise."

2^o l'article est complété par un paragraphe 5, rédigé comme suit :

"§ 5. En ce qui concerne les contribuables visés à l'article 227, 2^o, dans le cas d'un transfert visé à l'alinéa 2 d'un ou plusieurs éléments situés à l'étranger, les plus-values et les moins-values réalisées ultérieurement, les amortissements et les réductions de valeur qui concernent ces actifs sont déterminés sur la base de la valeur réelle qu'ils ont au moment de l'opération.

Le champ d'application de l'alinéa 1^{er} s'étend aux opérations suivantes :

1^o le transfert d'un ou de plusieurs éléments de l'actif du siège social, du principal établissement ou du siège de direction ou d'administration d'une société étrangère à un établissement belge;

2^o le transfert d'un ou de plusieurs éléments de l'actif d'un établissement étranger à un établissement belge, pour autant que cet établissement étranger et cet établissement belge fassent partie de la même société étrangère;

3^o le transfert d'un ou de plusieurs éléments de l'actif qui restent affectés à un établissement étranger d'une société étrangère dans l'éventualité où cet établissement est transféré en Belgique et par conséquent est considéré comme un établissement belge.

§ 5. Ten name van een vennootschap die op grond van artikel 15, §§ 1 tot 6, van het Wetboek van vennootschappen als kleine vennootschap wordt aangemerkt, is dit artikel niet van toepassing gedurende de eerste vier belastbare tijdperken vanaf haar oprichting zoals bedoeld in artikel 14526, § 1, derde en vierde lid.

§ 6. Ten name van verbonden vennootschappen in de zin van artikel 11 van het Wetboek van vennootschappen waarvan minstens de helft van de bedrijfsleiders dezelfde personen zijn in ieder van de betrokken vennootschappen, kan voor de toepassing van dit artikel het totaal van de door deze vennootschappen aan een van diezelfde personen gestorte bezoldigingen gezamenlijk in aanmerking worden genomen. Het totaal van het in artikel 215, derde lid, 4^o, bedoelde bedrag van de minimum bezoldiging wordt in dat geval op 75 000 euro gebracht.

De afzonderlijke aanslag is in het geval bedoeld in het eerste lid verschuldigd door de vennootschap met het hoogste belastbaar resultaat, onder de bedoelde verbonden vennootschappen die niet voldoen aan de bezoldigingsvoorwaarde bedoeld in artikel 215, derde lid, 4^o.

Art. 60. In artikel 219quinquies, § 3, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij artikel 59 van deze wet, worden de woorden "5 pct." vervangen door de woorden "10 pct."

Art. 61. In artikel 229 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 28 juli 1992, 11 december 2008, 22 december 2009, 14 april 2011, 13 december 2012 en 9 februari 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o paragraaf 2 wordt vervangen als volgt :

"Een Belgische inrichting is eveneens de vertegenwoordiger of andere tussenpersoon die in België optreedt voor een buitenlandse onderneming, zelfs wanneer die persoon geen machtiging bezit om namens die onderneming overeenkomsten te sluiten.

In afwijking van het eerste lid is er geen sprake van een Belgische inrichting indien de persoon die voor de buitenlandse onderneming optreedt, in België een bedrijf uitoefent als een onafhankelijke tussenhandelaar en voor de onderneming in de normale uitoefening van dat bedrijf optreedt. Een persoon die uitsluitend of bijna uitsluitend optreedt voor een of meer ondernemingen waarmee hij nauw verbonden is, wordt niet geacht een onafhankelijke tussenhandelaar te zijn.

Voor de toepassing van het tweede lid wordt een persoon geacht nauw verbonden te zijn met een onderneming indien uit alle relevante feiten en omstandigheden blijkt dat de ene zeggenschap heeft in de andere of dat ze beiden onder zeggenschap staan van dezelfde personen of ondernemingen. In alle gevallen wordt een persoon geacht nauw verbonden te zijn met een onderneming indien de ene rechtstreeks of onrechtstreeks meer dan 50 pct. bezit van het uiteindelijk belang in de andere persoon, of, in het geval van een vennootschap, meer dan 50 pct. bezit van het totale aantal stemmen en de waarde van de aandelen van de vennootschap of van het uiteindelijk belang in het vermogen van de vennootschap, of indien een andere persoon rechtstreeks of onrechtstreeks meer dan 50 pct. bezit van het uiteindelijk belang, of, in het geval van een vennootschap, meer dan 50 pct. bezit van het totale aantal stemmen en de waarde van de aandelen van de vennootschap of van het uiteindelijk belang in het vermogen van de vennootschap, in de persoon en in de onderneming."

2^o het artikel wordt aangevuld met een paragraaf 5, luidende :

"§ 5. Wat de in artikel 227, 2^o, bedoelde belastingplichtigen betreft, worden in het geval van een in het tweede lid bedoelde overdracht van een of meerdere in het buitenland gelegen bestanddelen, de later gerealiseerde meerwaarden, minderwaarden, afschrijvingen en waardeverminderingen wat deze activa betreft, vastgesteld uitgaande van de werkelijke waarde die zij hebben op het ogenblik van de verrichting.

Het toepassingsgebied van het eerste lid strekt zich uit tot de volgende verrichtingen :

1^o de overdracht van een of meerdere bestanddelen van het actief van de maatschappelijke zetel, de voornaamste inrichting of de zetel van bestuur of beheer van een buitenlandse vennootschap naar een Belgische inrichting;

2^o de overdracht van een of meerdere bestanddelen van het actief van een buitenlandse inrichting naar een Belgische inrichting, voor zover deze buitenlandse inrichting en deze Belgische inrichting deel uitmaken van dezelfde buitenlandse vennootschap;

3^o de overdracht van een of meerdere bestanddelen van het actief die blijvend worden aangewend door een buitenlandse inrichting van een buitenlandse vennootschap in het geval deze inrichting naar België wordt verplaatst en ten gevolge hiervan wordt beschouwd als een Belgische inrichting.

Lorsque, suite à une opération visée à l'alinéa 2, les valeurs de ces éléments ont été déterminées par un Etat où ces éléments étaient situés au moment de l'opération, et que les plus-values non réalisées sur ces éléments à la suite de ces opérations sont effectivement reprises dans la base imposable par cet Etat, la valeur déterminée par cet Etat est censée correspondre à leur valeur réelle, à moins qu'il ne soit démontré que la valeur déterminée par cet Etat est supérieure à la valeur réelle.

L'alinéa 3 est uniquement applicable aux éléments qui étaient situés avant l'opération dans un Etat avec lequel la Belgique a conclu un accord ou une convention, ou est partie avec la Belgique à la conclusion d'un autre instrument juridique bilatéral ou multilatéral, à la condition que cette convention, cet accord ou cet instrument juridique permette l'échange d'informations en vue de l'application du droit interne des Etats contractants.

Lorsque l'alinéa 3 n'est pas applicable :

- la valeur réelle est censée correspondre à la valeur d'investissement ou de revient de ces éléments diminuée des réductions de valeur et des amortissements qui sont actés conformément aux dispositions du présent Code, à moins que la valeur réelle des éléments visés à l'alinéa 1^{er}, puisse être démontrée;

- par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les amortissements relatifs aux éléments situés à l'étranger jusqu'au moment de l'opération ne sont toutefois pris en considération que dans la mesure où ils sont basés sur la valeur d'investissement ou de revient;

- par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les moins-values réalisées ultérieurement ou les réductions de valeur sur ces éléments sont déterminées sur la base de la valeur d'investissement ou de revient de ces éléments, diminuée des réductions de valeur et des amortissements qui sont actés conformément aux dispositions du présent Code."

Art. 62. Dans l'article 231, § 1^{er}, 3^o, du même Code, modifié par la loi du 28 juillet 1992, les mots "non visée à l'article 228, § 2, 3^o, b," et les mots "d'opérations traitées à l'intervention d'un représentant qui se borne à y recueillir les ordres de la clientèle et à les lui transmettre sans l'engager, ou" sont abrogés.

Art. 63. A l'article 234, alinéa 1^{er}, du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 25 décembre 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au 6^o les mots "alinéas 1^{er} à 9" sont remplacés par les mots "alinéas 1^{er} à 12";

2^o au 7^o les mots "alinéas 1^{er} à 9" sont remplacés par les mots "alinéas 1^{er} à 12".

Art. 64. Dans l'article 235, 2^o, du même Code, modifié par les lois des 21 juin 2004, 8 juin 2008 et 22 décembre 2008, les mots "aux articles 183, 185, § 2, 185^{ter}, 185^{quater} et 190 à 208;" sont remplacés par les mots "aux articles 183, 185, § 2, 185^{quater} et 190 à 208;"

Art. 65. L'article 239 du même Code est abrogé.

Art. 66. Dans l'article 239/1 du même Code, inséré par la loi du 3 août 2016, les mots "4 et 5" sont remplacés par les mots "9 et 10".

Art. 67. A l'article 246, alinéa 1^{er}, du même Code, modifié par les lois des 30 mars 1994, 30 janvier 1996, 22 décembre 1998, 4 mai 1999, 27 décembre 2006, 11 mai 2007, 29 mars 2012, 30 juillet 2013 et 16 décembre 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au 1^o, les mots "et 217" sont remplacés par les mots ", 217 et 217/1";

Indien de waarde van deze bestanddelen naar aanleiding van een in het tweede lid bedoelde verrichting werden vastgesteld door de Staat waar deze bestanddelen op het ogenblik van de verrichting waren gelegen, en de niet gerealiseerde meerwaarde op deze bestanddelen ten gevolge van deze verrichtingen daadwerkelijk door deze Staat in de belastinggrondslag worden opgenomen, wordt de door deze Staat vastgestelde waarde vermoed overeen te stemmen met de werkelijke waarde ervan, tenzij kan worden aangetoond dat de door deze Staat vastgestelde waarde hoger is dan de werkelijke waarde.

Het derde lid is enkel van toepassing voor wat de bestanddelen betreft die voor de verrichting gelegen waren in een Staat waarmee België een akkoord of overeenkomst heeft gesloten of die met België deelneemt aan een ander bilateraal of multilateraal gesloten juridisch instrument, op voorwaarde dat deze overeenkomst, dit akkoord of dit juridisch instrument de uitwisseling van inlichtingen mogelijk maakt met het oog op de toepassing van het interne recht van de overeenkomst sluitende Staten.

Indien het derde lid niet van toepassing is :

- wordt de werkelijke waarde vermoed overeen te stemmen met de aanschaffings- of beleggingswaarde verminderd met de waardeverminderingen en afschrijvingen die zich overeenkomstig de bepalingen van dit Wetboek hebben voorgedaan van die bestanddelen, tenzij de werkelijke waarde van de in het eerste lid bedoelde bestanddelen kan worden aangetoond;

- worden, in afwijking van het eerste lid, de afschrijvingen met betrekking tot de op het moment van de verrichting in het buitenland gelegen bestanddelen evenwel slechts in aanmerking genomen in de mate dat zij zijn gegrond op de aanschaffings- of beleggingswaarde;

- worden, in afwijking van het eerste lid, de later gerealiseerde minderwaarden of waardeverminderingen op deze bestanddelen vastgesteld uitgaande van de aanschaffings- of beleggingswaarde ervan verminderd met de waardeverminderingen en afschrijvingen die zich overeenkomstig de bepalingen van dit Wetboek hebben voorgedaan."

Art. 62. In artikel 231, § 1, 3^o, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 28 juli 1992; worden de woorden "niet in artikel 228, § 2, 3^o, b, vermeld" en de woorden "uit verrichtingen door bemiddeling van een vertegenwoordiger die er enkel de bestellingen van de cliënteel inzamelt en ze aan de onderneming doet toekomen zonder deze te verbinden, of" opgeheven.

Art. 63. In artikel 234, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 25 december 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in de bepaling onder 6^o worden de woorden "eerste tot negende lid" vervangen door de woorden "eerste tot twaalfde lid";

2^o in de bepaling onder 7^o worden de woorden "eerste tot negende lid" vervangen door de woorden "eerste tot twaalfde lid".

Art. 64. In artikel 235, 2^o, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 21 juni 2004, 8 juni 2008 en 22 december 2008, worden de woorden "in de artikelen 183, 185, § 2, 185^{ter}, 185^{quater} en 190 tot 208;" vervangen door de woorden "in de artikelen 183, 185, § 2, 185^{quater} en 190 tot 208;"

Art. 65. Artikel 239 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 66. In artikel 239/1 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 3 augustus 2016, worden de woorden "vierde en vijfde" vervangen door de woorden "negende en tiende".

Art. 67. In artikel 246, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 30 maart 1994, 30 januari 1996, 22 december 1998, 4 mei 1999, 27 december 2006, 11 mei 2007, 29 maart 2012, 30 juli 2013 en 16 december 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in de bepaling onder 1^o, worden de woorden "en 217" vervangen door de woorden ", 217 en 217/1";

2° au 2°, les mots "ou que les bénéficiaires dissimulés sont réintégrés dans la comptabilité, comme prévu à l'article 219, alinéa 4, auxquels cas" sont remplacés par les mots "auquel cas".

Art. 68. A l'article 264 du même Code, modifié par les lois des 6 juillet 1994, 24 décembre 2002, 27 décembre 2004 et 22 décembre 2009 et par l'arrêté royal du 3 mars 2011, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er}, 3°, est complété par un c, rédigé comme suit :

"c) aux bénéficiaires qui ont été antérieurement taxés à concurrence des montants visés à l'article 18, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2° et 2°bis, qui ont été imputés sur les bénéficiaires réservés conformément aux alinéas 2 à 6 du même article."

2° entre l'alinéa 1^{er} et l'alinéa 2, qui devient l'alinéa 4, deux alinéas sont insérés, rédigés comme suit :

"L'alinéa 1^{er}, 3°, c, n'est pas applicable aux sommes visées à l'article 18, alinéa 1^{er}, 2°ter."

Pour l'application de l'exemption visée à l'alinéa 1^{er}, 3°, c, les prélèvements sur les bénéficiaires réservés sont censés provenir par priorité des bénéficiaires réservés qui n'ont pas fait l'objet d'une telle imputation."

Art. 69. Dans le titre VI, chapitre I, section III, sous-section II, du même Code, il est inséré un article 264/1 rédigé comme suit :

"Art. 264/1. § 1^{er}. Le précompte mobilier n'est pas dû sur les dividendes visés à l'article 202, § 1^{er}, 1° et 2°, dont le débiteur est une société belge et dont le bénéficiaire est une société qui est établie dans un Etat membre de l'Espace économique européen autre que la Belgique ou dans un Etat avec lequel la Belgique a conclu une convention préventive de la double imposition, à condition que cette convention ou un quelconque autre accord prévoit l'échange de renseignements nécessaires pour appliquer les dispositions de la législation nationale des Etats contractants.

Toutefois, le présent article est seulement applicable lorsque, à la date d'attribution ou de mise en paiement de dividendes visés à l'alinéa 1^{er}, le bénéficiaire détient dans le capital du débiteur une participation de moins de 10 p.c. dont la valeur d'investissement atteint au moins 2 500 000 euros et cette participation est ou a été conservée pendant une période ininterrompue d'au moins un an.

Le présent article s'applique uniquement dans la mesure où le précompte mobilier qui serait dû si l'exonération prévue dans le présent article n'existait pas, ne pourrait être imputé ni remboursé dans le chef du bénéficiaire.

Le présent article est seulement applicable lorsque le débiteur et le bénéficiaire sont des sociétés qui :

- revêtent une des formes énumérées à l'annexe I, partie A, de la directive du Conseil du 30 novembre 2011 (2011/96/UE) concernant le régime fiscal commun applicable aux sociétés mères et filiales d'Etats membres différents, modifiée par la directive du Conseil du 8 juillet 2014 (2014/86/UE) ou une forme analogue aux formes qui sont énumérées dans cette annexe et qui est soumise au droit d'un autre Etat membre de l'Espace économique européen ou au droit d'un Etat avec lequel la Belgique a conclu une convention préventive de la double imposition;

- sont assujetties à l'impôt des sociétés ou à un impôt analogue à l'impôt des sociétés sans bénéficiaire d'un régime fiscal exorbitant du droit commun.

§ 2. L'exemption est subordonnée à la condition que le débiteur des dividendes est en possession d'une attestation par laquelle il est certifié :

1° que le bénéficiaire revêt une des formes énumérées à l'annexe I, partie A, de la directive du Conseil du 30 novembre 2011 (2011/96/UE) concernant le régime fiscal commun applicable aux sociétés mères et filiales d'Etats membres différents, modifiée par la directive du Conseil du 8 juillet 2014 (2014/86/UE) ou une forme analogue aux formes qui sont énumérées dans cette annexe et qui est soumise au droit d'un autre Etat membre de l'Espace économique européen ou au droit d'un Etat avec lequel la Belgique a conclu une convention préventive de la double imposition;

2° que le bénéficiaire est soumis à l'impôt des sociétés ou à un impôt analogue à l'impôt des sociétés sans bénéficiaire d'un régime fiscal exorbitant du droit commun;

2° in de bepaling onder 2°, worden de woorden "of dat de verdoken meerwinsten terug zijn opgenomen in de boekhouding overeenkomstig artikel 219, vierde lid, in welke gevallen" vervangen door de woorden "in welk geval".

Art. 68. In artikel 264 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 6 juli 1994, 24 december 2002, 27 december 2004 en 22 december 2009 en bij het koninklijk besluit van 3 maart 2011, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid, 3°, wordt aangevuld met een bepaling onder c, luidende :

"c) aan de winst die voorheen werd belast ten belope van de in artikel 18, § 1, eerste lid, 2° en 2°bis, bedoelde bedragen, die overeenkomstig het tweede tot zesde lid van hetzelfde artikel op de gereserveerde winst werden aangerekend."

2° tussen het eerste lid en het tweede lid, dat het vierde lid wordt, worden twee leden ingevoegd, luidende :

"Het eerste lid, 3°, c, is niet van toepassing op de in artikel 18, eerste lid, 2°ter, bedoelde bedragen.

Voor de toepassing van de in het eerste lid, 3°, c, bedoelde vrijstelling worden de opnemingen van gereserveerde winsten geacht bij voorrang voort te komen uit de gereserveerde winsten die niet het onderwerp hebben uitgemaakt van zulke aanrekening."

Art. 69. In titel VI, hoofdstuk I, afdeling III, onderafdeling II, van hetzelfde Wetboek, wordt een artikel 264/1 ingevoegd, luidende :

"Art. 264/1. § 1. De roerende voorheffing is niet verschuldigd op de in artikel 202, § 1, 1° en 2°, bedoelde dividenddelen waarvan de schuldenaar een Belgische vennootschap is en waarvan de verkrijger een vennootschap is die gevestigd is in een andere lidstaat van de Europese Economische Ruimte dan België of in een Staat waarmee België een overeenkomst ter voorkoming van dubbele belasting heeft gesloten, op voorwaarde dat deze overeenkomst of enig ander verdrag in de uitwisseling van inlichtingen voorziet die nodig zijn om uitvoering te geven aan de bepalingen van de nationale wetten van de overeenkomstsluitende Staten.

Dit artikel is evenwel slechts van toepassing indien op de datum van toekenning of betaalbaarstelling van de in het eerste lid bedoelde dividenddelen de verkrijger in het kapitaal van de schuldenaar een deelneming van minder dan 10 pct. bezit waarvan de aanschaffingswaarde ten minste 2 500 000 euro bedraagt en deze deelneming gedurende een ononderbroken periode van ten minste één jaar in volle eigendom wordt of werd behouden.

Dit artikel is slechts van toepassing in de mate dat de roerende voorheffing, die verschuldigd zou zijn in het geval de bij dit artikel bepaalde vrijstelling niet zou bestaan, niet zou kunnen worden verrekend noch worden terugbetaald in hoofde van de verkrijger.

Dit artikel is slechts van toepassing indien de schuldenaar en de verkrijger vennootschappen zijn die :

- een rechtsvorm hebben die in de bijlage I, deel A, van de richtlijn van de Raad van 30 november 2011 (2011/96/EU) betreffende de gemeenschappelijke fiscale regeling voor moedermaatschappijen en dochter-ondernemingen uit verschillende lidstaten, gewijzigd door de richtlijn van de Raad van 8 juli 2014 (2014/86/EU) wordt genoemd of een rechtsvorm hebben die vergelijkbaar is met de rechtsvormen die zijn genoemd in die bijlage en die wordt beheerst door het recht van een andere lidstaat van de Europese Economische Ruimte of door het recht van een Staat waarmee België een overeenkomst ter voorkoming van dubbele belasting heeft gesloten;

- zijn onderworpen aan de vennootschapsbelasting of aan een gelijksoortige belasting als de vennootschapsbelasting zonder te genieten van een belastingstelsel dat afwijkt van het gemeen recht.

§ 2. De vrijstelling wordt slechts toegestaan indien de schuldenaar van de dividenddelen in het bezit is van een attest dat bevestigt :

1° dat de verkrijger een rechtsvorm heeft die in de bijlage I, deel A, van de richtlijn van de Raad van 30 november 2011 (2011/96/EU) betreffende de gemeenschappelijke fiscale regeling voor moedermaatschappijen en dochter-ondernemingen uit verschillende lidstaten, gewijzigd door de richtlijn van de Raad van 8 juli 2014 (2014/86/EU) wordt genoemd of een rechtsvorm heeft die vergelijkbaar is met de rechtsvorm die zijn genoemd in die bijlage en die wordt beheerst door het recht van een andere lidstaat van de Europese Economische Ruimte of door het recht van een Staat waarmee België een overeenkomst ter voorkoming van dubbele belasting heeft gesloten;

2° dat de verkrijger onderworpen is aan de vennootschapsbelasting of aan een gelijksoortige belasting als de vennootschapsbelasting zonder te genieten van een belastingstelsel dat afwijkt van het gemeen recht;

3° que le bénéficiaire détient dans le capital du débiteur une participation de moins de 10 p.c. dont la valeur d'investissement atteint au moins 2 500 000 euros;

4° que les dividendes se rapportent à des actions ou parts qui sont ou ont été détenues en pleine propriété pendant une période ininterrompue d'au moins un an;

5° dans quelle mesure, pour la société bénéficiaire, le précompte mobilier qui serait dû si l'exonération prévue dans le présent article n'existait pas est en principe imputable ou remboursable, sur la base des dispositions légales en vigueur au 31 décembre de l'année précédant l'attribution ou la mise en paiement du dividende visé au paragraphe § 1^{er}, alinéa 1^{er};

6° la dénomination complète, la forme juridique, l'adresse et le cas échéant le numéro d'identification de la société bénéficiaire.

Art. 70. L'article 269/1 du même Code, inséré par la loi du 18 décembre 2015 et modifié par la loi du 3 août 2016, est abrogé.

Art. 71. A l'article 275³ du même Code, inséré par la loi du 23 décembre 2005 et modifié par les lois des 27 décembre 2006, 25 avril 2007, 8 juin 2008, 24 juillet 2008, 27 mars 2009, 21 décembre 2009, 17 juin 2013, 21 décembre 2013 et 18 décembre 2015, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 3, 3°, les mots "au § 2" sont remplacés par les mots "au § 2, 1° ou 2°";

2° dans le paragraphe 1^{er}, entre l'alinéa 5 et l'alinéa 6, qui devient l'alinéa 9, trois alinéas sont insérés, rédigés comme suit :

"Une même dispense de versement du précompte professionnel est accordée à concurrence de 40 p.c. de ce précompte professionnel aux entreprises qui paient ou attribuent des rémunérations à des chercheurs qui sont engagés dans des projets ou programmes de recherche ou de développement et qui ont un diplôme visé au § 2, 3° ou 4°.

Le montant total de la dispense de versement du précompte professionnel accordé aux entreprises qui paient ou attribuent des rémunérations à des chercheurs qui sont engagés dans des projets ou programmes de recherche ou de développement et qui ont un diplôme visé au § 2, 3° ou 4°, est limité à 25 p.c. du montant total de la dispense de versement du précompte professionnel accordé aux entreprises qui paient ou attribuent des rémunérations à des chercheurs qui sont engagés dans des projets ou programmes de recherche ou de développement et qui ont un diplôme visé au § 2, 1° ou 2°.

Le pourcentage de la limite visée à l'alinéa 7 sera toutefois doublé pour les sociétés qui, sur la base de l'article 15, §§ 1^{er} à 6, du Code des sociétés, sont considérées comme des petites sociétés pour l'exercice d'imposition afférent à la période imposable au cours de laquelle les rémunérations sont payées."

3° dans le paragraphe 1^{er}, l'alinéa 6, inséré par le 2°, est abrogé;

4° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 6, devenu l'alinéa 9 au quatrième tiret, les mots "à l'alinéa 3, 3°." sont remplacés par les mots "aux alinéas 3, 3°, et 6.";

5° dans la phrase liminaire du paragraphe 2, les mots "visés au § 1^{er}, alinéa 3, 3°," sont remplacés par les mots "visés au § 1^{er}, alinéa 3, 3°, et alinéa 6,";

6° dans le paragraphe 2, 2°, le a), est remplacé par ce qui suit :

"a) pour la Communauté flamande :

- des sciences;
- des sciences appliquées;

3° dat de verkrijger in het kapitaal van de schuldenaar een deelneming van minder dan 10 pct. bezit waarvan de aanschaffingswaarde ten minste 2 500 000 euro bedraagt;

4° dat de dividenden betrekking hebben op aandelen die gedurende een ononderbroken periode van ten minste één jaar in volle eigendom worden of werden behouden;

5° in welke mate, voor de verkrijgende vennootschap, de roerende voorheffing, die verschuldigd zou zijn in het geval de bij dit artikel bepaalde vrijstelling niet zou bestaan, in beginsel verrekenbaar of terugbetaalbaar is op grond van de wettelijke bepalingen die gelden op 31 december van het jaar voorafgaand aan de toekenning of betaalbaarheid van het in paragraaf 1, eerste lid, bedoelde dividende;

6° wat de volledige naam, de rechtsvorm, het adres en in voorkomend geval het fiscaal identificatienummer van de verkrijgende vennootschap is.

Art. 70. Artikel 269/1 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 18 december 2015 en gewijzigd bij de wet van 3 augustus 2016, wordt opgeheven.

Art. 71. In artikel 275³ van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 23 december 2005 en gewijzigd bij de wetten van 27 december 2006, 25 april 2007, 8 juni 2008, 24 juli 2008, 27 maart 2009, 21 december 2009, 17 juni 2013, 21 december 2013 en 18 december 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, derde lid, worden in de bepaling onder 3°, de woorden "in § 2," vervangen door de woorden "in § 2, 1° of 2°,";

2° in paragraaf 1, worden tussen het vijfde en het zesde lid, dat het negende lid wordt, drie leden ingevoegd, luidende :

"Eenzelfde vrijstelling van storting van de bedrijfsvoorheffing ten belope van 40 pct. van die bedrijfsvoorheffing wordt toegekend aan ondernemingen die bezoldigingen uitbetalen of toekennen aan onderzoekers die zijn tewerkgesteld in onderzoeks- of ontwikkelingsprojecten of -programma's en die een in § 2, 3° of 4°, bedoeld diploma hebben.

Het totale bedrag van de vrijstelling van storting van de bedrijfsvoorheffing die toegekend wordt aan de ondernemingen die bezoldigingen uitbetalen of toekennen aan onderzoekers die zijn tewerkgesteld in onderzoeks- of ontwikkelingsprojecten of -programma's en die een in § 2, 3° of 4°, bedoeld diploma hebben, is evenwel beperkt tot 25 pct. van het totale bedrag van de vrijstelling van storting van de bedrijfsvoorheffing voor de ondernemingen die bezoldigingen uitbetalen of toekennen aan onderzoekers die zijn tewerkgesteld in onderzoeks- of ontwikkelingsprojecten of -programma's en die een in § 2, 1° of 2°, bedoeld diploma hebben.

Het percentage van de in het zevende lid bedoelde beperking wordt evenwel verdubbeld voor de vennootschappen die op grond van artikel 15, §§ 1 tot 6, van het Wetboek van vennootschappen als kleine vennootschappen worden aangemerkt voor het aanslagjaar dat verbonden is aan het belastbaar tijdperk waarin de bezoldigingen zijn betaald."

3° in paragraaf 1 wordt het zesde lid, dat door het 2° is ingevoegd, opgeheven;

4° in paragraaf 1, zesde lid, dat het negende lid wordt, worden in de bepaling onder het vierde streepje de woorden "in het derde lid, 3°," vervangen door de woorden "in het derde lid, 3°, en zesde lid,";

5° in de inleidende zin van paragraaf 2, worden de woorden "in § 1, derde lid, 3°," vervangen door de woorden "in § 1, derde lid, 3°, en zesde lid,";

6° in paragraaf 2, 2°, wordt de bepaling onder a), vervangen als volgt :

"a) voor de Vlaamse gemeenschap :

- wetenschappen;
- toegepaste wetenschappen;

- des sciences biologiques appliquées;
- de la médecine;
- de la médecine vétérinaire;
- des sciences pharmaceutiques;
- des sciences biomédicales;
- des sciences industrielles et de la technologie;
- des sciences nautiques;
- de la biotechnique;
- de l'architecture;
- du développement de produits;”;

7° le paragraphe 2 est complété par les 3° et 4° rédigés comme suit :

”3° soit, un diplôme de bachelier de transition ou équivalent dans les domaines ou les combinaisons de domaines visés au 2°;

4° soit, un diplôme de bachelier professionnalisant ou équivalent dans les domaines ou les combinaisons de domaines :

a) pour la Communauté flamande :

- de la biotechnique;
- de soins de santé;
- des sciences industrielles et de la technologie;
- des sciences nautiques;
- des sciences commerciales et de gestion d'entreprise, limité aux formations qui visent principalement l'informatique et l'innovation;

b) pour la Communauté française :

- du paramédical;
- des techniques, limité aux formations qui visent principalement la biotechnique, les sciences industrielles, la technologie, les sciences nautiques, le développement de produits et l'informatique.”;

8° l'article est complété par un paragraphe 4 rédigé comme suit :

”§ 4. Le Roi peut déterminer les conditions et la manière dont les institutions scientifiques visées au § 1^{er}, alinéa 2, sont reconnues.”.

Art. 72. Dans l'article 289^{quater}, alinéa 2, du même Code, inséré par la loi du 23 décembre 2005, les mots ”, accru de la contribution complémentaire de crise visée à l'article 463^{bis}” sont abrogés.

Art. 73. L'article 292 du même Code, modifié par les lois du 22 juillet 1993 et du 4 mai 1999, est complété par un alinéa 3 rédigé comme suit :

”Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, la quotité forfaitaire d'impôt étranger n'est imputée qu'à concurrence de la quote-part de l'impôt des sociétés qui se rapporte aux revenus nets imposables générés par un transfert hybride. Ces revenus nets sont constitués de la différence entre les revenus reçus dans le cadre de ce transfert hybride et les éventuels paiements qui ont dû être effectués dans le cadre de ce transfert hybride.”.

Art. 74. L'article 342 du même Code, modifié par la loi du 11 juillet 2005, est complété par un paragraphe 4 rédigé comme suit :

”§ 4. En cas d'absence de déclaration ou de remise tardive de celle-ci par une entreprise soumise à l'impôt des sociétés ou à l'impôt des non-résidents conformément à l'article 227, 2°, le minimum des bénéfices imposables est fixé à 34 000 euros.

- toegepaste biologische wetenschappen;
- geneeskunde;
- diergeneeskunde;
- farmaceutische wetenschappen;
- biomedische wetenschappen;
- industriële wetenschappen en technologie;
- nautische wetenschappen;
- biotechniek;
- architectuur;
- productontwikkeling;”;

7° paragraaf 2 wordt aangevuld met de bepalingen onder 3° en 4°, luidende :

”3° ofwel, een diploma van academische bachelor of een gelijkwaardig diploma in de studiegebieden of combinaties van studiegebieden bedoeld in de bepaling onder 2°;

4° ofwel, een diploma van professionele bachelor of een gelijkwaardig diploma in de studiegebieden of combinaties van studiegebieden van :

a) voor de Vlaamse gemeenschap :

- biotechniek;
- gezondheidszorg;
- industriële wetenschappen en technologie;
- nautische wetenschappen;
- handelswetenschappen en bedrijfskunde, evenwel beperkt tot de opleidingen die in hoofdzaak zijn gericht op informatica en innovatie;

b) voor de Franstalige Gemeenschap :

- paramedisch;
- techniek, evenwel beperkt tot de opleidingen die in hoofdzaak gericht zijn op biotechniek, industriële wetenschappen, technologie, nautische wetenschappen, productontwikkeling en informatica.”;

8° het artikel wordt aangevuld met een paragraaf 4, luidende :

”§ 4. De Koning kan de voorwaarden en de wijze bepalen waarop de in § 1, tweede lid, bedoelde wetenschappelijke instellingen worden erkend.”.

Art. 72. In artikel 289^{quater}, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 23 december 2005, worden de woorden ”, verhoogd met de in artikel 463^{bis} vermelde aanvullende crisisbijdrage” opgeheven.

Art. 73. Artikel 292 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 22 juli 1993 en 4 mei 1999, wordt aangevuld met een derde lid, luidende :

”In afwijking van het eerste lid wordt het forfaitair gedeelte van de buitenlandse belasting slechts verrekend tot het aandeel van de vennootschapsbelasting dat betrekking heeft op de belastbare netto-inkomsten die voortkomen uit een hybrideoverdracht. Die netto-inkomsten bestaan uit het verschil tussen de inkomsten die zijn verkregen in het kader van die hybrideoverdracht en de eventuele betalingen die in het kader van die hybrideoverdracht moesten worden gedaan.”.

Art. 74. Artikel 342 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 11 juli 2005, wordt aangevuld met een paragraaf 4, luidende :

”§ 4. Bij niet-aangifte of laattijdige overlegging van de aangifte door een onderneming onderworpen aan de vennootschapsbelasting of de belasting der niet-inwoners overeenkomstig artikel 227, 2°, wordt het minimum van de belastbare winst vastgesteld op 34 000 euro.

Ce montant est majoré en cas d'infractions répétées selon une échelle dont les graduations sont déterminées par le Roi et allant de 25 p.c. minimum à 200 p.c. maximum."

Art. 75. A l'article 342, § 4, du même Code, inséré par l'article 74 de la présente loi, les modifications suivantes sont apportées :

1° Dans l'alinéa 1^{er}, les mots "34 000 euros." sont remplacés par les mots "40 000 euros.";

2° le paragraphe est complété par un alinéa, rédigé comme suit :

"Le minimum des bénéfiques imposables est indexé annuellement selon les règles de l'article 178, § 2, étant entendu que le montant de 40 000 euros doit d'abord être divisé par le coefficient d'indexation applicable pour l'exercice d'imposition 2020 et qu'ensuite le résultat est arrondi au multiple de 100 euros supérieur ou inférieur selon que les chiffres des unités et des dizaines atteignent ou non 50."

Art. 76. Dans l'article 413/1, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même Code, inséré par la loi du 1^{er} décembre 2016, le 1°/1 est inséré, rédigé comme suit :

"1°/1 la plus-value visée à l'article 185/1;"

Art. 77. A l'article 414, § 1^{er}, du même Code, modifié par les lois des 28 juillet 1992, 28 décembre 1992, 22 décembre 1998, 15 mars 1999 et 17 février 2000, par l'arrêté royal du 13 juillet 2001 et par les lois des 20 juin 2002 et 1^{er} décembre 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots "de l'intérêt légal" sont remplacés par les mots "par dérogation à l'article 2, § 2, de la loi du 5 mai 1865 relative au prêt à intérêt, d'un intérêt au taux tel que déterminé conformément à l'alinéa 2";

2° entre les alinéas 1^{er} et 2, il est inséré deux alinéas rédigés comme suit :

"Ce taux est adapté annuellement, et correspond à la moyenne des indices de référence J relative aux obligations linéaires à 10 ans des mois de juillet, août et septembre de l'année précédant celle au cours de laquelle le taux est applicable, sans que celui-ci ne puisse être inférieur à 4 p.c., ni supérieur à 10 p.c. Ces indices sont publiés par l'Agence fédérale de la Dette, tels que visés à l'article 8 de l'arrêté royal du 14 septembre 2016 relatif aux coûts, aux taux, à la durée et aux modalités de remboursement des contrats de crédit soumis à l'application du livre VII du Code de droit économique et à la fixation des indices de référence pour les taux d'intérêt variables en matière de crédits hypothécaires et de crédits à la consommation y assimilés.

Le Service public fédéral Finances fait connaître, via un avis au *Moniteur belge*, au courant du dernier trimestre de chaque année le taux applicable pour l'année civile qui suit en vertu des dispositions de l'alinéa 2."

Art. 78. A l'article 416 du même Code, modifié par les lois du 2 août 2002, du 24 décembre 2002, du 14 janvier 2003, du 22 décembre 2003, du 17 mai 2004, du 25 avril 2007, du 26 mai 2016, et du 9 février 2017, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots "du présent Code ou de l'article 122, § 6, de la loi-programme du 2 août 2002," sont insérés entre les mots "ou 47, § 6," et les mots "à la réserve d'investissement";

2° un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

"Par dérogation à l'article 414 et sans préjudice de l'application des articles 444 et 445, il est dû sur la partie de l'impôt qui se rapporte proportionnellement aux plus-values visées aux articles 44bis, 44ter et 47, du présent Code et à l'article 122, § 2, de la loi-programme du 2 août 2002, qui deviennent imposables en vertu de l'article 190, alinéa 4, du présent Code, lorsqu'il n'y a pas encore de emploi pour un montant et de la manière visés respectivement aux articles 44bis, 44ter et 47 du présent Code et à l'article 122, §§ 2 à 4, de la loi-programme du 2 août 2002, un intérêt de retard, calculé conformément à l'article 414 du présent Code, à partir du 1^{er} janvier de l'année portant le millésime de l'exercice d'imposition pour lequel l'immunité a été accordée."

Art. 79. L'article 418 du même Code, modifié par les lois des 22 décembre 1998, 15 mars 1999 et 20 juin 2002, est remplacé par ce qui suit :

"Art. 418. En cas de remboursement d'impôts, de précomptes, de versements anticipés, d'intérêts de retard, d'accroissements d'impôts ou d'amendes administratives, un intérêt moratoire est alloué au taux tel que déterminé conformément à l'alinéa 2, à compter du premier jour

Dit bedrag wordt bij herhaalde inbreuken verhoogd volgens een schaal waarvan de trappen, gaande van 25 pct. minimum tot 200 pct. maximum, door de Koning worden vastgesteld."

Art. 75. In artikel 342, § 4, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij artikel 74 van deze wet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het eerste lid worden de woorden "34 000 euro." worden vervangen door de woorden "40 000 euro.";

2° de paragraaf wordt aangevuld met een lid, luidende :

"Het minimum van de belastbare winst wordt jaarlijks geïndexeerd volgens de regels van artikel 178, § 2, met dien verstande dat het bedrag van 40 000 euro eerst wordt gedeeld door de indexeringscoëfficiënt die van toepassing is voor aanslagjaar 2020 waarna het resultaat wordt afgerond tot het hogere of lagere veelvoud van 100 euro naargelang de cijfers van de eenheden en tientallen al dan niet 50 bereiken."

Art. 76. In artikel 413/1, § 1, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 1 december 2016 wordt een bepaling onder 1°/1 ingevoegd, luidende :

"1°/1 de in artikel 185/1 bedoelde meerwaarde;"

Art. 77. In artikel 414, § 1, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 28 juli 1992, 28 december 1992, 22 december 1998, 15 maart 1999 en 17 februari 2000, bij het koninklijke besluit van 13 juli 2001 en bij de wetten van 20 juni 2002 en 1 december 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, worden de woorden "de wettelijke interest" vervangen door de woorden "in afwijking van artikel 2, § 2, van de wet van 5 mei 1865 betreffende de lening tegen intrest, een interest aan een rentevoet zoals bepaald overeenkomstig het tweede lid";

2° tussen het eerste en het tweede lid worden twee leden ingevoegd, luidende :

"Deze rentevoet wordt jaarlijks aangepast en komt overeen met het gemiddelde van de referte-indexen J met betrekking tot de lineaire obligaties op 10 jaar van de maanden juli, augustus en september van het laatste jaar dat het jaar waarin de rentevoet van toepassing is voorafgaat, zonder dat deze minder dan 4 pct. of meer dan 10 pct. mag bedragen. Deze indexen worden door het Federaal Agentschap van de Schuld bekendgemaakt, als bedoeld in artikel 8, van het koninklijk besluit van 14 september 2016 betreffende de kosten, de percentages, de duur en de terugbetalingsmodaliteiten van kredietovereenkomsten onderworpen aan boek VII van het Wetboek van economisch recht en de vaststelling van referte-indexen voor de veranderlijke rentevoeten inzake hypothecaire kredieten en de hiermee gelijkgestelde consumentenkredieten.

De Federale Overheidsdienst Financiën maakt via een bericht in het *Belgisch Staatsblad*, in het laatste trimester van elk jaar de te gebruiken rentevoet voor het volgende kalenderjaar bekend op grond van de bepalingen van het tweede lid."

Art. 78. In artikel 416 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 2 augustus 2002, 24 december 2002, 14 januari 2003, 22 december 2003, 17 mei 2004, 25 april 2007, 26 mei 2016 en 9 februari 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden "van dit Wetboek of artikel 122, § 6, van de programmawet van 2 augustus 2002," ingevoegd tussen de woorden "of 47, § 6," en de woorden "belastbaar geworden meerwaarden";

2° tussen het eerste en het tweede lid, wordt een lid ingevoegd, luidende :

"In afwijking van artikel 414 en onverminderd de toepassing van de artikelen 444 en 445, is op het gedeelte van de belasting dat proportioneel verband houdt met de krachtens artikel 190, vierde lid, van dit Wetboek, belastbaar geworden meerwaarden bedoeld in de artikelen 44bis, 44ter en 47 van dit Wetboek en in artikel 122, § 2, van de programmawet van 2 augustus 2002, wanneer nog niet is herbelegd voor een bedrag en op de wijze respectievelijk bedoeld in de artikelen 44bis, 44ter en 47 van dit Wetboek en in artikel 122, §§ 2 tot 4, van de programmawet van 2 augustus 2002, een nalatigheidsintrest verschuldigd, berekend overeenkomstig artikel 414 van dit Wetboek, vanaf 1 januari van het jaar waarnaar het aanslagjaar wordt genoemd waarvoor de vrijstelling werd toegestaan."

Art. 79. Artikel 418 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 22 december 1998, 15 maart 1999 en 20 juni 2002, wordt vervangen als volgt :

"Art. 418. Bij terugbetaling van belastingen, voorheffingen, voorafbetalingen, nalatigheidsintrest, belastingverhogingen of administratieve boeten wordt een moratoriuminterest toegekend tegen een rentevoet zoals bepaald overeenkomstig het tweede lid, te rekenen van

du mois qui suit celui au cours duquel l'administration a été mise en demeure par sommation ou par autre acte équivalent.

Ce taux est égal au taux calculé conformément à l'article 414, § 1^{er}, alinéa 2, diminué de 2 points de pourcentage.

Cet intérêt est calculé par mois civil sur le montant de chaque paiement arrondi au multiple inférieur de 10 euros; le mois pendant lequel le remboursement est liquidé est négligé."

Art. 80. A l'article 419 du même Code, modifié par la loi du 15 mars 1999 et par les arrêtés royaux des 20 juillet 2000 et 13 juillet 2001, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, le 1° est complété par les mots ", par cotisation, pour un même exercice d'imposition";

2° l'alinéa 1^{er} est complété par un 6° rédigé comme suit :

"6° lorsque l'administration a été raisonnablement dans l'impossibilité de liquider le remboursement, en raison entre autres de l'absence d'informations sur l'identité ou sur les coordonnées bancaires du ou des bénéficiaires, pendant la période s'étendant entre le premier jour du mois suivant celui pendant lequel le remboursement aurait dû être liquidé si l'administration avait eu les données nécessaires, et la fin du deuxième mois suivant le mois au cours duquel une mise en demeure a été adressée à l'administration, et à la condition que cette impossibilité ait cessé";

3° l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

"Lorsque le remboursement intervient après l'expiration du délai fixé à l'alinéa 1^{er}, 3°, l'intérêt moratoire est dû à partir du premier jour du mois qui suit celui au cours duquel l'administration a été mise en demeure par sommation ou par autre acte équivalent."

Art. 81. L'article 445, § 1^{er}, alinéa 5, du même Code, modifié en dernier lieu par la loi-programme du 1^{er} juillet 2016, est remplacé par ce qui suit :

"Aucune amende n'est appliquée lorsque le contribuable démontre que le montant des dépenses visées à l'article 57 ou des avantages de toute nature visés aux articles 31, alinéa 2, 2°, et 32, alinéa 2, 2°, est compris dans une déclaration introduite par le bénéficiaire conformément à l'article 305 ou dans une déclaration analogue introduite à l'étranger par le bénéficiaire."

Art. 82. A l'article 463bis, du même Code, remplacé par la loi du 12 août 2000 et modifié par les lois des 24 décembre 2002, 11 mai 2007, 30 juillet 2013, 19 décembre 2014 et 10 août 2015, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans la phrase liminaire du paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots "3 centimes additionnels" sont remplacés par les mots "2 centimes additionnels";

2° dans le paragraphe 3 les mots "articles 217, alinéa 1^{er}, 4°, et 246, alinéa 3" sont remplacés par les mots "articles 217, alinéa 1^{er}, 4°, 217/1, et 246, alinéa 3".

Art. 83. Le titre VIIIbis du même Code, intitulé "Contribution complémentaire de crise" qui comprend l'article 463bis, inséré par la loi du 22 juillet 1993 et modifié par les lois des 12 août 2000, 24 décembre 2002, 11 mai 2007 et 30 juillet 2013 et par l'article 82 de la présente loi, est abrogé.

Art. 84. Dans l'article 519ter du même Code, inséré par la loi du 25 avril 2007, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans la phrase liminaire du paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots "est réduit, pour les exercices d'imposition 2008 à 2010" sont remplacés par les mots "est réduit à 15 p.c., pour les exercices d'imposition 2021 et 2022";

b) dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, les mots "articles 44bis et 47 du présent Code et à l'article 115, § 2" sont remplacés par les mots "articles 44bis, 44ter et 47 du présent Code et à l'article 122, § 2" et les mots "la période imposable se rattachant à l'exercice d'imposition 2004" sont remplacés par les mots "la dernière période imposable qui se clôture avant le 1^{er} janvier 2017";

c) le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, est complété par les dispositions suivantes :

"3° en ce qui concerne les prélèvements imposables sur les montants exonérés visés à l'article 190bis, existant à la fin de la dernière période imposable qui se clôture avant le 1^{er} janvier 2017;

de eerste dag van de maand volgend op deze waarin de administratie in gebreke werd gesteld door een aanmaning of door een andere daarmee gelijkstaande akte.

Deze rentevoet is gelijk aan de overeenkomstig artikel 414, § 1, tweede lid, berekende rentevoet, verminderd met 2 procentpunt.

Die interest wordt per kalendermaand berekend op het bedrag van elke betaling, afgerond op het lagere veelvoud van 10 euro; de maand waarin de terugbetaling wordt voldaan, wordt niet meegerekend."

Art. 80. In artikel 419 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 15 maart 1999 en bij de koninklijke besluiten van 20 juli 2000 en 13 juli 2001, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, wordt de bepaling onder 1° aangevuld met de woorden ", per aanslag, voor eenzelfde aanslagjaar";

2° het eerste lid wordt aangevuld met een bepaling onder 6°, luidende :

"6° wanneer de administratie redelijkerwijze in de onmogelijkheid verkeerde om de terugbetaling te voldoen, omwille van onder meer de afwezigheid van gegevens over de identiteit of de bankgegevens van de begunstigde of begunstigten en dit, tijdens de periode die zich uitstrekt van de eerste dag van de maand volgend op deze waarin de terugbetaling zou moeten zijn voldaan indien de administratie over de noodzakelijke gegevens had beschikt tot het einde van de tweede maand volgend op deze waarin de ingebrekestelling werd verstuurd aan de administratie, en op voorwaarde dat deze onmogelijkheid ophield te bestaan";

3° het tweede lid wordt vervangen als volgt :

"Wanneer de terugbetaling plaatsheeft na het verstrijken van de in het eerste lid, 3°, vastgestelde termijn, is de moratoriuminterest verschuldigd vanaf de eerste dag van de maand volgend op deze waarin de administratie in gebreke werd gesteld door een aanmaning of door een andere daarmee gelijkstaande akte."

Art. 81. Artikel 445, § 1, vijfde lid, van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij de programmawet van 1 juli 2016, wordt vervangen als volgt :

"Geen boete wordt toegepast wanneer de belastingplichtige aantoonde dat het bedrag van de kosten, bedoeld in artikel 57, of van de voordelen van alle aard bedoeld in de artikelen 31, tweede lid, 2°, en 32, tweede lid, 2°, begrepen is in een door de verkrijger overeenkomstig artikel 305 ingediende aangifte of in een door de verkrijger in het buitenland ingediende gelijkaardige aangifte."

Art. 82. In artikel 463bis, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 12 augustus 2000 en gewijzigd bij de wetten van 24 december 2002, 11 mei 2007, 30 juli 2013, 19 december 2014 en 10 augustus 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de inleidende zin van paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden "3 opcentiemen" vervangen door de woorden "2 opcentiemen";

2° in paragraaf 3 worden de woorden "artikelen 217, eerste lid, 4°, en 246, derde lid" vervangen door de woorden "artikelen 217, eerste lid, 4°, 217/1, en 246, derde lid".

Art. 83. Titel VIIIbis van hetzelfde Wetboek, met als opschrift "Aanvullende crisisbijdrage", die het artikel 463bis bevat, ingevoegd bij de wet van 22 juli 1993 en gewijzigd bij de wetten van 12 augustus 2000, 24 december 2002, 11 mei 2007 en 30 juli 2013 en bij artikel 82 van deze wet, wordt opgeheven.

Art. 84. In artikel 519ter van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 25 april 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in de inleidende zin van paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden "aanslagjaren 2008 tot 2010" vervangen door de woorden "aanslagjaren 2021 en 2022" en wordt het woord "verlaagd" vervangen door de woorden "verlaagd tot 15 pct.;

b) in paragraaf 1, eerste lid, 2°, worden de woorden "artikelen 44bis en 47 van dit wetboek en in artikel 115, § 2" vervangen door de woorden "artikelen 44bis, 44ter en 47 van dit Wetboek en in artikel 122, § 2" en worden de woorden "aan het aanslagjaar 2004 verbonden belastbaar tijdperk" vervangen door de woorden "laatste belastbare tijdperk dat afsluit vóór 1 januari 2017";

c) paragraaf 1, eerste lid, wordt aangevuld met de volgende bepalingen :

"3° met betrekking tot de belastbare opnemingen op de in artikel 190bis bedoelde vrijgestelde bedragen die bestonden op het einde van het laatste belastbare tijdperk dat afsluit vóór 1 januari 2017;

4° en ce qui concerne les prélèvements imposables sur la réserve d'investissement constituée dans une période imposable qui se clôture avant le 1^{er} janvier 2017, visée à l'article 194^{quater} tel qu'il existait avant d'être abrogé par l'article 31, 2°, de la loi du 25 décembre 2017 relative à la réforme de l'impôt des sociétés, pour autant que le paragraphe 4, alinéa 2, dudit article ne puisse plus être appliqué.”;

d) le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, est abrogé;

e) dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 3, les mots “Les taux visés à l'alinéa 1^{er} sont en outre réduits, pour les exercices d'imposition 2008 à 2010, respectivement à 10 p.c., 12 p.c. et 14 p.c.” sont remplacés par les mots “Le taux visé à l'alinéa 1^{er} est en outre réduit à 10 p.c.”, les mots “se rattachant à l'exercice d'imposition considéré” sont abrogés et les mots “, qui ne sont pas considérées comme un emploi en vertu des articles 44^{bis}, 44^{ter}, 47 et 194^{quater} et qui antérieurement n'ont pas été prises en considération pour l'application de cette disposition” sont remplacés par les mots “et qui ne sont pas considérées comme un emploi ou une affectation en vertu des articles 44^{bis}, 44^{ter}, 47 et 205/4, § 5, du présent Code et de l'article 122, § 2, de la loi-programme du 2 août 2002”;

f) dans le paragraphe 3, les mots “aux articles 157 à 159, 161 à 164 et 166 à 168” sont remplacés par les mots “à l'article 218”;

g) le paragraphe 4 est abrogé.

Art. 85. À l'article 536 du même Code, inséré par la loi du 13 décembre 2012 et modifié par la loi-programme du 10 août 2015 et par la loi du 3 août 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 2 est abrogé;

2° à l'alinéa 3, qui devient l'alinéa 2, les mots “après les autres réductions, prévues par les articles 199 à 206,” sont remplacés par les mots “après les autres réductions, prévues aux articles 199 à 205/4, 206 et 543,”.

Art. 86. A. Les articles 5, 1°, 6, 1°, 11, 1°, 3° et 4°, 13 à 15, 17, 1°, 21, 1°, 24 à 26, 28, 29, 30, 1°, 3°, et 5°, 31, 1°, 32, 37, 39, 1° et 3°, 41, 1° à 4°, 43, 1°, 44, 1°, 45, 46, 49, 50, 52, 2° à 6°, 53, 1° et 3° à 6°, 54, 1°, 2° et 4°, 55, 1°, 3° et 5°, 56, 57, 59, 66, 67, 1°, 74, 78, 82 et 85 entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2018 et sont applicables à partir de l'exercice d'imposition 2019 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 1^{er} janvier 2018.

B1. Les articles 3, 18, 1° et 2°, 20, 33, 35, 39, 5° et 9°, 44, 2°, 47, 48, 53, 2°, et 73 entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2019 et sont applicables à partir de l'exercice d'imposition 2020 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 1^{er} janvier 2019.

B2. Les articles 5, 2°, 6, 2°, 7, 8, 10, 11, 2°, 18, 3°, 21, 2°, 22, 23, 27, 30, 2°, 4° et 6°, 31, 2°, 34, 36, 39, 2°, 4°, 6° à 8° et 10° à 15°, 40, 41, 5°, 42, 51, 52, 1°, 54, 3°, 55, 2° et 4°, 58, 60, 61, 1°, 62 à 65, 67, 2°, 72, 75, 1°, 81, 83 et 84 entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2020 et sont applicables à partir de l'exercice d'imposition 2021 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 1^{er} janvier 2020.

C. Les articles 4, 1° et 2°, 16 et 68 entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2018 et sont applicables aux opérations de réduction de capital et de remboursement de primes d'émission ou de parts bénéficiaires assimilées à du capital libéré qui sont décidées par l'assemblée générale à partir du 1^{er} janvier 2018.

Les articles 4, 3°, et 9 entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2020 et sont applicables aux intérêts qui se rapportent aux périodes après le 31 décembre 2019.

Les articles 17, 2° à 5°, 19, 61, 2°, et 76 entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2019 et sont applicables aux transferts qui ont lieu à partir du 1^{er} janvier 2019.

4° met betrekking tot de belastbare opnemingen op de in een belastbaar tijdperk dat afsluit vóór 1 januari 2017 gevormde investeringsreserve bedoeld in artikel 194^{quater} zoals het bestond voor het is opgeheven bij artikel 31, 2°, van de wet van 25 december 2017 houdende de hervorming van de vennootschapsbelasting, voor zover paragraaf 4, tweede lid, van dat artikel geen toepassing meer kan vinden.”;

d) paragraaf 1, tweede lid, wordt opgeheven;

e) in paragraaf 1, derde lid, worden de woorden “De in het eerste lid vermelde tarieven worden bovendien voor de aanslagjaren 2008 tot 2010 verlaagd tot respectievelijk 10 pct., 12 pct. en 14 pct.” vervangen door de woorden “Het in het eerste lid bedoelde tarief wordt bovendien verlaagd tot 10 pct.”, worden de woorden “aan het desbetreffende aanslagjaar verbonden” opgeheven en worden de woorden “, die niet als herbelegging worden aangemerkt krachtens de artikelen 44^{bis}, 44^{ter}, 47 en 194^{quater} en die voorheen nog niet in aanmerking werden genomen voor de toepassing van deze bepaling” vervangen door de woorden “en die niet als herbelegging of besteding worden aangemerkt krachtens de artikelen 44^{bis}, 44^{ter}, 47 en 205/4, § 5, van dit Wetboek en artikel 122, § 2, van de programmawet van 2 augustus 2002”;

f) in paragraaf 3 worden de woorden “bij de artikelen 157 tot 159, 161 tot 164 en 166 tot 168” vervangen door de woorden “in artikel 218”;

g) paragraaf 4 wordt opgeheven.

Art. 85. In artikel 536 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 13 december 2012 en gewijzigd bij de programmawet van 10 augustus 2015 en bij de wet van 3 augustus 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het tweede lid wordt opgeheven;

2° in het derde lid, dat het tweede lid wordt, worden de woorden “na de andere in de artikelen 199 tot 206 bepaalde aftrekken,” vervangen door de woorden “na de andere in de artikelen 199 tot 205/4, 206 en 543 bepaalde aftrekken,”.

Art. 86. A. De artikelen 5, 1°, 6, 1°, 11, 1°, 3° en 4°, 13 tot 15, 17, 1°, 21, 1°, 24 tot 26, 28, 29, 30, 1°, 3°, en 5°, 31, 1°, 32, 37, 39, 1° en 3°, 41, 1° tot 4°, 43, 1°, 44, 1°, 45, 46, 49, 50, 52, 2° tot 6°, 53, 1° en 3° tot 6°, 54, 1°, 2° en 4°, 55, 1°, 3° en 5°, 56, 57, 59, 66, 67, 1°, 74, 78, 82 en 85 treden in werking op 1 januari 2018 en zijn van toepassing vanaf aanslagjaar 2019 verbonden aan een belastbaar tijdperk dat ten vroegste aanvangt op 1 januari 2018.

B1. De artikelen 3, 18, 1° en 2°, 20, 33, 35, 39, 5° en 9°, 44, 2°, 47, 48, 53, 2°, en 73 treden in werking op 1 januari 2019 en zijn van toepassing vanaf aanslagjaar 2020 verbonden aan een belastbaar tijdperk dat ten vroegste aanvangt op 1 januari 2019.

B2. De artikelen 5, 2°, 6, 2°, 7, 8, 10, 11, 2°, 18, 3°, 21, 2°, 22, 23, 27, 30, 2°, 4° en 6°, 31, 2°, 34, 36, 39, 2°, 4°, 6° tot 8° en 10° tot 15°, 40, 41, 5°, 42, 51, 52, 1°, 54, 3°, 55, 2° en 4°, 58, 60, 61, 1°, 62 tot 65, 67, 2°, 72, 75, 1°, 81, 83 en 84 treden in werking op 1 januari 2020 en zijn van toepassing vanaf aanslagjaar 2021 verbonden aan een belastbaar tijdperk dat ten vroegste aanvangt op 1 januari 2020.

C. De artikelen 4, 1° en 2°, 16 en 68 treden in werking op 1 januari 2018 en zijn van toepassing op verrichtingen van kapitaalverminderingen en terugbetalingen van met kapitaal gelijkgestelde uitgiftepremies of winstbewijzen die worden beslist door de algemene vergadering vanaf 1 januari 2018.

De artikelen 4, 3°, en 9 treden in werking op 1 januari 2020 en zijn van toepassing op de interesten die betrekking hebben op periodes na 31 december 2019.

De artikelen 17, 2° tot 5°, 19, 61, 2°, en 76 treden in werking op 1 januari 2019 en zijn van toepassing op de overdrachten die plaatsvinden vanaf 1 januari 2019.

L'article 29 entre en vigueur le 1^{er} janvier 2018 et n'est pas applicable aux provisions ou dotations aux provisions qui ont été constituées pendant des périodes imposables qui ont commencé avant le 1^{er} janvier 2018.

L'article 38 entre en vigueur le 1^{er} janvier 2020 et est applicable aux immobilisations acquises ou constituées à partir du 1^{er} janvier 2020.

Les articles 69 et 70 entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2018 et sont applicables aux dividendes payés ou attribués à partir du 1^{er} janvier 2018.

L'article 71, 1^o, 4^o et 5^o, entre en vigueur le 1^{er} janvier 2018 et est applicable aux rémunérations payées ou attribuées à partir du 1^{er} janvier 2018 et jusqu'au 31 décembre 2019.

L'article 71, 2^o et 6^o à 8^o, entre en vigueur le 1^{er} janvier 2018 et est applicable aux rémunérations payées ou attribuées à partir du 1^{er} janvier 2018.

L'article 71, 3^o, entre en vigueur le 1^{er} janvier 2020 et est applicable aux rémunérations payées ou attribuées à partir du 1^{er} janvier 2020.

L'article 75, 2^o, entre en vigueur à partir de l'exercice d'imposition 2022.

Les articles 77, 79 et 80 entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2018 et sont applicables à partir du 1^{er} janvier 2018. Les modifications, par les articles 79 et 80, de la date de départ pour l'application de l'intérêt moratoire visée respectivement aux articles 418, alinéa 1^{er}, et 419, alinéa 1^{er}, 6^o, et alinéa 2, du Code des impôts sur les revenus 1992 sont applicables aux enrôlements effectués à partir du 1^{er} janvier 2018.

D. Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26 juillet 2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre.

CHAPITRE 2. — *Modifications de la loi du 26 mars 1999 relative au plan d'action belge pour l'emploi 1998 et portant des dispositions diverses – Entreprises d'insertion*

Art. 87. L'article 67 de la loi du 26 mars 1999 relative au plan d'action belge pour l'emploi 1998 et portant des dispositions diverses, modifié en dernier lieu par la loi du 22 mai 2005, est abrogé.

Art. 88. L'article 87 est applicable à partir de l'exercice d'imposition 2019 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 1^{er} janvier 2018.

Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26 juillet 2017, reste sans effet pour l'application de la disposition visée à l'alinéa 1^{er}.

CHAPITRE 3. — *Modification de la loi du 26 décembre 2015 relative aux mesures concernant le renforcement de la création d'emplois et du pouvoir d'achat*

Art. 89. La section 4 du chapitre 1^{er} du titre 3 de la loi du 26 décembre 2015 relative aux mesures concernant le renforcement de la création d'emplois et du pouvoir d'achat, comportant les articles 95 à 101, est retirée.

Artikel 29 treedt in werking op 1 januari 2018 en is niet van toepassing op voorzieningen of toevoegingen aan voorzieningen die zijn aangelegd in belastbare tijdperken die aanvangen vóór 1 januari 2018.

Artikel 38 treedt in werking op 1 januari 2020 en is van toepassing op de activa verkregen of tot stand gebracht vanaf 1 januari 2020.

De artikelen 69 en 70 treden in werking op 1 januari 2018 en zijn van toepassing op de dividenden die vanaf 1 januari 2018 worden betaald of toegekend.

Artikel 71, 1^o, 4^o en 5^o, treedt in werking op 1 januari 2018 en is van toepassing op de bezoldigingen die vanaf 1 januari 2018 tot en met 31 december 2019 worden betaald of toegekend.

Artikel 71, 2^o en 6^o tot 8^o, treedt in werking op 1 januari 2018 en is van toepassing op de bezoldigingen die vanaf 1 januari 2018 worden betaald of toegekend.

Artikel 71, 3^o, treedt in werking op 1 januari 2020 en is van toepassing op de bezoldigingen die vanaf 1 januari 2020 worden betaald of toegekend.

Artikel 75, 2^o, treedt in werking vanaf aanslagjaar 2022.

De artikelen 77, 79 en 80 treden in werking op 1 januari 2018 en zijn van toepassing vanaf 1 januari 2018. De wijzigingen, bij de artikelen 79 en 80, van de respectievelijk in de artikelen 418, eerste lid, en 419, eerste lid, 6^o, en tweede lid, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 bedoelde startdatum voor de toepassing van het moratorium-interess, zijn van toepassing op de vanaf 1 januari 2018 ingekohierde aanslagen.

D. Elke wijziging die vanaf 26 juli 2017 aan de afsluitingsdatum van het boekjaar wordt aangebracht, blijft zonder uitwerking voor de toepassing van de in dit hoofdstuk bedoelde bepalingen.

HOOFDSTUK 2. — *Wijzigingen van de wet van 26 maart 1999 betreffende het Belgisch actieplan voor de werkgelegenheid 1998 en houdende diverse bepalingen – Inschakelingsbedrijven*

Art. 87. Artikel 67 van de wet van 26 maart 1999 betreffende het Belgisch actieplan voor de werkgelegenheid 1998 en houdende diverse bepalingen, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 22 mei 2005, wordt opgeheven.

Art. 88. Artikel 87 is van toepassing vanaf aanslagjaar 2019 verbonden aan een belastbaar tijdperk dat ten vroegste aanvangt op 1 januari 2018.

Elke wijziging die vanaf 26 juli 2017 aan de afsluitingsdatum van het boekjaar wordt aangebracht, blijft zonder uitwerking voor de toepassing van de in het eerste lid bedoelde bepaling.

HOOFDSTUK 3. — *Wijziging van de wet van 26 december 2015 houdende maatregelen inzake versterking van jobcreatie en koopkracht*

Art. 89. Afdeling 4 van hoofdstuk 1 van titel 3 van de wet van 26 december 2015 houdende maatregelen inzake versterking van jobcreatie en koopkracht, die de artikelen 95 tot 101 bevat, wordt ingetrokken.

CHAPITRE 4. — *Disposition transitoire relative aux taux d'intérêt visés aux articles 414, § 1^{er}, 1^o, et 418, alinéa 1^{er}, du Code des impôts sur les revenus 1992*

Art. 90. Pour l'année civile 2018, conformément aux dispositions de l'article 414, § 1^{er}, alinéa 2, du Code des impôts sur les revenus 1992, le taux visé à l'article 414, § 1^{er}, 1^o, du même Code est fixé à 4 p.c.

Par conséquent, pour l'année civile 2018, conformément aux dispositions de l'article 418, alinéa 2, du même Code, le taux visé à l'article 418, alinéa 1^{er}, du même Code est fixé à 2 p.c.

Cette disposition transitoire tient lieu, pour l'année civile 2018, d'avis tel que visé à l'article 414, § 1^{er}, alinéa 3, du même Code.

Donné à Bruxelles, le 25 décembre 2017.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
J. VAN OVERTVELDT

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
K. GEENS

—
Note

(1) Chambre des représentants (www.lachambre.be)

Documents : K54-2864

HOOFDSTUK 4. — *Overgangsbepaling betreffende de rentevoeten bedoeld in de artikelen 414, § 1, 1^o, en 418, eerste lid, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992*

Art. 90. Voor het kalenderjaar 2018 is de in artikel 414, § 1, eerste lid, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 bedoelde rentevoet gelijk aan 4 pct., overeenkomstig de bepalingen van artikel 414, § 1, tweede lid, van hetzelfde Wetboek.

Voor het kalenderjaar 2018 is de in artikel 418, eerste lid, van hetzelfde Wetboek bedoelde rentevoet bijgevolg gelijk aan 2 pct., overeenkomstig de bepalingen van artikel 418, tweede lid, van hetzelfde Wetboek.

Deze overgangsbepaling geldt voor het kalenderjaar 2018 als bericht als bedoeld in artikel 414, § 1, derde lid, van hetzelfde Wetboek.

Gegeven te Brussel, 25 december 2017.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,
J. VAN OVERTVELDT

Met 's Lands zegel gezegd :

De Minister van Justitie,
K. GEENS

—
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers (www.dekamer.be)

Stukken : K54-2864

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C - 2017/14402]

25 DECEMBRE 2017. — Arrêté royal portant modification des articles 63^o et 63⁷ de l'AR/CIR 92

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté vise à adapter des références à certaines législations financières récemment modifiées.

Le présent arrêté royal ajoute des références à la loi du 3 août 2012 relative aux organismes de placement collectif qui répondent aux conditions de la Directive 2009/65/CE et aux organismes de placement en créances, dans le cadre de la réglementation relative aux fonds d'épargne-pension.

Depuis février 2017 en effet, un fonds d'épargne-pension belge peut prendre la forme d'un organisme de placement collectif alternatif (OPCA), qui relève de la Directive AIFM (Directive 2011/61/UE du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2011 sur les gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs et modifiant les directives 2003/41/CE et 2009/65/CE ainsi que les règlements (CE) n° 1060/2009 et (UE) n° 1095/2010; transposée en droit belge par la loi du 19 avril 2014 relative aux organismes de placement collectif alternatifs et à leurs gestionnaires) ou la forme d'un organisme de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM), qui relève de la Directive UCITS (Directive 2009/65/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 juillet 2009 portant coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant certains organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM)).

L'article 63^o AR/CIR 92 (qui détermine les conditions pour être reconnu comme un fonds d'épargne-pension) a été récemment modifié par l'arrêté royal du 22 mai 2017. L'article adapté exige entre autres qu'un fonds d'épargne-pension soit inscrit sur la liste des organismes de placement collectif alternatifs de l'Autorité des services et marchés financiers afin de pouvoir être reconnu en tant que fonds d'épargne-pension. Dès lors, pour des raisons fiscales, un fonds d'épargne-pension existant ne peut être transformé d'AIFM en UCITS et un nouveau fonds d'épargne-pension ne peut être constitué sous la forme d'un UCITS, alors que cela est bel et bien possible sur base de la réglementation sur les fonds.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

[C - 2017/14402]

25 DECEMBER 2017. — Koninklijk besluit tot wijziging van de artikelen 63^o en 63⁷ van het KB/WIB 92

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het besluit dat ter ondertekening aan Uwe Majesteit wordt voorgelegd, strekt ertoe verwijzingen naar bepaalde recent gewijzigde financiële wetgeving aan te passen.

Dit koninklijk besluit voegt in de regelgeving met betrekking tot de pensioenspaarfonds, de verwijzingen toe naar de wet van 3 augustus 2012 betreffende de instellingen voor collectieve belegging die voldoen aan de voorwaarden van Richtlijn 2009/65/EG en de instellingen voor belegging in schuldvorderingen.

Sinds februari 2017 kan een Belgisch pensioenspaarfonds immers de vorm aannemen van een alternatieve instelling voor collectieve belegging (AICB) die valt onder de AIFM-richtlijn (Richtlijn 2011/61/EU van het Europees Parlement en de Raad van 8 juni 2011 inzake beheerders van alternatieve beleggingsinstellingen en tot wijziging van de Richtlijnen 2003/41/EG en 2009/65/EG en van de Verordeningen (EG) nr. 1060/2009 en (EU) nr. 1095/2010; omgezet in Belgisch recht door de wet van 19 april 2014 betreffende de alternatieve instellingen voor collectieve belegging en hun beheerders) of van een instelling voor collectieve belegging in effecten (ICBE), die valt onder de UCITS-richtlijn (Richtlijn 2009/65/EG van het Europees Parlement en de Raad van 13 juli 2009 tot coördinatie van de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen betreffende bepaalde instellingen voor collectieve belegging in effecten (ICBE's)).

Artikel 63^o KB/WIB 92 (dat de voorwaarden bepaalt om als pensioenspaarfonds te worden erkend) werd recent gewijzigd door het koninklijk besluit van 22 mei 2017. Het aangepaste artikel stelt o.m. dat een pensioenspaarfonds moet ingeschreven zijn op de lijst van de alternatieve instellingen voor collectieve belegging van de Autoriteit voor Financiële Diensten en Markten om een erkenning als pensioenspaarfonds te kunnen krijgen. Hierdoor kan, omwille van fiscale redenen, een bestaand pensioenspaarfonds niet omgevormd worden van AICB naar UCITS, en kan een nieuw pensioenspaarfonds niet als UCITS worden opgericht, hoewel dit op basis van de fondsenwetgeving wel mogelijk is.